



trespass

issue two

trespass

www.trespass.network

@TrespassNetwork

Cover photo: hansfoto

Contents

Introduction	3
--------------	---

Peer-reviewed Articles

“esquatter”: est-ce squatter ? À propos des squatts [FR]	7
Baptiste Colin	

Translations

Clair-obscur du squat et de la communauté [FR]	37
Kraken en privatisering van de woningnood [NL]	49

Interventions

Protect our farmland [EN]	61
Che ne sarà di noi? [IT]	95
Okupación y resistencia rural en Casa Selba [ES]	97
Utrecht: Watertoren Amsterdamsestraatweg gekraakt [NL]	100
Utrecht: Watertower squatted to protest squatban [EN]	102
Call for Hambi international solidarity [EN]	105

Book Reviews

E.T.C. Dee: Jeffrey Babcock <i>Seances</i> [EN]	109
NN: Nazima Kadir <i>The autonomous life?</i> [EN]	111

About / Sobre nosaltres / À propos / Sobre nosotrxs / Over

EN: Trespass is self-managed, open access, and unfunded. It is multidisciplinary and publishes work in different languages. It is an online journal which also publishes selected works in print.

FR: Trespass est auto-géré, ne reçoit pas de financement et permet l'accès libre. C'est une revue multidisciplinaire, qui publie des ouvrages dans plusieurs langues.

CA: Trespass és una revista autogestionada d'accés obert que no rep cap mena de finançament. És multidisciplinària i publica treballs en diferents idiomes.

ES: Trespass es una revista autogestionada, sin financiación, y de acceso abierto. Es multidisciplinaria y publica trabajos en diferentes idiomas.

NL - Trespass wordt uitgegeven in zelfbeheer, is open access, en niet afhankelijk van financieringsbronnen. Het is multidisciplinair en plaatst artikelen in diverse talen.

Link

The entire issue can be found online at the open access Trespass website at:
https://www.trespass.network/?page_id=1044&lang=en

Articles

“esquatter” : est-ce squatter ? À propos des squatts : de quoi parle-t-on?

Baptiste Colin

Depuis que j’ai commencé à m’intéresser à la question des squatts, tous mes sens sont affûtés pour la moindre information qui s’y rapporte. Globalement, on parle toujours de la même chose. Mais pas avec le même vocabulaire. Et le plus souvent, pas avec les mêmes intentions, pas dans le même registre référentiel, ni selon les mêmes significations. Il n’y a pas toujours un sens dissimulé ou des intentions cachées derrière le texte. Mais on sait que les a priori se forment à partir de peu de choses. Pour introduire mon propos, voici un exemple :

les squatters, un composé de bons et de mauvais instincts, de vertus et de vices, n’étant en réalité ni sauvages ni civilisés, mais se tenant constamment sur l’extrême limite qui sépare les uns des autres, appropriant les lois à leurs besoins, les faisant et les défaisant selon leur caprice, et en résumé ne s’y soumettant que lorsqu’ils y trouvent avantage.

C’est délibérément que je ne vais pas indiquer tout de suite les références de cette citation – j’y reviendrai plus tard. Avec une certaine objectivité, il y a dans cette phrase un effort pour ne pas radicalement incriminer les squatteur*euses, et on ressent également que ce n’est pas un discours émanant d’un*e sympathisant*e militant*e pour la cause et la défense des squatts. Il y a une sorte de tonalité journalistique voulant dresser un tableau pour décrire des faits. Un seul mot détonne, peut-être : « sauvages » ; surtout en opposition à « civilisés ». Si j’affirme ici qu’il s’agit d’un exercice de définition, on pourrait s’interroger sur l’emploi des mots et, surtout, sur leur association.

Si l’on s’attarde sur le champ lexical de cet extrait et que l’on procède à une analyse textuelle partielle, on distingue un jeu d’opposition entre le bien et le mal : bons / mauvais ; vertus / vices ; civilisés / sauvages ;

faire / défaire. Il y a aussi une insistance sur le caractère déviant, faisant des individus décrits des phénomènes étranges, des bêtes curieuses qui, si elles ne dérangent pas systématiquement, interpellent le public : en réalité ni... ni... ; constamment sur l'extrême limite ; agissant selon leurs « besoins » et leurs « caprices », toujours à leur « avantage ».

Que reste-t-il après cette décortication ? Ce que les squatters font : s'approprier les lois. Autrement dit : les faire leur, les interpréter à leur sauce, les adapter à leurs agissements. Le tableau est dressé : que penser, à l'échelle d'une société, d'individus qui fonctionneraient, ostensiblement, en parfaits égoïstes antisociaux ?

Le propos qui suit est un résumé de certaines des observations établies dans le cadre d'une démarche analytique sur la manière dont les représentations sociales pèsent sur le traitement de la question. Mais avant de pouvoir dire ce qu'en pensent les un*es et les autres, il faudrait pouvoir dire précisément de quoi il est question, lorsqu'on parle des squatter*euses. Ce texte est le fruit d'une étude plus large qui a porté sur l'histoire des pratiques associées à la présence de squatts à Paris et Berlin-Ouest, entre 1945 et 1985. Ici, il s'agit d'explorer les attitudes qui se rencontrent pour tenter de dépasser les seuils de la lecture informative. Je ne recherche pas d'information spécifique sur les squatts ou les squatter*euses, mais je m'interroge sur ce qu'il est possible d'apprendre concernant cette thématique (dans son sens large), à partir des histoires racontées souvent « entre les lignes ».

Il ne s'agit pas d'un discours sur les acteurs de l'histoire mais davantage d'un plaidoyer pour approcher l'histoire au plus près des acteurs, réinsérés dans leur environnement, leurs pratiques, leurs habitudes et leurs modes de pensée. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je distingue clairement entre les personnes (les

squatteur*euses), les lieux (les squatts), et ce qui les lie : les squattages. Comme je me refuse à parler « des » squatteur*euses ou « des » squatts sur un ton généraliste, je défends l'idée d'utiliser un mot-valise qui peut sonner faux : le terme « squattage » n'est pas un néologisme. Recourir à ce terme au pluriel me semble justement permettre d'appréhender le sujet à la fois sur un mode globalisant, exogène, mais en respectant tout en même temps le souci d'intégrer à cette réflexion la parole plurielle, endogène, des cas particuliers rencontrés dans les mondes des squatts.

Quand les squatteur*euses se disputaient la primauté de leur existence

Dans un roman d'aventures publié au milieu du XIXe siècle, un homme émigré aux États-Unis pour prendre possession du terrain dont il se dit « seigneur suzerain »¹ découvre à son arrivée avec stupéfaction qu'une famille s'est installée sur ses terres et y a construit une maison. Un enfant s'adresse à lui : « Township est un squatter (...) et un squatter n'en appelle jamais aux arpenteurs ni au shérif : il n'en appelle qu'à sa carabine et à son bon droit. Possession vaut mieux que titre, et Township possède Red-Maple. »² La situation qui se présente au narrateur de ce récit de l'Ouest déclenche un embarras évident. Elle renvoie à des discussions théoriques concernant le sens juridique, mais également au sens pratique de la possession et de l'appropriation. Qu'est-ce que le « bon droit » vanté par l'enfant ? Ces questions sont encore d'actualité aujourd'hui.

Le terme de « squatter » a une histoire et cet extrait prouve que son usage déborde le cadre juridique scellé dans le principe du droit de propriété. La consonance de ce mot et surtout le contexte dans lequel il est employé feraient croire qu'on utilise aujourd'hui dans le vocabulaire

¹ G. FERRY [pseudonyme de L. de BELLEMARE], *Les squatters. La clairière du bois des Hogues*, Paris, 1860, p. 10.

² *Ibid.*, p. 29. Voir également p. 32.

courant un mot importé de l'histoire des États-Unis. Prenons conscience du fait que, quelques années après Louis de Bellemare racontant les aventures de Township, une famille qui incarne l'imaginaire du bonheur de la conquête de l'Ouest ne fait pas autre chose que squatter une partie du territoire des Osages³: La Petite maison dans la prairie raconte l'intrusion des colons sans pourtant évoquer le sort des autochtones!⁴

Reprenant l'argumentaire développé en 1855 par Arthur de Gobineau dans son tristement célèbre Essai sur l'inégalité des races humaines, Armand de Quatrefages, alors récemment élu à l'Académie des sciences, apporte à la publication de cet ouvrage qui élabore les fondements de l'idéologie raciste, et adjugent à Gobineau notamment la paternité du « mythe aryen », le commentaire suivant :

Les Aryans primitifs, à en juger par ce qu'en dit l'auteur lui-même, vivaient dans une anarchie irrémédiable. Il nous sera toujours difficile de voir des missionnaires de la civilisation dans les Normands qui ravagèrent nos côtes, ou dans le squatter que la haine de tout frein exile au fond des forêts. Et pourtant les premiers seraient des espèces de demi-dieux réunissant tout ce que l'homme peut concevoir de grand, de noble, de beau ; les seconds, des héros, dominateurs à juste titre de toutes les populations contemporaines ; le troisième serait le digne héritier des uns et des autres, et, quoique bien dégénéré, il représenterait le dernier élément civilisateur que possède notre pauvre humanité décrépite.⁵

Si Gobineau n'utilise pas le terme de squatter dans son Essai, et si Quatrefages se veut très critique à l'égard de ces théories, il n'est pas moins surprenant de comprendre que, malgré le caractère violent qui dépeint les squatters, c'est-à-dire les colons de l'Ouest américain, la liberté territoriale qu'ils défendent sans « frein » est presque livrée au lectorat comme un prérequis d'organisation sociale et de progrès.

³ Pour en savoir plus, voir L. F. BURNS, *A History of the Osage People*, Tuscaloosa / London, 2004.

⁴ Là-dessus, voir F. W. KAYE, « Little Squatter on the Osage diminished reserve : Reading Laura Ingalls Wilder's Kansas Indians », *Great Plains Quarterly*, n°20, 2000, p. 123-140.

⁵ A. de QUATREFAGES, « Histoire naturelle de l'homme. Du croisement des races humaines », in *Revue des deux mondes*, n°27-2, t. 8, 1857, p. 159-188, ici p. 170.

Squatter est-il le vecteur d'une farouche conception de la propriété que viendrait, seule, légitimer une doctrine de liberté émancipatrice ? La fascination qu'opèrent les exploits héroïques des squatters « civilisateurs » auprès d'une certaine opinion interdit toute transposition à des expériences de ces dernières décennies. Mais la question subsiste : de quoi parle-t-on ?

L'étymologie exacte du terme squatter est longtemps ignorée : les linguistes Josette Rey-Debove et Gilberte Gagnon relèvent en 1980 qu'aucune des éditions des dictionnaires de l'Académie française ne mentionne le terme.⁶ Sans faire ici un travail exhaustif de sémantique ou de linguistique, je propose de retracer l'histoire de l'évolution de ces termes jusqu'à leur apparition en France dans le langage courant, après 1945.

Pister les traces historiques conduit à voyager dans l'espace, car avec les populations, les langages circulent. La fameuse conquête de l'Ouest nord-américain est le fait de populations immigrées européennes, venues pour coloniser ces territoires considérés comme vierges. Sont alors nommées squatters les personnes qui s'établissent sur un terrain dont elles ne détiennent aucun titre officiel de propriété. « Çà et là des villages étaient construits : il n'était pas de forêt qui de loin en loin n'offrît quelque clairière au centre de laquelle un squatter ou un acquéreur plus légal eût entassé des troncs d'arbres en forme de maison ».⁷

C'est au moment de cette conquête de l'Ouest que l'expression squatters va s'imprégner d'une dimension juridique, sous le coup du futur quatrième président des États-Unis, James Madison, et plus

⁶ J-REY-DEBOVE, G. GAGNON, *Dictionnaire des anglicismes : les mots anglais et américains en français*, Paris, 1980, art. « squatter ». La huitième édition date de 1935. La neuvième édition du *Dictionnaire de l'Académie française* est en cours de finalisation, les fascicules publiés au JO allant jusqu'à la notice « renommer ».

⁷ M. C. [CHEVALIER], « Lettres sur l'Amérique. Les bateaux à vapeur de l'Ouest », *Journal des débats politiques et littéraires*, 27 juillet 1835, p. 1-2, ici p. 2.

précisément en 1788. Cela concerne d'abord l'établissement sur un terrain non encore juridiquement délimité puis prend le sens précis d'une installation non autorisée sur le terrain d'autrui vers 1849.

La polémique n'a pas beaucoup évolué depuis : le débat n'oscille certes plus sur la primauté (comme dans le cas de Township cité plus haut), mais sur la valeur (morale) de l'installation effective sur un terrain ou dans un local. Une partie des squatter*euses de la seconde moitié du XXe siècle (et jusqu'à aujourd'hui) revendiquent la légitimité de leur action et en appellent par exemple à l'application de la valeur sociale de la propriété (le droit d'usage, opposé au droit d'abus).

Une digression par l'histoire de l'Australie apporte quelques nuances. Le terme de squatters est utilisé dans le cas d'éleveurs (de moutons) « auxquels le gouvernement accorde le droit de pâture sur de vastes terrains ».⁸ Dans ce contexte, il n'est donc absolument pas question du caractère illégal de l'action, puisqu'il s'agit d'accords établis entre les éleveurs et la Couronne.

L'étude de la sémantique apporte quelques éclairages. Le sens originel dont est issu le lexique relatif aux squattages en français courant n'a rien à voir avec une installation résolument illicite. Même dans ses usages concrets et malgré les contextes historiques différents, les variétés de cas ne permettent pas d'associer au phénomène un continuum ou une relative constance. L'unique élément commun est finalement la posture physique, soulignée par Jules Verne à propos d'éleveurs australiens de la fin du XIXe siècle :

les "squatters", c'est-à-dire les gens qui s'assoient sur le sol [en note de bas de page, J. Verne précise : « Du verbe anglais "to squat" s'asseoir. »]. En effet, c'est la première attitude que prend tout colon fatigué de ses pérégrinations à travers ces contrées immenses.⁹

⁸ H. de CASTELLA, *Souvenirs d'un squatter français en Australie [1854-1859]*, cité par J. REY-DEBOVE, G. GAGNON, *Dictionnaire des anglicismes : les mots anglais et américains en français*, Paris, 1988, art. « squatter », p. 968.

⁹ J. VERNE, *Les enfants du Capitaine Grant. Voyage autour du monde, Deuxième partie*, Paris, 1878, p. 121.

On en vient à des significations qui se seraient empreintes... au Moyen-Âge ! Et le sens perdure dans la désignation de l'exercice de musculation du squat (flexion sur jambes).

Quand les squatteur*euses franchissaient les mers

Les dictionnaires usuels de langue française invoquent longtemps pour seule référence étymologique l'importation depuis l'anglais nord-américain, donnant pour traduction au verbe to squat : « s'accroupir, se blottir ».

Le dictionnaire étymologique de langue anglaise d'Ernest Klein (édité en 1967) indique que le mot squat provient étymologiquement du mot esquater. Cette forme est définie comme étant du vieil-anglais (au plus tard le XIIe siècle), dérivé plus tard sous la forme de « squatten » (correspondant à la période du bas Moyen-Âge, soit au plus tard la fin du XVe siècle).¹⁰ Les analogies proposées sont de l'ordre du mouvement physique : s'accroupir, se recroqueviller,¹¹ dérivées des équivalents latin - aplatis, contraindre.¹²

Un autre dictionnaire étymologique qui paraît à Londres et Édinburgh la même année (1967) indique pourtant une référence au vieux-français, mais avec des traductions similaires : s'asseoir sur les cuisses, sur les talons, comme un animal.¹³

Le terme squatter serait donc en fait issu de l'ancien français esquatir ou esquater. Cette forme proviendrait du latin populaire coactire, verbe

¹⁰ Voir E. KLEIN, *A Comprehensive Etymological Dictionary of the English Language. Dealing with the origin of words and their sense development thus illustrating the history of civilization and culture*, Amsterdam, London / New York, 1967, art. « squat », p. 1499.

¹¹ *Ibid.* : « to crouch or cower ; [...] to cause to squat [...], 'to press down, flatten' ».

¹² *Ibid.* : « to drive together, compel ».

¹³ A. M. MACDONALD (dir.), *Chambers's Etymological English Dictionary*, Edinburgh, London, 1967, art. « squat », p. 617 : « to sit down upon the hams or heels ; to sit close, as an animal ».

dérivé de coactus, participe passé de cogere, signifiant « presser », « rassembler ». Les dictionnaires usuels de langue française ont aujourd’hui adopté cette référence étymologique longtemps ignorée, ou négligée.

Encore en 1967, le philologue et lexicographe suisse Walther von Wartburg reprend ainsi dans son volume sur les anglicismes utilisés en langue française¹⁴ la définition qu’en donnait Édouard Bonnaffé en 1920, sans indiquer pourtant l’origine française du terme, dans le sens d’« écraser »¹⁵: les mythes de la colonisation se sont-ils imposés à travers le roman d’aventures ?

Les dictionnaires étymologiques britanniques antérieurs au XIXe siècle attribuent l’origine du verbe to squat à l’italien quatto, Chiatto, dans le sens de « à plat sur le sol », issus des verbes quattare ou chiattare, signifiant respectivement « tomber à plat », « aplatir », « s’asseoir », « se tapir ». Le terme apparaît en Angleterre sous la forme « squatten » ou « sqwatten », puis « squate » vers 1350, dans le sens de « pressé » (« forced together ») et, un siècle plus tard, « squat », ou encore « squatt ». Il ne prend son sens anglais contemporain (c’est-à-dire s’accroupir, se cacher, se tapir, se blottir) qu’au cours du XVe siècle.

Au Moyen-Âge, le terme de vieux-français quatir signifie « se blottir, se tapir, se cacher ». En Anjou, la forme « s’écatuir » est attestée dans le sens de « s’accroupir » ; dans le nord de la France, « se coitir » ; en Belgique « scwater » ou « scoiter », où l’usage semble se rapprocher plus précisément du sens contemporain : « se gîter », « poser, étendre, coucher », et même « arranger un lit pour qu’il soit bien doux ».

¹⁴ W. v. WARTBURG, *Französisches Etymologisches Wörterbuch. Eine darstellung des galloromanischen sprachschatzes*, Bd. 18 : *Anglizismen*, Basel, 1967, art. « squatter ».

¹⁵ É. BONNAFFÉ, *L’anglicisme et l’anglo-américanisme dans la langue française. Dictionnaire étymologique et historique des anglicismes*, Paris, 1920, art. « squatter ».

Pressés, rassemblés, blottis, tapis, cachés, accroupis, gîtés, posés, étendus, couchés, arrangés douillettement... : est-ce ainsi que l'on pourrait qualifier les squatteur*euses des XXe et XXIe siècles ? Ces déterminants semblent sortis d'un registre à valeur plutôt inoffensive. Ce serait presque à se demander pour quelles raisons le squattage est source de tant de conflits juridiques et politiques ! Il faut clarifier le cheminement qui a chargé la notion de valeurs autrement négatives qu'une dissimulation.

Squatter, ne serait-ce en premier lieu qu'une attitude de repli serein ?

Squatteur et aventurier, auteur populaire de romans d'aventures publiés en feuilletons et contemporain de Louis de Bellemare, Gustave Aimard donne il y a près de 150 ans une description très détaillée qui peut frapper notre intelligence contemporaine, tant le portrait peut sembler d'une actualité criante :

Les squatters sont des hommes d'un esprit inquiet, avides d'émotions n'importe lesquelles, impatients de tout frein, et par conséquent ennemis nés de la vie sédentaire paisible et réglée [...]. Doués d'un courage de lion, d'une volonté ou plutôt d'un entêtement que rien ne peut vaincre, ces hommes d'une énergie indomptable, dans la poitrine desquels bouillonnent sans cesse les passions les plus violentes, sont réellement les pionniers du désert et les éclaireurs de la civilisation dans le nouveau monde : et certes ils méritent bien ce nom, car dans leur marche incessante ils précèdent la population plus tranquille et plus civilisée et, à leurs risques et périls, ils frayent la route que celle-ci parcourra après eux.

Habités à se mettre au-dessus de la loi aussitôt que la marée de la civilisation, qui toujours monte, les atteint, ils abandonnent sans regret tout ce qu'ils possèdent, maisons et terres, saisissent leur hache et s'enfoncent gaiement dans le désert, puis lorsqu'un site leur plaît, sans aucun titre de propriété, sans demander la permission à personne, ils s'emparent du terrain squat themselves ; nul n'est là pour contester leurs droits et, dans tous les cas, ce ne serait pas une entreprise prudente, car ils en appelleraient immédiatement à leur rifle et le chargeraient du règlement de la question du litige.

Voilà quels sont les squatters, un composé de bons et de mauvais instincts, de vertus et de vices, n'étant en réalité ni sauvages ni civilisés, mais se tenant constamment sur l'extrême limite qui sépare les uns des autres, appropriant les lois à leurs besoins, les faisant et les défaisant

selon leur caprice, et en résumé ne s'y soumettant que lorsqu'ils y trouvent avantage.¹⁶

Voilà donc la véritable provenance de l'extrait cité en introduction ! Que penser de ces « intrus » (terme consacré : intruders) ensuite encouragés par le Homestead Act de 1862 qui leur confère l'espoir d'une vie paisible de fermier ? Ce long exposé est très révélateur car il informe à la fois sur une certaine réalité des squatters nord-américains de la fin du XIXe siècle, déjà relayée par l'intermédiaire du Journal des débats politiques et littéraires ou encore de la Revue des deux mondes. Cet extrait renseigne également sur les problèmes et discussions que suscite déjà le phénomène et, enfin, sur l'imaginaire aventurier que G. Aimard exploite à merveille, mêlant certainement à ses expériences autobiographiques des éléments emphatiques de fiction.

On le comprend : qui est réellement considéré comme squatter n'est qu'affaire d'appréciation.

La campagne de J. Madison pour la défense des droits des citoyens américains, et notamment celle du droit de propriété, contribue à assigner auxdits squatters une connotation péjorative de leur pratique. Le squattage devient moralement condamnable et, par extension, juridiquement répréhensible. La dimension juridique est déjà bien présente à l'époque, mais la polémique sur la légitimité de tels agissements tourne autour de la notion d'utilité : il est possible d'imaginer l'envie de s'installer, liée à la nécessité pour ces acteurs de la colonisation de s'implanter à leur guise. Ils sont par là les pionniers de l'urbanisation. Petit à petit, de petites villes émergent.¹⁷

¹⁶ G. AIMARD, *Les Outlaws du Missouri*, Paris, 1876 (1^{ère} éd. : 1868), p. 113-115.

¹⁷ Sur la question des squattages aux États-Unis au XIX^e siècle, voir notamment B. KARSKY, « Le paysan américain et la terre à la fin du XVIII^e siècle », *Annales HSS*, vol. 38, n°6, 1983, p. 1369-1391 ; L. A. CARLSON, M. A. ROBERTS, « Indian lands, "Squatterism", and slavery. Economic interests and the passage of the indian removal act of 1830 », *Explorations in Economic History*, n°43, 2006, p. 486-504. Plus spécifiquement, voir également les travaux de l'économiste Karen Clay qui produit une analyse quantitative et statistique singulière.

Quand les squatteur*euses inventèrent les villes

L'usage du terme va évoluer dans ce contexte, pour approcher progressivement le sens qu'on y associe aujourd'hui : il s'emploie bientôt dans les zones urbaines, soit dans le sens d'une construction de baraquement, soit dans celui d'une intrusion. L'expérience des hobos,¹⁸ mais aussi celle des premiers syndicats du logement d'obédience socialiste voire anarchiste (le fameux Georges Cochon, à l'initiative de l'ancêtre de la Confédération nationale du logement) démontrent que la pratique du squattage s'inscrit dans un cadre urbain et s'ancre aux problèmes économiques et sociaux de la période.

Vagabond dans sa jeunesse, Jack London voyage des États-Unis vers l'Europe au tournant du XXe siècle. Aux côtés d'autres récits exotiques de l'Ouest qui mettent en scènes colons et autres trappeurs, J. London décrit la dure réalité et la misère des villes pour ces « gens de l'abîme ».¹⁹ Dans le texte original, l'auteur emploie les termes « lens » ou « dair » , traduisibles par tanières, repaires, antres et, par extension, taudis, piaules. Si on se représente l'image d'un corps qui s'abrite, tel un animal, on retrouve les significations données précédemment quant à l'étymologie. J. London utilise d'ailleurs le terme squat pour décrire ces corps en mouvement mais portant sur eux le lourd fardeau de leur condition sociale.²⁰ On imagine ces silhouettes recroquevillées, et on les retrouve tapies, accroupies dans leur tanière :

The unfit and the unneeded ! The miserable and despised and forgotten, dying in the social shambles. (...) If this is the best that civilisation can do for the human, then give us howling and naked savagery. Far better to be

¹⁸ Sur ce sujet, se reporter aux ouvrages incontournables de N. ANDERSON, *The Hobo. The Sociology of the Homeless Man*, Chicago, 1961 (éd. originale : 1923) ; *The American Hobo. An Autobiography*, Leiden, 1975 ; *On Hobos and Homelessness* (édité et introduit par R. RAUTY), Chicago / London, 1998.

¹⁹ J. LONDON, *The People of the Abyss*, New York, 1903.

²⁰ *Ibid.* Voir chapitre XIV : «Hops and Hoppers ».

a people of the wilderness and desert, of the cave and the squatting-place, than to be a people of the machine and the Abyss.²¹

Cet ouvrage de J. London est un véritable pamphlet contre le développement du capitalisme industriel et les inégalités flagrantes qu'il suscite. Tandis que le vagabondage demeure partout un délit, la sévérité des conditions de vie peut expliquer que le squattage se présente à beaucoup comme une solution pour obtenir un toit, échapper à la répression des tribunaux et soulager certaines dépenses vitales.

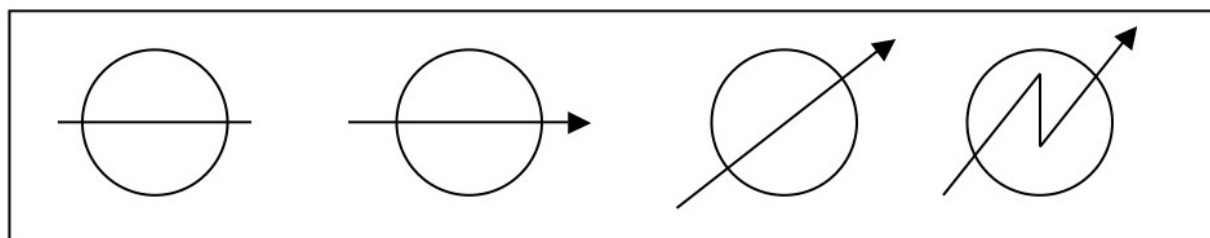
Vagabonds par excellence, routards ou travailleurs précaires migrants de l'époque, ces individus traversent les États-Unis dans les wagons de marchandises et développent des stratégies spécifiques pour approcher les villes lorsqu'ils ont besoin ou l'occasion de travailler. Les hobos, qui évoluent dans un monde en pleine phase d'industrialisation et d'urbanisation, doivent jouer de stratagèmes pour trouver refuge lorsqu'il*les se sédentarisent pour un temps. Le squattage se pose alors comme une solution pratique.²²

Il n'est donc pas étonnant que le logo international symbolisant le mouvement squatteur, souvent peint à proximité et à l'intérieur des squatts et arboré par de nombreux squatteur*euses ou sympathisant*es, soit un dérivé d'un signe hobo. Ce logo international, qui représente un cercle traversé par un éclair terminé par une flèche, renvoie au postulat d'un mouvement collectif, malgré son hétérogénéité. À l'origine, c'est un signe que les hobos inscrivaient à l'entrée d'une ville lorsqu'il*les

²¹ *Ibid.* Il s'agit ici des lignes qui achèvent le chapitre XXIV intitulé « A vision of the night ». Une édition en langue française propose la traduction suivante : « Les déchets et les inutiles ! Le misérable, celui que l'on méprise ou bien que l'on oublie, s'en vient mourir dans cet abattoir social □...□. Si c'est là tout ce que la civilisation peut offrir à l'homme, alors cent fois l'état sauvage, la nudité et la brousse, cent fois la tanière et la caverne, plutôt que cet écrasement par la machine, et par l'Abîme. »

²² N. Anderson l'évoque de manière très claire dans *The Hobo. The Sociology ...*, *op. cit.*, p. 52.

voulaient indiquer à leurs camarades de traverser cette ville sans s'y arrêter.²³



Évolution du logo du mouvement squatteur

Sans expliquer ici la réappropriation de cette marque depuis les États-Unis vers l'Europe, ce sont les squatteur*euses d'Amsterdam qui auraient effectué le design de ce logo, à la fin des années 1970 : il ne représentait à l'origine qu'un cercle barré horizontalement.²⁴ D'Amsterdam, il voyage alors vers Berlin, Zurich, Milan, Rome, Londres, Paris. Différentes interprétations sont données sur le sens de ce logo:²⁵ il incarne assurément une dimension de revendication et de lutte. La forme de l'éclair peut suggérer la puissance et signifier une certaine force collective. Avec l'incurvation du segment oblique et sa brisure par rapport au signe hobo originel, cette évolution peut évoquer la posture de l'installation (même provisoire), ou encore l'attitude militante de persévérer dans la dynamique du mouvement.

²³ Voir par exemple le site de Fran DeLorenzo qui a consacré un ouvrage à l'histoire des hobos, dans lequel il recense un grand nombre de ces signes : <<http://www.worldpath.net/~minstrel/hobosign.htm>> ; un récit sous forme de bandes dessinées reproduit ce signe en exergue : J. VANCE, D. BURR, *Les rois vagabonds*, éd. originale : 1988, Paris, 2003, p. 11.

²⁴ Voir le journal du mouvement squatteur *Kraakant*, n°28, été 1979. L'évolution du logo transformant la flèche en un éclair s'effectue au cours de l'année 1980.

²⁵ Voir par exemple « Das Zeichen », *Instand BesetzerPost*, n°30, 21 novembre 1981, p. 4 ; Agentur BILWET, *Bewegungslehre. Botschaften aus einer autonomen Wirklichkeit*, éd. originale : 1990, Berlin / Amsterdam, 1991, p. 78. A. CORR, *No Trespassing. Squatting, Rent Strikes and Land Struggles Worldwide*, Cambridge, 2000, chapitre 5 : « Violence and cycle of reform », p. 97-143.

À partir de là, squatter, c'est donc s'installer dans un local ainsi occupé de manière indue, en l'appropriant à des usages et pour des motifs déterminés par qui a recours à ce mode d'action.

L'idée fait l'objet d'un transfert en France dès 1945 tandis que ses importateur*ices semblent alors ignorer la similitude des méthodes de G. Cochon avec les stratégies des squatters d'outre-Manche auxquels il*les se réfèrent. Ce sont les squattages de ces années d'après-guerre, au Royaume-Uni²⁶ comme en France, qui ont sans aucun doute contribué à populariser le mode d'action en tant que tel, mais surtout à imposer sa dénomination, ce dont vont s'inspirer les squatteur*euses français*es jusqu'à aujourd'hui.

Quand les squatteur*euses ont été déboussolé*es

« Étrange histoire de ces latinismes tardifs, que l'invasion normande fit pénétrer en masse dans l'anglais du Moyen Âge, sans que celui-ci devînt autant du français ! »²⁷ À la manière du linguiste Claude Hagège, on peut encore plus s'étonner du retour de ce terme. À la différence du sens qu'il a pris aux États-Unis et en Australie le terme concerne, à sa réapparition en Europe après 1945, une occupation collective concertée. Cette pratique s'inscrit souvent dans une logique protestataire, même si elle est dictée par la motivation et la nécessité de parer à l'urgence de se loger.

²⁶ Pour la situation des squattages en Grande-Bretagne au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, voir R. BAILEY, *The squatters*, Harmondsworth / Baltimore / Ringwood, 1973, particulièrement p. 21-32 ; C. WARD, *Housing : an anarchist approach*, London, 1973, p. 19-27 ; C. WARD, « The early squatters ... », *op. cit.* ; A. FRIEND, « The Post War Squatters », in N. WATES, *Squatting ...*, *op. cit.*, p. 110-119 ; N. BRANSON (dir.), *London Squatters 1946. Proceedings of a Conference held by the Communist Party History Group, May 1984*, London, 1989 ; A. CORR : « Anarchist Squatting and Land Use in the West. Direct Action and the Critique of Real Estate », en ligne <http://archiv.squat.net/anders/anarchist_squatting.html>.

²⁷ C. HAGÈGE, *Le français et les siècles*, Paris, 1987, p. 55.

Dépêché par Le Monde, un journaliste relate que le Mouvement populaire des familles (MPF) annonce lors de son congrès annuel de 1947 son « initiative de déclencher des actions de "squatters" tendant à l'occupation de locaux vacants ». Les guillemets de l'auteur sont-ils la marque du souci d'objectivité journalistique ? Peut-être viennent-ils souligner une incertitude quant à ce mot, identifié certainement comme un terme anglo-saxon ? Ne signifient-ils pas une certaine pudeur, un respect pour la langue française, voire une ignorance de la signification exacte ?

On peut supposer que le terme demeure encore étranger ou mal défini pour une grande partie de la population : est-ce qu'il est prononcé « scouatères », comme le sigle W.C., de l'anglais water-closet, a formé, outre la prononciation francisée « vécés », le mot « ouatères » ? Ou « scattères », par une prononciation radicalement française ? Dans le film Tchao Pantin de Claude Berri, sorti sur les écrans en 1983, le personnage du policier interprété par Philippe Léotard prononce « scatte » pour évoquer le lieu où se dénoue l'enquête menée par le pompiste Lambert.

Dans le sens qu'on lui connaît aujourd'hui et donc en faisant abstraction des précédents historiques où il est employé aux États-Unis et en Australie, plusieurs dictionnaires datent l'apparition du terme squatter en 1948 : ils renvoient à l'édition du Larousse mensuel. Dans une description de la « question sociale » de l'après-guerre français, une autre édition légèrement plus tardive fait référence aux squatteur*euses de Londres.²⁸

L'entrée d'un mot dans le dictionnaire signifie généralement que le mot est déjà employé et d'usage presque courant. De fait, plusieurs éditions

²⁸ « La seconde guerre mondiale », Numéro spécial du *Larousse mensuel* de 1939 à 1947, n°400, Paris, 1951, art. « Économie de l'après-guerre ». La publication du *Larousse mensuel*, suspendue après le n°399 en 1940, reprend en janvier 1948 avec le n°401. Le n°400, cité ici, paraît rétrospectivement en 1951.

du journal L'Aurore, premier journal français à grand tirage qui utilise le terme dans son sens contemporain, relatent dès 1946 les événements à Londres et s'interrogent sur l'expansion de ces pratiques de squattage à Paris. C'est donc le MPF qui pourrait être à l'origine de la popularisation de la terminologie, lançant plusieurs opérations à l'automne 1946, à Marseille notamment. Ce mouvement marque également la renaissance du terrain de lutte sur le front du logement à travers une certaine apologie de l'action directe comme instrument de pression auprès des pouvoirs publics, afin d'obtenir la reconnaissance du droit fondamental au logement.

Au cours des décennies suivantes, il y aura plusieurs vagues de squattages aux contours très variés. À partir du début des années 1970, la force vindicative de la légitimité de ce type d'action grandit de manière générale en Europe.

Mais alors : qui sont les squatteur*euses ?

La presse fait grand bruit de ces groupes qui semblent surgis de nulle part avant d'atterrir dans ces locaux jugés abandonnés, qui suscitent tout à coup l'intérêt général. Tout discours public contribue à créer un événement. Les définitions des dictionnaires participent de cette impulsion. Les protagonistes d'une telle action sont parfois qualifiés de « non logés ou mal logés », « sans abri », « sans logis » ou « sans logement », ce qui ne va pas de soi. Squatter n'est pas nécessairement un recours pour résoudre un problème ou améliorer les conditions de logement. Par ailleurs, les squatteur*euses sont réputé*es s'installer en « famille », ou « souvent en groupe ». S'il est presque impossible de quantifier le phénomène, les squatts occupés par une seule personne sont assurément chose rare.

Les squatts et les squatteur*euses sont souvent trié*es selon une classification dichotomique. D'un côté se trouvent les squatts dits « sociaux », que leurs occupant*es auraient investis et habiteraient pour des motifs économiques, c'est-à-dire principalement en raison de l'insuffisance de leurs ressources. De l'autre côté, on parle de squatts « politiques » et l'on associe aux personnes qui les peuplent des revendications et des idéologies qui inspirent une certaine identité collective plus que des stigmates individuels relatifs, par exemple, à des signes extérieurs de pauvreté.

Un tel schéma permettrait de tracer une ligne de démarcation qui conduit à identifier un squattage comme relevant de l'une ou l'autre des deux catégories. Poussés en raison de leurs conditions de vie, leur exclusion sociale qu'ils subissent notamment dans le système d'accès au logement, des individus recourent à cette pratique pour satisfaire un besoin primaire. D'autres, attirés par la possibilité de réaliser certaines convictions ou simplement d'exprimer dans ce recours un mécontentement, revendiquent leur action en tant que choix existentiel, même temporairement, quitte à légitimer le caractère délictueux.

Le squattage pourrait en fait tout simplement se révéler et se définir comme une manière d'habiter, comme une forme d'occupation de l'espace. Certain*es squatteur*euses occupent pour améliorer leurs propres conditions de logement, d'autres pour obtenir un logement, d'autres pour attirer l'attention sur leur situation, parfois pour attirer l'attention sur les conditions de logement de certaines catégories particulières de la population. D'autres personnes peuvent également recourir au squattage pour des motifs qui leur sont propres sans qu'elles s'en réclament ou justifient leur acte. Peut-être, simplement, parce qu'il est matériellement possible de squatter et qu'elles ne s'en privent pas. Cet aspect est presque impossible à quantifier : des squatteur*euses vont s'accommoder des stigmates dont il*les sont

affublé*es ou vont dissimuler le squattage. Il y a ici un certain degré de résignation qui transparait. Le squattage n'est pas revendiqué en tant que tel et ne constitue pas non plus un outil pour faire pression et obtenir, par exemple, un relogement. Les témoignages contemporains de personnes exclues du logement ordinaire²⁹ (souvent en raison de leur appauvrissement) et ayant vécu ou vivant dans des squatts décrivent des conditions et des parcours qui démontrent que le squattage n'est qu'une solution parmi d'autres. Il constitue en cela une option à laquelle de nombreux individus préfèrent échapper, surtout en raison des rapports de domination qui émergent souvent à travers le partage d'un même espace de vie par différents acteurs engagés dans un processus de désaffiliation.³⁰

D'autres fois, les squatteur*euses réclament des espaces particuliers et expliquent leur action par le fait que le marché du logement ne peut répondre à leurs besoins.³¹ Des squatteur*euses insèrent leur lutte dans une dimension plus large : la défense d'une cause particulière, éventuellement localisée dans l'environnement direct, voire située précisément dans le bâtiment squatté. D'autres squatteur*euses réclament un marché du logement différent, d'autres une autre politique du logement, une autre politique de la ville, une autre politique urbaine.³² Enfin, le squattage offre l'occasion ou sert de

²⁹ À ce sujet, voir A. LE MARCHAND, « L'habitat "non-ordinaire" et la ville post-fordiste », *Multitudes*, n°37-38, automne 2009, p. 229-236.

³⁰ Parmi des témoignages récents, voir J.-M. ROUGHOL, J.-L. DEBRÉ, *Je tape la manche : une vie dans la rue*, Paris, 2015. Voir également P. GABORIAU, *Clochard. L'univers d'un groupe de sans-abri parisiens*, Paris, 1993 ; du même auteur : *La civilisation du trottoir*, Paris, 1995 ; P. DECLERCK, *Les naufragés. Avec les clochards de Paris*, Paris, 2001 ; I. DUMONT, *Tapercul, squat, soleil. Vivre la détresse sociale dans le centre-ville. Essai de géographie sociale*, Caen, 2007. Dans la littérature de fiction : A. CALIFE, *Conte d'asphalte*, Paris, 2007. Le travail documentaire de Bastien Simon illustre parfaitement ces réalités : *Les grands voisins*, 2015 ; *Ceux qui marchent contre le vent* (court-métrage), 2011.

³¹ Une expérience récente (apparemment autobiographique) est racontée par Y. BOUQUARD, *Squat*, Arles, 2014.

³² L'histoire rocambolesque du duo de retraités qui se mêle aux squatteurs militants de Berlin-Ouest est une illustration d'immersion dans ce milieu : K. SCHLESINGER, *Matulla und Busch*, 1^{ère} éd. : 1984, Berlin, 1998. Un téléfilm

prétexte à certains individus pour inscrire leur lutte dans une lutte plus globale, liée à d'autres domaines de lutte :³³ le squattage peut ainsi être utilisé soit comme le stigmate d'une société « malade » qu'il importe de contribuer à changer, soit comme une base physique, un front exemplaire qui aménage les conditions afin de combattre certains aspects particuliers de la société dans lesquels ils apparaissent.³⁴ Il peut alors s'agir d'imposer un état de fait (l'abolition du principe de propriété), objectif parfois combiné avec la volonté d'établir un rapport de forces.³⁵

S'il semble possible de faire de certain*es squatteur*euses une catégorie propre correspondant à cette description et d'y ordonner certaines formes de squattages, il subsiste toujours la question de la pertinence de procéder à la construction de catégories pour déceler les multiples profils identifiables. Il paraît difficile de regrouper toutes ces formes dans un même registre.

Les squatteur*euses ne se définissent pas nécessairement comme tel*les. Les termes usités détiennent une richesse sémantique qu'intègrent et instrumentalisent les squatteur*euses ell*eux-mêmes en jouant fréquemment sur le légitimisme de leur illégalité. Il*les associent des fonctionnalités et des contenus différents de ce que peuvent signifier les squattages. Ce processus auto-définitionnel invite à

éponyme a été réalisé en 1995 par M. GESCHONNEK.

³³ Là-dessus, voir L. OWENS, A. KATZEFF, E. LORENZI, B. COLIN, « At home in the movement. Constructing an oppositional identity through activist travel across European squats », in C. FLESHER FOMINAYA, L. COX (dir.), *Understanding European Movements. New social movements, global justice struggles, anti-austerity protests*, London / New York, 2013, p.172-186 ; Squatting Europe Collective, C. CATTANEO, M. A. MARTÍNEZ (dir.), *The Squatters' Movement in Europe. Commons and Autonomy as Alternatives to Capitalism*, London, 2014.

³⁴ Une partie de la célèbre expérience de la rue des Caves à Sèvres, dans les années 1970, correspond à cette description. Un ancien témoin de cette expérience a romancé cette histoire : L. BLANCHARD, *Opération humide 1. Le squat de la rue des Caves*, Sèvres, 2009.

³⁵ L'histoire plus récente a donné l'occasion d'une compilation de témoignages qui relatent l'expérience de nombreux squatts correspondant à cette catégorie : J. BERTHAUT, *PariSquat. Des squats politiques à Paris 1995-2000*, Lyon, 2008.

considérer les impensés des représentations qui pèsent sur le sujet. D'en bas, on parle de « mouvement », de « lutte » ; d'en haut, on parle plutôt de « phénomène », de « crise », de « problème ».

À première vue il semble impossible de considérer les squattages sous l'angle d'un mouvement social singulier. S'agit-il de plusieurs mouvements sociaux qui procéderaient à l'usage des mêmes « armes », des mêmes outils ou formes de lutte ? Ou ne s'agit-il finalement que de phénomènes qui n'ont que le point commun d'être visibles et identifiables par cette forme d'action ? À une échelle globale, les squatteur*euses peuvent être perçu*es comme un acteur collectif favorable à la mobilisation et désireux d'opérer un changement social par le recours à des formes d'organisation et d'action spécifiques.³⁶ Mais se pose alors la question de l'échelle de constitution et de délimitation de cette forme de collectivité : est-elle identitaire, associée à un territoire spatial (un squatt), ou une appartenance communautaire ? Quelles structures organisationnelles accompagnent ce processus, voire en découlent ? De quel changement social s'agit-il : concerne-t-il le seul groupe (hétérogène) des squatteur*euses ? Vaut-il comme le signe d'une revendication militante particulière ? Souligne-t-il une opposition incarnée par cet acteur collectif constitué de non-propriétaires ? S'agit-il d'une forme de lutte contre la précarité ?

Même analysé comme un mouvement, il n'est pas possible de réduire le phénomène squatteur à sa dimension collective, moins encore communautaire, tout simplement parce qu'elle n'est pas présente dans toutes les expériences. Même dans le cas où il ne s'agirait que de recours individuels, le caractère mobilisateur du squattage interroge, pourtant. On peut se demander si ce qui conduit à cette fascination n'est pas la manifestation d'une « révolte » qui gronde, face à des fonctionnements déficients des sociétés qui ne sont pas en mesure de

³⁶ Pour aller plus loin, on peut se reporter à la sociologie de l'action collective et des mouvements sociaux.

satisfaire les besoins de tous ses membres. Ce serait en tous les cas une explication à l'existence perpétuelle de ce phénomène, au fil des époques.

D'hier à aujourd'hui, quelque part entre l'argent et le béton...

Issu en 1941 de la Ligue Ouvrière Chrétienne (LOC), le Mouvement Populaire des Familles (MPF) concentre pendant la Deuxième Guerre mondiale son action sur la défense des sinistré*es, les aides matérielles et administratives aux malades et aux familles, défense destinée à représenter un milieu ouvrier qui ne l'est pas dans la sphère politique.³⁷ Officiellement, le MPF lance le mouvement squatter en 1947, appelant à des « actions de "squatters" tendant à l'occupation de locaux vacants. »³⁸ Les familles adhérentes à ce mouvement peuvent être qualifiées de « pauvres » ou, tout du moins, de « modestes ». La période de l'après-guerre est une époque marquée par la reconstruction généralisée : la misère frappe de nombreux foyers pendant plusieurs années. Les militant*es du MPF vont pourtant développer un discours qualifié à l'époque de révolutionnaire. En apparence, le recours au squattage ne s'effectue qu'à des fins stratégiques.

À l'inverse, les précurseurs qui vont incarner au tournant des années 1980 le mouvement des Instandbesetzer, les « occupants-rénovateurs » de Berlin-Ouest, ont pour point de départ des motivations également économiques. Il*les vont d'ailleurs exposer et légitimer leurs actions en comparant les évaluations chiffrées de la restauration immobilière des locaux squattés, qu'il*les proposent d'entreprendre, à celle de la rénovation urbaine envisagée par les promoteurs immobiliers et les urbanistes. Il*les expriment le rapport évident qui préexiste entre les

³⁷ Pour plus de renseignements sur cette période, voir B. DURIEZ, M. CHAUVIÈRE (dir.), *La bataille des squatters et l'invention du droit au logement 1945-1955*, Villeneuve d'Ascq, 1992, p. 65-71.

³⁸ *Le Monde*, 25 juillet 1947.

politiques urbaines et la situation de crise du logement. Afin d'échapper à l'augmentation des loyers qu'il*les ne pourraient assumer après la conduite des opérations prévues par les propriétaires et pour ne pas devenir ainsi des victimes de cette crise, il*les démontrent le caractère éminemment social et économique de leur action. Pourtant, il*les opèrent par là une critique politique du principe de l'organisation sociale. Leurs revendications à vivre autrement, à proposer les alternatives aux systèmes traditionnels de production du logement sont perçues et interprétées comme les signes d'une lutte idéologique.

On le voit, on a ici affaire à une configuration complexe, à une imbrication étroite des motifs. Dès lors que les squatteur*euses montrent qu'il*les sont prêt*es à défendre leur cause, il*les inscrivent le squattage dans une démarche politique. Dès lors que le squattage crée les conditions matérielles pour résoudre les problèmes et satisfaire les besoins de populations, il résulte d'une situation économique et sociale. Il faut donc dépasser l'opposition entre des motivations d'ordre « économique » ou « politique ».

Il semble impossible de détacher le squattage de son espace d'apparition, de son incarnation physique, et surtout du rapport que cette présence entretient avec son environnement social. En d'autres termes : au squattage correspond l'établissement de frontières physiques et morales au-delà desquelles tout individu les franchissant peut systématiquement se voir affublé du stigmate et doit endosser le statut de squatteur, qui implique un étiquetage social disqualifiant. Qu'en est-il des attentes (individuelles et collectives) des squatteur*euses ? Certaines attentes particulières peuvent évoluer dans la dynamique de l'occupation, ou simplement être contredites par les attentes d'autres squatteur*euses, ou encore par la représentation qu'il*les produisent d'ell*eux-mêmes, ou dont il*les deviennent l'objet.³⁹

³⁹ Une longue tradition (marxiste) de la sociologie urbaine s'est attachée à analyser ces rapports sociaux de l'espace. Voir par exemple D. HARVEY,

Et donc : à quoi servent les squatts ?

En 1969, le syndicaliste Louis Houdeville écrit, après avoir exposé quelques expériences passées des squattages en France : « Action concertée et politique, le squattage est à l'origine des recherches qui débouchent aujourd'hui sur les idées de service national du logement, de municipalisation des sols urbains ».⁴⁰ On peut reformuler cette affirmation sous la forme d'une question : quelles recherches accompagnent le recours au squattage ? À quoi tendent les squattages ? Les squattages confèrent-ils un sens unique (la procuration d'un lieu) ou pluridimensionnel ?

Tou*tes les squatteur*euses partagent une conception atypique de l'habitat, c'est-à-dire échappant aux types usuels du marché du logement. Tous les squattages établissent un rapport d'usage et de fonctionnalité de l'espace. Telle est bien la question, finalement : quelles significations peut-on donner aux squattages ?

Le squattage constitue un conflit localisé, prenant place dans un rapport dialectique d'illégalité et de légitimité et qui en appelle, symboliquement ou par le recours au répertoire juridique, à une certaine éthique sociale. Le principe de l'action directe revendiquée revêt-il une importance particulière ? La critique (parfois symbolique) incarnée à travers le recours au squattage est souvent plus profonde que l'aspiration à disposer d'un espace physique. Cette manière

« Klassenmonoprente, Finanzkapital und Urbanisierung », in M. MAYER, R. ROTH, V. BRANDES (dir.), *Stadtkrise und soziale Bewegungen. Texte zur internationalen Entwicklung*, Köln / Frankfurt am Main, 1978, p. 55-77. Il s'agit de la traduction partielle d'un article paru en 1974 et commentant un ouvrage d'H. LEFEBVRE, *La Révolution Urbaine*, Paris, 1970. Voir également M. CASTELLS, *The City and the Grassroots. A Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements*, London, 1983 ; plus récemment, et du même auteur, « Changer la Ville : A Rejoinder », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 30, n°1, mars 2006, p. 219-223.

⁴⁰ L. HOUDEVILLE (avec la collaboration de J.-F. DHUYS), *Pour une civilisation de l'habitat*, Paris, 1969, p. 160.

d'appropriation interpelle : si elle n'est pas porteuse de revendications, est-elle nécessairement le signe d'une vulnérabilité ? Les squattages sont-ils la justification d'un besoin éminent ? Quelle proportion de squattages ne démontre pas autre chose que leur praticabilité - car il est possible de squatter ? Les squattages se présentent comme une forme de recours somme toute banale, destinée à procurer un lieu. Est-ce effectivement revendiqué ? Une opération conduite par dépit ? Un recours contraint ? Un mode d'action et un habitat occasionnels ? La pratique est-elle intégrée à d'autres aspects de routine autonome (philosophie, convictions, idéologies, croyances, culture, influences, luttes, vie quotidienne, activités, usages, emplois du temps et de l'espace) ? Quelle est la position du pouvoir dans cette définition de l'illégalité ? L'enjeu des squattages est-il d'interpeller ou de guérir ?

Comment expliquer que différents individus se décident à recourir individuellement ou collectivement à un même mode d'action (le squattage), qu'ils associent à des projets différents ? Que racontent ces agissements des villes dans lesquelles ils se donnent à voir ? Que nous apprennent-ils de l'histoire urbaine ? Dans quel contexte les squattages se développent-ils et sont-ils réalisés ? Est-il judicieux d'évoquer un certain degré d'opportunités politiques, de conditions particulières favorisant ou freinant l'émergence, la multiplication et le succès (en termes de succès ou de durée) des squatts ? Est-il possible de repérer certains cycles de mobilisations ? Les squattages procèdent-ils effectivement d'un continuum historique ou doivent-ils être interprétés comme une série de cas singuliers ?

Les squattages revêtent une certaine dimension mystique, liée à leur caractère créatif : l'occupation produit un nouvel espace et cette appropriation révèle une forme d'utopie. La dimension utopique de l'agir et du discours des acteurs n'est pas seulement intéressante pour ce qu'elle dit du rêve des squatteur*euses, du mythe qu'il*les incarnent

et de l'imaginaire qu'il*les poursuivent ou représentent, mais parce qu'elle exprime une réalité de ce qu'il*les sont, ce qui les anime, ce vers quoi il*les tendent, ce à quoi il*les aspirent. Elle doit donc être restituée telle quelle, sans juger de la probabilité de sa réalisation.

Pour restituer les réalités des squattages dans les potentialités dans lesquelles ils se trouvent à l'échelle du temps, il faut penser conjointement les utopies politiques et idéologiques avec les utopies sociales et économiques. Et pas seulement celles (éventuelles) des acteurs impliqués, mais également celles que les époques transportent. L'insertion synchrone de la pratique du squattage à l'intérieur de multiples échelles de lutte peut apparaître comme un dilemme :⁴¹ comment rendre compte de réalités singulières de l'histoire en insistant sur les savoir-faire fonctionnels, sur l'expression du partage d'expériences, de compétences et de connaissances pratiques et discursives ?

Sans effraction : on fait que squatter !

Symboliquement, des acteurs ont franchi une porte ne leur appartenant pas et l'ont déclarée comme la leur. Il y a chez les squatteur*euses désir d'agir dans et contre la société, en jouant sur la contradiction consubstantielle des squatts, avatars aléatoires d'ouvertures et de fermetures. Il est question d'ouverture d'un squatt pour désigner l'occupation des individus qui s'y installent, suggérant que le lieu était fermé. La vacance de ce lieu sert d'argument aux squatteur*euses pour légitimer leur appropriation, puisque son inutilisation est interprétée comme une invitation potentielle à saisir cette ouverture, cette

⁴¹ Cette question a fait l'objet de recherches approfondies : B. COLIN, « "Da, wo die Worte innehalten, beginnt die Gewalt ... von Hausbesetzern !" Dilemmata im Protestrepertoire bei Hausbesetzungen in Paris und Westberlin nach 1945 », in J. MITTAG, H. STADTLAND (dir.), *Theoretische Ansätze und Konzepte der Forschung über soziale Bewegungen in der Geschichtswissenschaft*, Essen, 2014, p. 285-312.

possibilité. S'autoriser ce qui est néanmoins répréhensible signale le point de transgression.

Mais le squattage ne se résume pas à cela car la vie de ces acteurs continue bel et bien, une fois que cette porte est refermée. C'est là que l'on verse facilement dans le voyeurisme, dans le spectacle. Le public est friand de détails pathogènes, criminogènes... Quid de la routine parfois monotone de la vie ? Quid des épreuves, des obstacles et des problèmes qui apparaissent dans le processus de réalisation, de performance de l'action ? Il y a évidemment dans les squattages une forme de quotidienneté qui ne peut néanmoins être détachée de l'étiquette de l'abus commis. Mais quel abus, au juste ?

Les squattages opèrent un abus d'usage de l'espace : ils agissent donc comme une pierre à l'édifice perpétuel de lutte, de progrès, de révolution, de manifestation des dysfonctionnements de la société. Les squattages peuvent être vus comme l'expression d'un désir de communication à la société, agissant comme une autre forme de (faire de la) politique. Ils accomplissent une projection, un projet en devenir qui cherche à exprimer, à provoquer ou à atteindre quelque chose. Ils sont à la fois l'expression d'un contre-pouvoir et d'une contre-proposition. Ils incarnent une certaine dimension politique, qu'elle s'exprime dans la contestation, ou comme une forme de participation à la vie sociale, au risque de l'illégalité.

Dans les dictionnaires de langue française parus au cours des dernières décennies, les définitions apportent des nuances sur l'aspect juridique du phénomène : il est question de simple « intrusion », d'absence d'« autorisation » ou d'occupation émanant de la « propre autorité » de l'acteur. Cette occupation s'effectue « sans droit », « sans titre », « sans titre de propriété », « sans payer », ou, banalement formulé, « illégalement ». Est-ce par analogie avec les expériences de l'Ouest américain que certains évoquent une véritable « colonisation » ?

Il est notable que l'appellation juridique officielle n'apparaît pas dans ces définitions. Les termes de squatteur*euse et de squatt n'apparaissent effectivement dans aucun texte de loi français : les dénominations officielles s'y rapportant et incluant ce phénomène (car concernant également d'autres modes d'habitat) sont « occupant*e ... », ou « occupation sans droit ni titre ».⁴² Cette catégorie apparente, la jurisprudence l'a créée à travers l'interprétation des codes.⁴³ À noter que le statut de squatteur*euse n'est pas exclusivement extra-juridique : des droits, il*les en ont et peuvent les faire valoir. Restreindre la complexité des squatts à une définition juridique se révèle donc une approximation et l'aveu d'une tâche inachevée, dans la mesure où ce procédé se limite à dire ce que n'est pas le squattage : il n'est pas légal.

Indu, illégal, mais légitime : c'est là que réside le nœud du problème dans la considération sociale des enjeux soulevés par les squattages. Nombre de cell*eux qui ont recours à cette pratique revendiquent leur droit à protester et, pour certain*es, à vivre de la sorte. Toutefois, nombreuse*x sont cell*eux qui préfèrent aussi s'auto-définir autrement et, par là, se démarquer des stigmates en tentant de construire une image positivée de leur action et de leur statut. En s'appropriant un espace et en y établissant leur contrôle, les personnes lui assignent une certaine identité.

⁴² Cette catégorie juridique n'est pas réservée aux squatteurs, comme le rappelle F. Bouillon : « tous les squatteurs sont des occupants sans droit ni titre, mais tous les occupants sans droit ni titre ne sont pas des squatteurs. Les locataires en impayés de loyer constituent l'essentiel de la catégorie. », in *Les mondes du squat. Productions d'un habitat illégal et compétences des citoyens disqualifiés. Le terrain marseillais*, Thèse de doctorat en anthropologie (M. AGIER, dir.), Paris, EHESS, 2007, p. 19. Une publication est issue de cette thèse, paru en 2009.

⁴³ À ce sujet, voir notamment N. SEMPÉ, « Les droits des occupants sans droit ni titre », *Études foncières*, n°78, mars 1998, p. 18-24 ; P. ANCEL (dir.), *Les décisions d'expulsion d'occupants sans droit ni titre. Connaissance empirique d'un contentieux hétérogène*, Convention d'étude entre le CERCRID [Centre de recherches critiques sur le droit] et le Ministère de la justice, juin 2003.

Un squatt est donc le produit de ce qui est dit à son égard, de sa contextualité, de son contenu humain, social et idéologique. C'est selon cette vaste dimension qu'il devrait être approché. La nature du lieu occupé n'est pas claire, même s'il apparaît d'après les dictionnaires que toute propriété peut être l'objet d'une telle action : simple « habitation », « local, emplacement vacant », « terrain » ou « local inoccupé », « maison vide ou abandonnée », voire un « immeuble ». Ce lieu peut être plus modestement qualifié de « logement vacant », « inoccupé » ou « vide ». Ce semblent être des « appartements [...] restés invendus », un « local vide, immeuble inoccupé ou promis à la démolition », des « immeuble ou maison désaffectés ». Ces lieux procurent un « refuge, par occupation illégale d'un bâtiment inhabité ».

Il subsiste une réelle ambiguïté qui ne repose pas seulement sur le traitement juridique du squattage mais tout autant dans l'usage que la société fait du lexique. Dans une pratique d'instrumentalisation particulièrement en cours dans les dictionnaires, cela conduit à restreindre la définition selon la seule perspective du droit. Cette perspective légitime la stigmatisation des squatteur*euses, quel*les qu'il*les soient, parce que le squattage est illégal. Les dictionnaires ne font certes que reproduire l'usage courant, utilisant comme principales sources de définition les journaux à grand tirage dont l'information n'est pas nécessairement basée sur la pratique, mais plutôt sur la représentation. Les organes de presse d'information ne reflètent qu'une partie de l'opinion et tendent à donner du poids à ce qui conduit à faire parler d'un phénomène - en l'occurrence à pointer son aspect polémique.

L'éventuelle légitimité de l'action entreprise n'en fait en aucun cas un acte légalement reconnu. Sur quoi s'appuient alors les squatteur*euses pour affirmer la légitimité du squatt ? S'appuie-t-elle, selon ell*eux, sur les conditions indécentes dans lesquelles une large part de la

population vit, exclue des mécanismes d'ascension sociale de la société capitaliste marchande et de l'accès au logement « digne » et « décent » ? Ou relève-t-elle de principes libertaires revendiquant l'autodétermination, par-delà une administration rémunérée et coercitive de l'espace ? Le phénomène peut être certes perçu dans sa globalité, mais il peut tout aussi bien être défini comme une méthode, une pratique, un versant de l'illégalité, un exemple de l'illégalité, un(e) mode de vie. Vivre dans un squatt, ce n'est pas nécessairement porter un quelconque discours dessus, quoique la conscience du statut d'illégalité soit partagée : les squatteur*euses connaissent l'infraction qu'il*les commettent (et le risque de poursuites judiciaires) sans nécessairement agir avec l'intention politique de revendiquer l'illégalité de leur acte. Est-il dès lors justifié de concevoir les squatts d'un seul point de vue juridique ?

Le squattage est la manifestation d'un principe d'action qui, au-delà de la protestation clamée, fait le lien entre un problème collectif concret et sa solution. Les squattages sont donc l'expression de l'insatisfaction devant ce qui est ou devrait être considéré comme un besoin fondamental : la nécessité d'exister socialement au sein d'un espace physique. À travers ce type d'action directe peuvent être ouvertement dénoncés les échecs d'une marchandisation de l'espace, ou les carences d'un système de régulation qui repose sur l'État, qui joue malgré un interventionnisme en recul un rôle de cheville d'articulation entre des principes garantis sur les plans législatif et constitutionnel, et des forces économiques qui président à la production et la répartition de cet espace. La société dans son ensemble, instance jugée complice de ce phénomène, est mise en cause. Pour les protagonistes, qu'ils soient, selon une classification dichotomique largement admise, pauvres ou politiquement engagés, il s'agit de pouvoir disposer de conditions d'habitat humaines et d'un cadre de vie adéquat, et ce en regard de

leurs possibilités et de leurs ressources matérielles, faisant fi (pour un temps, ou en apparence) des bases morales et idéologiques de cette société.

Le squatt est mort : vive le squatt !

Alfred Gilder, dans un plaidoyer virulent contre ce qu'il nomme des « hybrides franricains »,⁴⁴ prône l'emploi de termes construits à partir des racines étymologiques. ». Il propose, par exemple, « guerpe » pour la « possession abandonnée par son propriétaire » ; « guerpeur », pour le squatteur, ou tout simplement « cati », « celui qui se cache » ; enfin « squattir puis catir ; guerpir, [...] s'intruire en [dans le sens de] se mettre en possession de quelque chose sans y avoir droit ».⁴⁵

Le mouvement squatteur ne résulte pas d'une structuration décidée par des acteurs et des organisations. Plusieurs squatteur*euses réclament des pouvoirs publics des solutions à la crise du logement. Leur recours permet l'exercice d'une pression. Mais cet aspect contestataire s'effectue souvent de manière indirecte. L'illégalité du squattage ne constitue pas une revendication constante car une forte dimension individualiste caractérise cette pratique : en premier lieu, c'est la facilité à disposer d'un logement que procure ce mode d'action qui intéresse les squatteurs. Avec la disparition de l'illégalité, le squattage à proprement parler disparaîtrait, sauf dans sa dimension symbolique, car le squattage exprime cette liberté à s'accaparer cette capacité. C'est en ce sens que l'on peut parfaitement définir le squattage, à l'instar de Christine, l'héroïne des squattages d'Angers, comme un service et, par extension, comme un allègement économique. Précisément en s'imposant comme une alternative pratique, accessible et relativement populaire, le squattage crée les structures de son propre mouvement.

⁴⁴ A. GILDER, *En vrai français dans le texte. Dictionnaire français-français*, Paris, 1999, « Édito : Les derniers des mots hicants », p. 9-14, ici p. 9.

⁴⁵ *Ibid.*, art. « squattériser », p. 283-284.

Les squattages agissent comme une incitation individuelle à l'action collective. La convergence des luttes s'effectue à ce niveau. La légitimité d'agir ainsi est mise en avant. Les brochures et journaux militants relatent avec emphase les opérations qui mettent en scène la force du mouvement, qui mettent en branle la sourde révolte. Une certaine mythologie commune se construit progressivement, vecteur de l'identité collective et du processus de mobilisation indispensable pour assurer au mouvement sa pérennité. Les compétences mises en œuvre pour réaliser les squattages et pour défendre cette manière d'habiter se développent progressivement comme les ressources d'un mouvement social qui fait des squatteur*euses les acteurs d'une force d'opposition qui dénonce les contradictions du système de production du logement, les politiques urbaines et la fermeture du marché du logement.

Antisocial, le mouvement squatteur ?

Sur l'auteur

bcolin AT no DASH log DOT org

Link

<https://www.trespass.network/?p=1017&lang=fr>

Translations

Clair-obscur du squat et de la communauté

Ruymán Rodríguez

traduit par Plaine Nébulition

Résumé

Squatter a les connotations d'un verbe revendicatif. C'est prendre ce qui est sans usage, abandonné, et le rendre utile. C'est signaler la disproportion établie par la propriété privée sur un bien de première nécessité comme le logement. Cependant, il existe beaucoup de nuances.

Mots clefs:

Okupar, squatter, communauté, auto-gestion, anarchisme, FAGC

Clair-obscur du squattage et de la communauté

Squatter a les connotations d'un verbe revendicatif. C'est prendre ce qui est inutilisé, abandonné, et le rendre utile. C'est signaler la disproportion établie par la propriété privée sur un bien de première nécessité comme le logement. Cependant, il y a beaucoup de nuances.

J'ai toujours cru que squatter avait un aspect vindicatif qui se suffisait à lui-même et que le choix de l'immeuble n'était pas important tant qu'il était abandonné. La réalité m'a fait élargir cette perspective.

Lorsque nous avons commencé (la FAGC)¹ à intervenir sur le logement, nous sommes spécialisés dans l'arrêt des expulsions moyennant des piquets de grève (même si nous avons déjà une certaine expérience en terme de squattages). Nous voulions faire une alliance avec la PAH² locale, qui aurait pu aborder l'aspect légal, et avec le Mouvement Okupa³, au niveau des relogements. Finalement, celle-là avait d'autres priorités et celui-ci, bien qu'il ait essayé, n'a pas pu changer de dynamique. On s'est donc retrouvés à bûcher le Code Pénal et à nous spécialiser dans l'ouverture de maisons.

Je me rappelle du cas d'une famille avec 4 enfants, fraîchement expulsée, qui était arrivée à nous bien trop tard. On est allés à une maison okupa du

¹ La Fédération Anarchiste de Gran Canaria (FAGC) est un collectif duquel l'auteur fait partie.

² La Plateforme des Affecté.e.s par les Hypothèques (PAH) est un mouvement pour le droit au logement né en 2009 à Barcelone et qui se compose aujourd'hui de 200 assemblées à travers l'Espagne.

³ Le mot « okupar » dérive du verbe « ocupar » (occuper), duquel il se distingue moyennant l'emploi de la lettre K, une graphie non utilisée par l'orthographe courante.

quartier pour demander aux habitants de les recevoir quelques jours jusqu'à ce que l'on puisse ouvrir un logement d'urgence (alors, nous n'avions pas encore le surplus d'immeubles expropriés que l'on eut plus tard). Les membres du squat nous ont dit, juste après nous avoir ouvert la porte, que c'était impossible. Les chambres libres étaient destinées aux "voyageurs" (des gens du mouvement okupa international qui venaient pour un festival, en vacances ou en Erasmus) et que le reste de l'espace était dédié à la méditation. Je me suis alors rendu compte à quel point ce squattage professionnalisé était loin de la revendication, à quel point il était loin de la rue et des besoins des gens ordinaires. Ce soir-là, à la hâte et angoissé par cette famille, frustré et fâché par l'insensibilité des personnes "conscientisées", j'ai ouvert une maison sans prendre aucune précaution et de peu j'y laissais un pied (à l'entrée de la porte, l'obscurité cachait un énorme piège de chasse; depuis, je ne rentre jamais sans lumière).

Se rendre compte qu'il fallait choisir qui exproprier a été, cependant, en partie une question de stratégie et en partie une confrontation avec la réalité. Souvent nous essayons de compter sur la complicité du quartier ou nous habitons pour que le squat dure plus longtemps. Quand il s'agit d'un particulier, à moins que personne ne connaisse le propriétaire et sa famille, ou que le logement soit abandonné depuis des décennies, les voisins n'approuvent pas l'action et peuvent même en arriver à appeler la police. Par contre, à part les politiciens, personne ne défend les banques. Dans ces cas-là, les propres voisins nous incitaient à entrer et coopéraient dans l'ouverture ou bien facilitaient le ravitaillement. C'est ainsi qu'on a vu qu'en plus d'attaquer la propriété privée, il fallait s'en prendre au pouvoir financier, car il y avait des avantages même à un niveau strictement pratique.

Cependant, les squattages peuvent aussi être un cercle fermé de par un autre aspect. Quand on squatte par nécessité on peut éviter les bêtises que je viens de raconter, mais d'autres problèmes se posent. Squatter par nécessité peut supposer qu'une fois que le besoin n'existe plus, l'implication disparaisse elle aussi. Nous croyons que l'entraide et le partage d'outils d'autonomie suppose en soi-même une émancipation, mais ceci est une idéalisation. La personne que tu aides à squatter une maison peut tranquillement en venir à te dénoncer si tu refuses par la suite de l'aider à trafiquer son compteur d'électricité. Je sais de quoi je parle. Le capitalisme s'est répandu de manière tellement parfaite dans la population que ceux qui vivaient dans le besoin appliquent rapidement le darwinisme social une fois qu'ils obtiennent un strict minimum. J'ai vérifié que l'ancien paria, qui grâce à l'obtention d'un logement peut réunifier sa famille et se garantir des aides, devient un tyran quand il a des revenus, quoique limités, qu'il peut investir entièrement dans la consommation. J'ai vu comment, après ce changement de situation, cette même personne qui fuyait la misère refuse aussitôt d'avoir des squatteurs, des sans-abri et des migrants à ses côtés, et ne veut pas que d'autres maisons soit expropriées près de la sienne. J'ai vu les obscures et insondables profondeurs qui caractérisent les personnes que le capitalisme produit en série.

Ce que je raconte est dur et peut éventuellement surprendre si je dis que, parfois, quand tu connais la vie des gens, tu peux même arriver à comprendre d'où proviennent ces attitudes. Par exemple: un jeune de 20 ans qui venait d'être père nous a contactés car il n'avait pas de logement. Après l'avoir aidé à l'obtenir, non seulement il n'a pas coopéré, mais en plus il s'est converti en saboteur, qui n'avait pas de scrupules à appeler la police quand on le contrariait. Il devint un ennemi et personne, évidemment, ne voulait en entendre parler. Mon mépris pour lui s'est nuancé quand j'ai connu son histoire: enfant, cette personne a subi des abus sexuels de la plupart des membres de sa famille, il avait des parents toxicomanes et a passé la plupart de son enfance - de 7

à 18 ans - dans un centre d'accueil. Il est sorti de là-bas habitué à faire du mal pour éviter d'être écrasé, à tromper pour obtenir un petit peu plus, à exploiter ses égaux et à maintenir une relation de soumission rancunière avec l'autorité. Régulièrement sous traitement médicamenteux, maltraité et humilié, toute sa vie se développait dans un centre qui était en même temps une prison, une école et une ONG; des institutions qui devraient toutes être abolies. Elles ne lui ont rien appris, et pendant une bonne partie de son enfance et adolescence, la seule chose qu'il savait, c'est qu'il avait droit à un lit et trois repas quotidiens, sans affection ni empathie, sans qu'on stimule en lui aucune curiosité créative. Aliéné, il n'a jamais su d'où venaient les choses, ni qui les produisait ni pourquoi elles arrivaient à ses mains; il voulait tout simplement survivre jusqu'au lendemain, en traînant sa rancœur et en espérant un jour pouvoir profiter de la vie hédoniste que lui vendait la télé. Je ne prétends pas l'excuser ni le justifier, mais c'est plutôt rare que, quand tu tends la main à quelqu'un qui a vécu tout ça, celui-ci se limite à en profiter, au lieu de t'arracher le bras. Les gens qui ont vécu comme ça, fabriqués intentionnellement par la violence du Système, devraient sauter à la jugulaire de leurs égaux et les déchiqeter, et pourtant ils ne le font pas, et se limitent à s'écraser les uns les autres.

Ces expériences m'ont convaincu que le squat devrait être compris comme une expropriation mais aussi comme une socialisation. S'il n'y a pas une aspiration ou un projet révolutionnaire qui suppose récupérer les biens de consommation, que ce soit de manière progressive ou bien de manière plus ambitieuse, les squattages peuvent se convertir en une activité exclusivement onaniste. La pédagogie est nécessaire entre ceux qui squattent, mais celle-ci n'est pas une panacée. Il faut que l'aide soit accompagnée de compromis, si ceux qui reçoivent de l'aide ne s'impliquent pas, eh bien qu'ils poursuivent leur route seuls; n'importe qui peut donner un coup de pied dans une porte. Il faut aussi voir à qui se dirige le discours, s'il se dirige aux convaincus qui n'en ont pas besoin ou à ceux qui vivent dans le besoin et qui ne sont pas convaincus. La réponse n'est pas facile, mais c'est bien elle qui détermine si le squat sera une activité endogamique d'auto-consommation ou bien une activité qui, se confrontant à mille défis et défaites, puisse transformer minimement le monde qui l'entoure.

Cette réflexion sur le squat en général peut être amenée à un autre niveau de profondeur si on l'entend comme un outil de création de communautés alternatives, vu que créer ce lieu commun est parfois l'unique objectif de ceux qui squattent un espace. Ce n'est pas en vain que la plupart des mouvements sociaux reproduisent dans leur discours, de manière insistante, l'idée de "faire communauté".⁴ Quand les rêves révolutionnaires se heurtent

⁴ Au long de ce texte, quand je fais allusion au terme *communauté*, je le fais principalement pour désigner, au-delà de son sens général, les communes alternatives créées en marge de la société capitaliste (des utopistes du XIX^{ème} siècle jusqu'aux hippies de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle), qui aspirent à être une démonstration pratique d'un modèle social théorique. Elles tendent ainsi à une

à la réalité, c'est aussi vers la création de communautés que se dirigent les attentes. De la même manière, dans les milieux révolutionnaires il est récurrent de parler, quoi que de manière vague, d'ériger des "communautés de résistance" (en mettant l'accent, au niveau pratique, sur le premier terme plutôt que sur le second). Nous le faisons sans concevoir presque jamais que ce mythe de notre imaginaire commun a aussi ses limites. Ceci ne signifie pas pour autant que cette idée soit un élément négatif, ni un élément à bannir, mais plutôt un élément dont il faut questionner et remettre en cause les fondements.

Au cours du XIX^e siècle, un grand nombre des premiers socialistes ont développé, autant à un niveau théorique que pratique, des modèles communautaires idylliques de mise en œuvre immédiate; tous ont échoué. Que ce soit en suivant l'inspiration d'Owen, de Saint Simon, Cabet ou même le modèle libertaire de Fourier, tous ont subi le même sort. Josiah Warren, considéré comme le premier anarchiste conscient de l'Amérique du Nord, participa à l'une de ces premières communes owenistes aux États-Unis, et il en ressortit totalement désenchanté. À la suite de quoi il adopta un concept individualiste des interactions sociales qu'il appela la « déconnexion ». Selon lui, plus les gens étaient indépendants, et plus ils étaient heureux ; et plus ils étaient déconnectés de structures générales, plus ils se sentaient libres dans leurs habitudes. Cela ne signifie pas que Warren rejetait les liens sociaux; il considérait seulement que la réglementation de tous les aspects de la vie des membres d'une communauté conduit à la mort de celle-ci.⁵

Plusieurs décennies avant Warren, et même avant les premières expériences communautaires utopiques du XIX^{ème} siècle, William Godwin avait déjà lancé l'alerte contre ce type d'excès. Godwin, qui dans son livre nommé *Enquête sur la justice politique* (1793) défend précisément un modèle de vie basé sur la propriété collective, considère que cette forme de propriété ne doit pas supposer communautariser aussi les usages et les coutumes. Pour lui, la propriété commune ne doit pas nécessairement signifier que les salles à manger, les horaires, les travaux et les pensées soient, eux aussi, communs.⁶ La propriété collective doit inspirer l'indépendance de l'esprit, sans

certaine stabilité. Ne pas confondre avec les communautés créées en situation, recherchée ou non, de conflit, comme par exemple les *diggers* anglais du XVI^{ème} siècle, la Révolution espagnole de 1936, ou encore l'expérience plus actuelle des Zapatistes. Ces communautés ont tendance à être de nature différente, elles n'aspirent pas à l'isolement et leur aspect expérimental a besoin de plus d'irradiation et de contagion, de mouvement, que de conservation statique.

⁵ [Le gouvernement issu de cette combinaison] a tendance à abattre l'individu -- à le réduire à une simple pièce d'une machine ; impliquant les autres dans la responsabilité de ses actes, et étant impliqué dans les responsabilités pour les actes et les sentiments de ses associés ; il vit et agit, sans contrôle sur ses propres affaires, sans certitude quant aux résultats de ses actions, et presque sans cerveau qu'il ose utiliser sur son propre compte; et ne réalise par conséquent jamais les grands objets pour lesquels la société est de son propre aveu formée » (Warren, *Manifesto*, 1841)

⁶ "[...] Notre système de propriété égalitaire n'exige aucun type de surveillance ou de coercition. Il n'y en a pas besoin pour travailler en commun, ni pour faire des repas communs, ni pour organiser les magasins communs. Ce sont des méthodes erronées, destinées à contraindre le comportement humain, sans attirer les esprits. Si nous ne pouvons pas gagner le cœur des gens en faveur de notre cause, n'attendons rien des lois obligatoires. Si nous pouvons le gagner, les lois seront superflues. Cette méthode compulsive s'harmonise avec la constitution militaire de Sparte, mais elle est absolument indigne de personnes qui ne sont guidées que par les principes de la raison et de la justice. Gardez-vous de réduire les hommes à la condition de machines. Faites en sorte qu'ils ne se gouvernent seulement par leur volonté et leurs convictions. Pourquoi les repas devraient-ils être institués en commun? Devrais-je avoir faim en même temps que mon voisin? Dois-je quitter le musée où je travaille, la retraite où je médite, l'observatoire où j'étudie, pour me présenter dans un bâtiment destiné à la cantine au lieu de manger où et quand me l'exige mon désir? « (Godwin, *op.cit.*).

renoncer aux liens sociaux. Presque un siècle plus tard, Oscar Wilde défendrait quelque chose de très semblable dans son essai *L'âme de l'homme sous le socialisme* (1890).⁷

Les expériences communautaires qui ont eu lieu vers la fin du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle ont également échoué. Ces expériences avaient pour la plupart une tendance libertaire, et elles se sont propagées à travers l'Italie, l'Espagne, en particulier en France et aussi dans les pays d'Amérique du Sud les plus touchés par les migrations européennes (comme l'Argentine ou le Brésil). Dès les exemples de communautés inspirées par des personnages tels que Fortuné Henry et jusqu'à la popularisation des soi-disant « milieux libres » vers la fin de la *Belle Époque*, les anarchistes ont consacré beaucoup d'efforts à ces expériences. Très peu sont celles qui ont réussi à persister malgré le passage du temps, et la plupart ont été détruites plutôt par une action dissolvante interne que par la répression de l'État.

L'un des exemples les mieux documentés a été celui de "La Cecilia" (1890-1894), une expérience *sui generis* quoique très paradigmatique, réalisée principalement par des migrants italiens dans une région isolée du Brésil. Expliquer les détails de la vie communautaire de cette commune pourrait être l'objet de plusieurs articles, ce qui n'est pas mon intention. Il suffit d'expliquer qu'au niveau personnel, beaucoup de contradictions présentes dans nos milieux actuels se sont produites. Non seulement en termes de jalousie et de mesquinerie, mais aussi par l'obligation pour ses membres de vivre des situations amoureuses ou affectives pour lesquelles ils n'étaient pas préparés (comme si cela signifiait obtenir une sorte de pedigree évolutif révolutionnaire). Au niveau social et économique, l'égoïsme, la paresse, l'absence de solidarité et l'autoritarisme se sont également frayé un passage. ¿Surprenant? Une communauté humaine se compose de vices et de vertus humaines. L'adjectif d'anarchiste n'a pas la fonction d'être une sorte de fétiche animiste qui éloigne les mauvais esprits quand on l'agite au visage des gens.

Nous avons l'éducation que nous avons reçue et ce même en ayant voulu éliminer une grande partie des influences de notre milieu, ceci ne signifiant pas qu'elles disparaissent complètement. Un milieu créé à des fins libertaires ne peut pas se blinder envers l'autorité qui l'entoure ni purifier par décret l'autoritarisme que ses membres portent en eux. Et même si cela était possible, que sortirait de cet espace hermétique?

Déjà Élisée Reclus, dans son texte bref mais brillant *Les colonies anarchistes* (1900) nous a averti de toutes ces circonstances. Il signalait que :

En un mot, les anarchistes se créeront-ils des Icaries en dehors du monde bourgeois? Je ne le pense ni ne le désire. (...) Soutenues par l'enthousiasme de quelques-uns, par la beauté même de l'idée rectrice, ces entreprises ont pu durer

⁷ « Avec l'abolition de la propriété privée nous aurons alors un véritable, beau et sain individualisme » (Wilde, *op. Cit.*)

quelques temps malgré le poison qui les rongeaient; mais, à la longue, les éléments de désagrégation devaient faire leur œuvre, et le tout s'effondrait de son propre poids, même lorsque aucune violence destructive n'était exercée du dehors. (...) C'est qu'on ne s'isole point impunément: l'arbre que l'on transpose et que l'on met sous verre risque fort de ne plus avoir de sève, et l'être humain est bien plus sensible encore que la plante. La clôture tracée autour de lui par les limites de la colonie ne peut que lui être mortelle. Il s'accoutume à son étroit milieu, et, de citoyen du monde qu'il était, il se rapetisse graduellement aux simples dimensions d'un propriétaire; les préoccupations de l'affaire collective qu'il gère rétrécissent son horizon: à la longue, il devient un banal gagnant d'argent".⁸

Ces constats, que Reclus signalait, diffèrent-elles de ce que nous avons vu dans toutes les communes modernes depuis celles des hippies dans les années 60 et 70 du siècle dernier jusqu'à l'époque contemporaine? Il est impossible que quelque chose se reproduise, de manière infaillible, pour la simple raison que les choses sont ainsi faites.

On pourrait penser que le problème vient des personnes idéologisées, et qu'avec des personnes libres de tares politiques cela serait différent; mais ce n'est pas le cas. Les problèmes sont exactement les mêmes; moins sophistiqués au niveau rhétorique, et pourtant identiques.

Le fait est que, même si nous arrivions à créer une société parfaite, qu'en est-il du reste de la société? Le problème soulevé par Bakounine, que l'on ne peut être libre en étant entouré d'esclaves, n'a toujours pas été résolu.⁹ Une micro-société isolée, qui aurait un fonctionnement libertaire parfait, serait très peu libertaire au niveau global. Un groupe de stricts « gagnants d'argent », comme disait Reclus, obsédés par le maintien sur pied de la petite entreprise familiale, transformeraient la communauté en une entreprise qui aurait le format d'une société à responsabilité limitée. Peut-être que 15 personnes vivent un mirage de liberté, mais 7 milliards continueront à ramper exactement comme ils l'ont toujours fait.

Alors, faut-il éliminer toute intention de créer des communautés? Mon discours ne cherche pas à affirmer de grandes vérités immuables. Me revient en mémoire la définition du modèle libertaire de Kropotkine pour l'Encyclopædia Britannica (1905), dans laquelle il parle de communes autonomes de différentes tailles et, selon les envies, temporaires. Je me souviens aussi de l'idée des «Associations des égoïstes» de Stirner.¹⁰ Je me rappelle aussi du vécu partagé par des personnages comme Thoreau, qui fuyaient les villes et ne mettaient chez eux que trois chaises : « une pour la solitude, la deuxième pour les amis et la troisième pour la société ». ¹¹ Aucun d'entre eux ne savait ce que réservait le futur, tout comme aucun de nous ne peut le savoir aujourd'hui. Prendre appui sur la théorie pour définir le modèle idéal est stupide et stérile. Seule la mise en pratique nous permet de trancher. Ainsi, ce texte parle de ce que l'expérience, autant historique que personnelle, m'a démontré.

Pour subsister, une communauté doit éviter de s'enchevêtrer dans ce que j'appelle « la politique de l'impossible ». Il y a des choses que l'assemblée d'une communauté peut voter de façon majoritaire, voire même consensuelle, mais si ce qui a été approuvé dépasse les limites du possible, cela ne sera pas réalisé. Voter à la majorité absolue que demain nous serons capables de léviter ne nous éloignera pas d'un centimètre du sol. La communauté ne peut pas aborder les problèmes qui échappent à son contrôle. Par exemple, si elle se met d'accord sur un horaire de nuisances sonores, elle devra évaluer la prédisposition réelle qui existe envers un tel accord, la capacité

⁸ Reclus, *op.cit.*

⁹ Mikhaïl Bakounine, *Le Principe de L'État*, 1871.

¹⁰ Max Stirner, *L'Unique et sa propriété*, 1845.

¹¹ Henry David Thoreau, *Walden ou la vie dans les bois*, 1854.

communautaire à l'appliquer et les conséquences d'un éventuel non-respect de cet accord. Si l'analyse nous indique qu'il n'y a pas de possibilité réelle d'appliquer ce qui a été convenu, mieux vaut éviter de le proposer. Et cela soulève la question de la prise de décisions concernant l'éthique, la morale, la sphère privée du domicile et les coutumes. Pour autant que certaines habitudes dérangent et déplaisent, il y a des choses dont l'accomplissement ne se vérifie pas. Et même si cela était possible, serait-ce désirable ? Pour y parvenir, il faudrait mettre en place une lourde et répugnante machinerie répressive similaire à celle de l'État, ou parier sur un travail de pédagogie et d'auto-formation qui, dans l'éventualité qu'il fonctionne, nous prendrait plusieurs décennies. Il existe des éléments par rapport auxquels la communauté doit reconnaître son incompetence, même si cette incompetence est temporaire.

En ce qui concerne les individus qui composent ou qui entourent la communauté, celle-ci doit se prononcer seulement sur les problèmes qui affectent ce qui est commun, qui impliquent la majorité des membres ou qui menacent ou mettent en danger la communauté de manière directe. Tant que cela ne se produit pas, l'assemblée doit s'inhiber.

À ce sujet, je me souviens d'un incident survenu au camp 15M de Las Palmas. Une assemblée promue par la « Commission du respect » se tint pour voir comment empêcher une personne ayant des attitudes « indésirables » (motivées par la toxicomanie et de graves problèmes mentaux) d'accéder à la place. Tout le monde parlait d'expulsion et de « patrouilles de contrôle ». Quand ce fut mon tour de prendre la parole, j'ai soulevé deux objections : d'abord, le dilemme moral de l'exclusion, qui consiste à balayer sous le tapis les problèmes qui nous dérangent, tout comme le fait cette société capitaliste qui nous déplaît tellement; deuxièmement, bien que la majorité décide de l'empêcher de participer, comment serait-il possible de mettre en œuvre cette résolution? Une place est un espace public auquel l'accès ne peut être empêché. Créer une police du 15M qui surveille en permanence le périmètre? Et, dans le cas où cette aberration serait mise en place, recourir à la violence si l'individu traverse le cordon? J'ai attiré l'attention sur le fait que les mêmes pacifistes qui avaient censuré l'autodéfense face aux agressions policières approuvaient la violence pour « se protéger » d'une personne souffrant de multiples maladies mentales et sociales. J'ai suggéré de comprendre la situation du sujet en question et de lui proposer de quoi s'occuper et s'impliquer, vu qu'il s'intéressait au Mouvement. Comme il aimait peindre, je lui ai proposé de concevoir les pancartes et il s'y consacra pendant plusieurs semaines, jusqu'à peu de temps avant l'expulsion. Sa participation ne fut pas une panacée, mais les problèmes de cohabitation se sont réduits.

Il y aura toujours des individus perturbateurs, des éléments qui saboteront de l'intérieur. La communauté doit évaluer les outils dont elle dispose pour faire face à ces situations, et si elle capable de les appliquer sans devenir ce

même modèle autoritaire qu'elle condamne. La communauté doit étudier si l'individu est perméable à la persuasion ou à la pédagogie, si des mesures punitives sont nécessaires (un chemin dangereux qui ne connaît pas de limites et qui ne s'applique pas avec des mots)¹² ou bien s'il faut recourir à l'expulsion. Et surtout, la communauté doit vérifier si la possibilité d'appliquer l'une de ces mesures existe vraiment. La proportion réelle des éléments perturbateurs doit également être considérée. Une communauté où la plupart des individus sabotent n'est plus une communauté, et dans ce cas il est préférable de l'abandonner.

La communauté¹³ doit cesser d'être considérée comme une entité qui a une vie qui lui est propre, une vie supra-humaine. Elle n'est qu'une structure inanimée qui existe grâce à ceux qui la composent. Sa nature, qu'elle soit négative ou positive, est déterminée par la qualité humaine de ses composants. Elle doit être considérée comme un corps qui n'est jamais le noyau de lui-même; ce corps est composé de cellules et, pour le meilleur ou pour le pire, ce sont celles-ci qui déterminent l'état de santé ou de maladie du corps en question. Le corps peut éliminer une cellule maligne, extirper un cancer, mais il ne peut jamais le faire sans se mutiler soi-même.

La vie en communauté est un phénomène social qui semble incontestable; remettre ce fait en question équivaldrait à se lancer dans le débat de savoir si l'être humain est naturellement enclin à la sociabilité ou pas. Ce n'est pas un débat auquel je m'intéresse depuis mon adolescence ; je veux seulement remettre en question les limites du modèle, les frontières que celui-ci ne peut pas franchir sans risquer sa vie (et mourir, malheureusement, en tuant).

En partant de ce qui a été dit, je ne pense pas souhaitable, en ce qui concerne les projets sociaux, de considérer la constitution de communautés comme une fin en soi. La communauté est un moyen de contraster nos théories, de les tester, de les rendre plus fortes, d'exercer la cohabitation, de créer des structures et des tissus, pour rendre notre pratique quotidienne et courante plus puissante jour après jour; tout ceci est très important, certes, mais cela reste néanmoins un moyen et non un but. Voir la création de communautés comme notre objectif ultime équivaut à investir toutes nos forces dans la réparation, le graissage et la préparation d'un véhicule dans le but d'en faire un objet digne d'une exposition, mais sans jamais être pour autant en mesure de le démarrer, soit parce qu'il est devenu un élément décoratif, inutile pour faire des déplacements, soit parce que nous craignons qu'il se détériore pendant le voyage. Il me vient à l'esprit le « Projet A », promu par Horst Stowasser à Neustadt (Allemagne) à la fin de XX^{ème} siècle. C'est un cas exemplaire, une démonstration de capacité, une expérience qui offre beaucoup de leçons précieuses, mais la concevoir comme étant un objectif en soi serait, à mon avis, rater la cible. C'est un projet qui illustre exactement ce que je viens de dire: la tendance à renforcer l'outil, à créer une structure puissante, sans se rendre compte que l'on peut perdre la perspective en transformant une partie en l'ensemble. Ce projet est un exemple de ce qui se passe lorsque les mots perdent leur sens, quand les méthodes deviennent les buts, et que les ressources remplacent les objectifs. Il était naïvement tenu pour acquis que le processus révolutionnaire se produirait *per se*, simplement en renforçant les réseaux autogestionnaires, et que la croissance du projet serait inévitablement liée au conflit avec l'autorité . Mais la vérité est que le pouvoir a l'habitude de tolérer les projets parallèles tant que ceux-ci occupent tout le temps des personnes impliquées et n'ont pas l'intention d'interférer

¹² Cette voie ouvre la porte à l'aphorisme de Friedrich Nietzsche: "celui qui se bat avec des monstres prend le risque d'en devenir un à son tour" (*Au-delà du bien et du mal*, 1886).

¹³ Ou plutôt ses membres, car la communauté ne pense pas, ne sent pas et ne fait rien par elle-même, elle est simplement un agrégat d'individus.

directement avec le fonctionnement du *statu quo*. Parfois, il en vient même à encourager ce type de projets, ils nous permettent que l'on s'épuise à la tâche, mettant fin nous-même à notre engagement, ou en faisant de notre projet l'objectif de notre vie au lieu de le concevoir comme un simple élément qui peut nous aider à changer nos vies. En fin de compte, les participants deviennent obsédés par le bon fonctionnement du projet, par le maintien de sa stabilité, et se bornent à perfectionner ou à garder le projet tel qu'il est. À ce stade, seul le projet en soi compte, et pour le perpétuer tout est sacrificable, même la finalité qui lui avait insufflé la vie. Les désirs émancipateurs du début ont disparu, éclipsés, et il ne reste que l'objet même que nous avons créé : le jardin, l'usine, et la communauté, comme un réceptacle de toutes nos attentes. Le moyen qui devait nous permettre d'améliorer notre vie est devenu la vie en soi. Il devait être un simple échelon vers la libération, mais au lieu d'avoir cette fonction il est devenu une échelle interminable : un escalier en colimaçon qui tourne sur lui-même et qui mène exactement là où il commence, incapable de nous emmener où que ce soit en dehors de lui-même. Un substitut acceptable de l'émancipation.

Par conséquent, si nous voulons créer des communautés, à un niveau réduit (anarchistes) ou de grandes communautés de résistance, larges (maintenant et face à l'avenir), et qui soient présentes dans nos quartiers, nous devons nous débarrasser de la mystification communautaire. Seules les questions affectant à l'ensemble peuvent être réglées en commun. Essayer de réguler des aspects de la sphère purement personnelle ou d'imposer des types de comportements ou des pratiques collectives que la communauté n'a pas demandés, voilà la meilleure façon de créer de la crispation et de la désaffection dans la communauté. C'est un phénomène que je ne considère pas comme étant positif ou négatif, mais dont j'ai pu me rendre compte : lorsque nous avons squatté une ou deux maisons à l'intérieur d'un bâtiment non-squatté et que les personnes relogées ont pu s'adapter, il y a eu peu de problèmes de cohabitation. Chaque voisin a été autonome, a réglé sa propre vie, et l'interaction s'est limitée aux questions communes. Personne n'a interféré dans la vie de personne. Lorsque nous avons squatté des bâtiments entiers et que les assemblées n'ont pas su se limiter à prendre des décisions sur ce qui affecte l'ensemble et ont essayé de remettre en question ce que chacun faisait dans sa maison, il n'y a eu que des échecs et des conflits. On pourrait penser que c'est une question de proportions : moins de contact, moins de malentendus. Et, bien que cela soit aussi vrai, cela nous en dit long sur les attributions de la communauté et sa tendance à outrepasser ses propres compétences pour favoriser la poursuite d'une perfection impossible et inaccessible.

L'exemple ci-dessus est extrapolable à presque toutes les situations. Dans nos milieux, nous parlons de communautés comme dans les séries et les films nord-américains: un ensemble amorphe et supérieur aux individus qui le composent. Être un « membre respectable de la communauté » équivaut à

respecter des normes dont nous ne connaissons ni la nature ni la fonctionnalité, et ceci n'est généralement ni souhaitable, ni bon. Tant que ce qui a lieu dans la sphère purement individuelle n'affecte pas l'ensemble, la communauté ne doit pas intervenir, que ce qui se passe dans ladite sphère lui plaise ou non. L'effort des participants ne doit pas être tant celui de privilégier le « faire communauté », le « sentiment collectif », ou « l'appartenance de groupe », mais plutôt celui de renforcer la capacité de jugement personnel, de critiquer et d'être en désaccord. Je l'ai dit à l'occasion, si aujourd'hui nous ne sommes pas solidaires les uns des autres, ce n'est pas par individualisme, mais par grégarisme; par adaptation à la non-solidarité qui prévaut, pour être comme tout le monde. Être solidaire, sans rentrer en concurrence ni obtenir de bénéfices, est une pratique minoritaire et mal vue. À des niveaux de morale superficielle, peut-être pas (« tu ne tueras pas »), mais au niveau de la morale profonde (« sois politicien, policier ou militaire et sois respecté pour tuer »), c'est un fait indiscutable.

Dans une communauté, il faut essayer de renforcer l'indépendance de l'esprit, la volonté de coopérer par conviction et non pas par inertie, et la capacité à contredire la communauté quand elle commet des erreurs. Aucune de nos communautés, même pas nos communautés libertaires, n'ont réussi à le faire. Elles ont essayé de forcer l'uniformité des coutumes et maintenir une harmonie fictive qui se base sur la ressemblance et non la différence. L'individualité est tout aussi nécessaire pour détecter la mort du projet de manière précoce, pour savoir faire la part entre vivre une communauté et vivre dans autre chose, stimulée par l'envie de quelques-uns et alourdie par le laisser-aller et la paresse de la plupart. L'individualité est également nécessaire pour détecter si la communauté se résigne à sa condition de moyen (pour faciliter la vie de ses participants, pour nous armer face à l'événement révolutionnaire) ou bien si elle devient progressivement la finalité de tout effort (quand elle exige que ses membres travaillent seulement pour et au service de la communauté, sans assumer sa fonction de tremplin qui pourrait nous permettre de transiter vers d'autres étapes révolutionnaires).

Penser par soi-même, savoir s'opposer au nombre, générer de la dissidence, se sentir maître de sa propre vie, est le prix que chaque communauté humaine doit être prête à payer à ses membres si elle veut rester en bonne santé, se construire avec de vraies personnes et ne pas être une simple abstraction extérieure aux êtres concrets qui devraient l'animer.

La communauté qui ne comprend pas cela court le risque de créer ses propres réfractaires et de subir les conséquences que Renzo Novatore annonçait lorsqu'il nous prévenait que "quelque société que tu construis, elle doit avoir ses limites".¹⁴

¹⁴ Renzo Novatore, "Mon individualisme Iconoclaste" (dans *Iconoclasta!*), Janvier 1920.

Sur l'auteur

Ruymán Rodríguez est membre de la Federación Anarquista de Gran Canaria (FAGC). Contact : [anarquistasgc \[en\] autistici \[punto\] org](mailto:anarquistasgc@autistici.org)

Lien

Cet article est disponible en ligne sur le site web de Trespass à l'adresse suivante :

<https://www.trespass.network/?p=999&lang=fr>

Kraken en privatisering van de woningnood. Een vergelijking tussen New York en Amsterdam

Hans Pruijt¹

Inleiding

Wanneer zowel woningnood als leegstand voorkomen kan een kraakbeweging ontstaan, maar dit is niet bepaald vanzelfsprekend. De kansen voor het ontstaan en functioneren van een kraakbeweging, en waar deze kansen van afhangen, is het onderwerp van dit artikel. Het gaat hierbij met name om de vraag, of het uitmaakt of het stedelijk regime gekenmerkt is door vertrouwen in marktwerking of in overheidsinterventie en herverdeling. Het artikel is een verslag van een vergelijkend onderzoek tussen New York en Amsterdam. New York en Amsterdam vertegenwoordigen duidelijk verschillende stedelijke regimes, maar maakten beide een periode door van grote woningnood gecombineerd met leegstand. Allereerst zal ik kort bespreken wat de literatuur over deze kwestie te melden heeft.

Integratie van het kraken, stedelijk regime en privatisering van de armoede

Castells (1977: 208-209) wees erop dat de relatie tussen de staat en radicale stedelijke bewegingen een combinatie van repressie en integratie (inkapseling) vertoont. Wij vinden zo'n patroon ook terug in de verhouding tussen de overheid en krakers. Er is een repressieve tendens (Watkinson 1980; Schuckink Kool 2001: 23-25), waarbij wel vaak enige terughoudendheid wordt toegepast (Artkämper 1995). Daarnaast vindt ook integratie plaats. Hiervan zijn twee vormen te onderscheiden. De eerste vorm is institutionalisering: het ontstaan van een stabiel patroon gebaseerd op regels en sancties. Legalisatie van kraakpanden kan worden gezien als een duidelijk voorbeeld hiervan (Platt 1980: 89, Platt 1985: 333, Draaisma en Hoogstraten 1983). Ambtenaren en politici geven in bepaalde gevallen de voorkeur aan institutionalisering boven repressie doordat kraken tot op zekere hoogte als legitiem wordt ervaren, hoewel deze legitimiteit onstabiel is (Anderiesen 1981: 86) en ongelijk verdeeld (Priemus 1983). Media-aandacht voor krakers is soms positief (Bailey 1973), vaak zijn er echter terugslagen in de vorm van een morele paniek, (Tromp 1981, Platt 1980: 59-63, Amann 1985).

¹ Nederlandse versie van Pruijt, H., 2003 "Is the institutionalization of urban movements inevitable? A comparison of the opportunities for sustained squatting in New York City and Amsterdam", *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 27, nr. 1, March, 133-157

Krakers voelen zich op hun beurt aangetrokken door institutionalisering omdat het mogelijkheden biedt om de kans op ontruiming te verkleinen, en repressie te matigen.

Institutionalisering wordt vaak gezien als een verschuiving in het actierepertoire van een beweging van ordeverstoring naar algemeen aanvaarde actievormen, lobbywerk en onderhandeling, die met name optreedt aan het einde van de levenscyclus (Castells 1983: 328, Kriesi et al., 1995). Naast deze *terminale* vorm van institutionalisering kunnen wij echter een meer *flexibele* vorm onderscheiden, waarin actievormen die tegen de maatschappelijke orde ingaan niet verdwijnen maar worden aangevuld met meer algemeen aanvaard gedrag (Dryzek 1996; Tarrow 1994: 114).

Een tweede vorm van integratie is coöptatie (Lammers, Mijs en van Noort 1997: 98-90, 193-200). Bij coöptatie worden (delen van) een actiebeweging getransformeerd tot dienstverlener, en ingeschakeld voor het realiseren van overheidsdoelstellingen. Een voorbeeld is de inschakeling van krakersorganisaties in Engeland als huisbaas voor tijdelijke verhuur (Bailey 1973). Coöptatie wordt door velen beschouwd als een valkuil (Lowe 1986: 148), maar door anderen als iets dat noodzakelijk is om succes te kunnen verzilveren (Corr 1999: 136-139).

De vraag die nu nog beantwoord moet worden, is hoe het karakter van het stedelijk regime uitwerkt op repressie en integratie van krakers. Een antwoord op deze vraag wordt geleverd door de post-Fordisme-theorie (Mayer 2000). De redenering is als volgt: door een terugtrekkende overheid worden arme mensen meer en meer aan hun lot overgelaten. Tegelijk blijft de behoefte aan voorzieningen voor burgers met lage inkomens, zoals betaalbare huisvesting, bestaan. Er ontstaat een gat in de markt voor private organisaties (die formeel een non-profit karakter hebben, maar bijvoorbeeld wel hoge salarissen aan hun managers kunnen betalen) en voor samenwerkingsverbanden tussen bedrijven en non-profit organisaties. Vanuit het gezichtspunt van de overheid wordt het interessant om actiegroepen van bewoners te coöpteren als zelfhulpgroepen.

Een empirische onderbouwing van deze theorie is te vinden in beschrijvingen van de buurtactiebeweging in de VS. In de jaren '70 namen leiders van Amerikaanse buurtactiegroepen graag nieuwe managementtaken graag op zich, omdat het steeds moeilijker was geworden om huurders te mobiliseren. Zo was bijvoorbeeld huurstaking geen effectief middel meer, omdat het huiseigenaren er hoogstens toe aanzette hun panden in de steek te laten (Schwartz 1996). In steeds sterkere mate raakten buurtgroepen financieel afhankelijk van de staat. Daarbij moesten ze aan bureaucratische eisen gaan voldoen. Daardoor verschoof de aandacht van actievoeren en het organiseren van de buurt naar beheer. Verder kwamen er beroepskrachten in dienst die moesten bemiddelen tussen buurtgroepen en de overheid. Sommige buurtgroepen raakten betrokken bij nieuwbouw- en renovatieprojecten ter waarde van miljoenen dollars. Ook konden ze opdrachten krijgen om diensten te gaan leveren. Uiteindelijk raakten verscheidene van deze buurtgroepen in conflict met huurders.

Uit de post-Fordisme-theorie kunnen wij dus de voorspelling afleiden dat, naarmate het stedelijke regime meer gericht is op de markt, de coöptatieneiging bij de overheid groter zal zijn. Bovendien zal er onder die omstandigheid ook meer te winnen zijn door gecoöpteerd te *worden*, vanwege de grotere mogelijkheden voor gecoöpteerde organisaties om een nuttige rol voor de overheid te vervullen (zie Mayer 1998).

De keuze voor Amsterdam en New York

New York en Amsterdam vormen een interessant vergelijkingspaar omdat er in beide steden woningnood was (en nog is). In de jaren '80 stonden er in Amsterdam 50.000 woningzoekenden op de wachtlijst. En in New York woonden er in diezelfde periode duizenden mensen op straat of met meer dan één gezin op een woning. In 1983 moest een tweekamerwoning in een vervallen gebouw op de Lower East Side \$800 per maand opbrengen. Leegstand was er in beide steden ook. Op de Lower East Side stonden er aan het begin van de jaren '80 tientallen gebouwen leeg. De leegstand in Amsterdam had dusdanige proporties, dat daarin in 1981 ca. 9000 krakers onderdak hadden gevonden (Van der Raad 1981).

Wat het stedelijk regime betreft verschillen Amsterdam en New York sterk, vooral als gevolg van de verschillende nationale verzorgingstaatsregimes. Volgens Esping-Andersen (1990: 26-27) vinden we in de VS een "liberaal verzorgingstaatsregime". Dit houdt in dat de staat marktwerking bevordert, "decommodificatie-effecten minimaliseert" en "het bereik van sociale rechten effectief inperkt". Het Nederlandse verzorgingstaatsregime heeft trekken van het "sociaal-democratische" type. Dit houdt in dat het gelijkheidsstreven zich richt op het bereikbaar maken van een hoog levenspeil, in plaats van op het realiseren van gelijke toegang op het niveau van de minimale levensbehoeften. En Fainstein (2000: 106) merkte op dat in Amsterdam de overheid vast bleef houden aan het inzetten van ruimtelijke planning en sociale uitkeringen om gelijkheid te handhaven, terwijl de gemeente New York planning vrijwel had opgegeven en het verstrekken van sociale uitkeringen had teruggeschroefd. Burgers (1998: 44-45) beschrijft de Nederlandse woningmarkt in vergelijking met die in de Verenigde Staten als "geen markt in de strikte zin van het woord" en als "sterk gedecommodificeerd".

Grote verschillen waren er tussen New York en Amsterdam in het verloop van het georganiseerd kraken. Noch relatief noch absoluut bereikte het kraken in New York ooit de omvang die het in Amsterdam (9000 krakers) had. Op het hoogtepunt woonden er op de Lower East Side ongeveer 500 krakers in 20 gebouwen. Daarnaast was het kraken in New York meer discontinu van karakter.

Het onderzoek

Tussen 1995 en 1999 plaatsten New Yorkse krakers allerlei documenten op het World Wide Web. Op basis hiervan kon ik een eerste overzicht maken van de geschiedenis van het kraken op de Lower East Side en aanknopingspunten voor contacten vinden. In 2000 interviewde ik zeven actievoerders. Verder nam ik deel aan een demonstratie en een strategievergadering in verband met de verdediging van "community gardens" (tuinen door bewoners van oude wijken aangelegd in open gaten).

Ik bestudeerde alle nieuwsberichten (278 stuks) over kraken in New York die aanwezig waren in de Lexis-Nexis database en achtergronddocumenten over het huisvestingsbeleid in New York die on-line beschikbaar waren. Dankzij het Internet kon ik een Nederlandse vrouw opsporen en interviewen die een kraakpand op de Lower East Side had geopend. In 2001 interviewde ik nog vier actievoerders in New York. Verder bezocht ik relevante organisaties: UHAB (Urban Homesteading Assistance Board), ACORN (Association of Community Organizations for Reform Now) en Community Board #3 (een door de gemeente ingestelde adviescommissie die de wijk moet vertegenwoordigen). Bij Community Board #3 kon ik het archief doornemen dat betrekking had op een "cross subsidy" plan dat verscheidene gekraakte panden omvatte. Twee zeer ervaren actievoerders, één van de Lower East Side en één uit de South Bronx, leverden commentaar op de eerste versie van het onderzoeksverslag. Herhaald e-mail contact leverde verdere verduidelijking op.

Doordat er over het kraken in Amsterdam veel meer literatuur beschikbaar is, was er minder empirisch onderzoek nodig. Ik kon ook terugvallen op onderzoek dat ik verricht had in de periode 1980-1984. Het ging hierbij om interviews en archiefonderzoek (Pruijt 1984; Pruijt 1985; Huijsman, Pruijt en Strubbe 1998). Na 1984 ben ik doorgedaan met het verzamelen van documentatie. Belangrijke bronnen waren de Kraakkrant (1976-1981) en zijn opvolgers (Laatste Waarschuwing 1981, Bluf! 1981-1988, NN 1988-1995, Ravage 1996-2003).

Integratie van het kraken in Amsterdam

In Amsterdam gebeurde het kraken vrijwel continu vanaf 1965. Nog in 2003 werd er gekraakt. Terwijl de repressie toenam, kocht de gemeente 200 kraakpanden en legaliseerde deze (Duivenvoorden 2000: 323). Door de legalisatie raakten veel krakers betrokken in onderhandelingen met de gemeente en bij overleg over verbouwingen.

Ook buiten de context van legalisering waren er veelvuldige contacten tussen krakers en overheid in Amsterdam. Zo hielp de gemeente bewoners van voor de sloop bestemde panden om deze tijdelijk bewoonbaar te houden. Wijkcentra kwamen voor krakers op en in veel buurten, bijvoorbeeld het Oostelijk Havengebied, participeerden krakers in de stadsplanning.

Hierbij verloor de kraakbeweging in Amsterdam niet haar identiteit; het kraken bleef doorgaan. Er was dus eerder sprake van flexibele dan van terminale institutionalisering. Van coöptatie was al helemaal geen sprake: Amsterdamse kraakgroepen werden niet door de overheid ingeschakeld als dienstverleningsorganisaties.

Integratie van het kraken in New York

In tegenstelling tot Amsterdam, en overeenkomstig met wat de post-Fordistische theorie aangeeft, was het kraken in New York vooral een voorbijgaand verschijnsel, dat de neiging had om te verdwijnen als gevolg van de coöptatie van huisvestingsactiegroepen.

In 1970 was er in New York sprake van een kraakgolf (Brotherton 1978). Deze golf ebde snel weg, en wel zodanig dat georganiseerd kraken geheel verdween. Een zoekopdracht in een databank met samenvattingen uit de New York Times leverde 13 artikelen over kraakacties op uit 1970, drie uit 1971 en uit 1972. Daarna niets meer tot 1980.

Krakers in New York kregen te maken met repressie. Zo rapporteerde de New York Times in 1970 in totaal 56 arrestaties die met kraken te maken hadden; in 1981 ontruimde de gemeente huurders die hun gebouw zelf waren gaan beheren (Katz en Mayer 1985: 24).

Er zijn aanwijzingen dat het inzakken van de kraakactiviteit in New York gerelateerd is aan de strategieverandering bij de huisvestingsbeweging van confrontatie naar samenwerking met de overheid. Er kwamen "homesteading" programma's (homesteading is renovatie van onbewoond geraakte vervallen panden in zelfbeheer door aspirant bewoners) als goedgekeurd alternatief voor het kraken (Von Hassell 1996). Organisatoren zegden het kraken vaarwel, en organisaties (als UHAB) die het kraken ondersteunden gingen zich toeleggen op het in samenwerking met de overheid helpen van (legale) bewoners die hun bedreigde panden wilden redden. Dit gebeurde in de vorm van het Tenant Interim Lease programma, waardoor ca. duizend door de eigenaars opgegeven panden onder zelfbeheer van de bewoners kwamen. Dit hield wel in dat actieve bewoners al hun energie moesten spenderen aan pure overleving, en niet meer toekwamen aan actievoeren.

Enkele van de meest bekende organisaties die actief zijn in New Yorkse buurten zijn aanvankelijk met kraken begonnen. Daarna zijn deze organisaties van karakter veranderd, waarbij zij het kraken als tactiek verlieten. In 1985 organiseerde Acorn (Association of Community Organizations for Reform Now, met 75000 leden en afdelingen in 27 staten) het kraken van 25 gebouwen in Brooklyn, die de gemeente van plan was te veilen. Na de kraakactie veranderde de gemeente van plan en droeg in totaal 58 gebouwen over aan de aan ACORN gelieerde Mutual Housing Association of New York. Deze organisatie nam de krakers op, en de gemeente investeerde in de renovatie. Een voorwaarde was echter dat ACORN moest toezeggen het kraken vaarwel te zeggen (Erlanger 1987).

De buurtorganisatie Banana Kelly begon met kraken in Kelly Street in de South Bronx. Daarna stapte deze organisatie over naar het renoveren van panden, en vervolgens naar het bevorderen van de ontwikkeling van de buurteconomie.

In 1996 kreeg Banana Kelly internationale erkenning met de toekenning van de Best Practice Award van de Habitat Conference. Intussen had bij Banana Kelly echter oligarchisering plaatsgevonden. Er ontstond een financieel schandaal, bewoners van Banana Kelly's panden klaagden over gebrekkig onderhoud en ratten en kwamen zonder verwarming te zitten. In 2001 werden de laatste panden van Banana Kelly overgenomen door een andere organisatie (Waldman 2001).

De onwaarschijnlijke opkomst van een kraakbeweging in New York

Na 1983 ontwikkelde zich op de Lower East Side weer een - relatief kleine - kraakbeweging. Het verloop was echter heel anders dan in de voorgaande kraakgolf. Van coöptatie-effecten was ditmaal geen sprake. Ambtenaren en politici weigerden consequent met bewoners van kraakpanden te praten. Het duurde bijna twintig jaar voordat legalisatie op gang kwam, en dan nog alleen door het inschakelen van een bemiddelende instantie (UHAB). Legalisatie vond pas plaats toen er geen kraakbare panden op de Lower East Side meer beschikbaar waren. Hoe te verklaren dat in dit geval coöptatie uitbleef? Aan de opstelling van de gemeente lijkt het niet te liggen. Een aanwijzing hiervoor is dat de gemeente in 1992 nog probeerde een kraakgroep te coöpteren, ICP/Community on the Move in de South Bronx. Het aanbod was om drie panden te legaliseren op voorwaarde dat de overige krakers hun woningen zouden ontruimen, en ICP in te schakelen als een non-profit sociale dienstverlener. Voor een verklaring moeten wij dus kennelijk vooral kijken naar de beweging zelf en minder naar de context.

Twee vormen van kraken

Wij kunnen het al dan niet optreden van coöptatie moeilijk verklaren als een strategische keuze die door de krakers wordt gemaakt. Daarvoor zijn er teveel aanwijzingen dat het bij enerzijds het New Yorkse kraken van vóór 1983 en anderzijds het Amsterdamse kraken in het algemeen en de krakers die na 1983 op de Lower East Side begonnen om twee verschillende vormen van kraken gaat. De New Yorkse kraakgolf die rond 1970 zijn hoogtepunt had ging uit van een huisvestingsbeweging waarvan het doel was het onder dak brengen en houden van arme New Yorkers. Kraken was een tactiek gericht op dat doel. In Amsterdam, en na 1983 op de Lower East Side, was het kraken niet alleen een middel maar tegelijk ook een doel. Hier is dus sprake van een echte *kraakbeweging*. In zo'n kraakbeweging staat het kraken zelf centraal. Het is een gemeenschap van krakers die samenwerken bij het kraken van nieuwe gebouwen en het verdedigen van panden tegen ontruiming. Er is weinig formele organisatie, wel is er sprake van informeel leiderschap. De motieven voor participatie variëren. Elementen hiervan zijn het voorzien in eigen of andermans woningbehoefte, het creëren van een alternatieve levensstijl of het bedrijven van een type politiek dat in elk geval tastbare resultaten oplevert. Niet alle deelnemers wonen zelf in kraakpanden. Binnen de beweging is er een sterk doe-het-zelf-ethos, de ideologie is gericht op zelfbeheer. Deelnemers zijn over het algemeen niet welvarend, maar beschikken vaak wel over het nodige culturele en sociale kapitaal. Bijvoorbeeld bij studenten en kunstenaars is dit het geval. Dit geldt niet voor iedereen, maar zonder cultureel en sociaal kapitaal is kraken moeilijk. Krakers van de Lower East Side liepen tegen deze barrière op toen ze probeerden om de daklozen die in Tompkins Square Park bivakkeerden bij de beweging te betrekken.

Plezier en feestvieren zijn altijd belangrijk. Vaak worden er diensten aangeboden in de vorm van culturele centra of podia voor optredens. In één van de weinige gepubliceerde onderzoekspapers over kraken in New York, schreef Van Kleunen (1994) dat kraakpanden die vanaf 1985 werden geopend politieker van karakter waren, en dat er zich samenwerking tussen de panden ontwikkelde. Deze waarneming ondersteunt de interpretatie, dat er rond die tijd een kraakbeweging werd opgezet.

Hoe komt het dat een kraakbeweging niet coöpteerbaar is

Een mogelijke factor om rekening mee te houden is het belang dat de betrokkenen hechtten aan autonomie. Katz en Mayer (1985) dachten langs deze lijn toen zij een vergelijking maakten tussen "zelfhulp huisvestingsacties" in New York (vóór 1983) en West Berlijn. In West Berlijn vond geen coöptatie van de kraakbeweging plaats. Mayer en Katz zochten de verklarende factor in de doelen die de actievoerders nastreefden. Volgens hen bleef coöptatie van de Berlijnse krakers uit omdat hun streven verder ging dan huisvesting, en zich uitstreekte tot "macht en beheersing over de ruimte, en het vermogen om alternatieve visies op het leven en de toekomst te definiëren" (Katz en Mayer 1985: 41). Hierdoor joegen zij politici tegen zich in het harnas die daardoor de weg naar coöptatie van de kraakbeweging als een door de overheid erkende zelfhulporganisatie afsloten. Mayer en Katz (1985: 16) stelden zelf echter al vast dat er binnen de New Yorkse huisvestingsbeweging ook een groot belang aan autonomie en zelfbeheer werd gehecht. Autonomie is dus geen factor die sterk differentieert.

Wat wel cruciaal is, is het onderscheid tussen een huisvestingsbeweging waarvoor kraken een tactiek is en een kraakbeweging. Een huisvestingsbeweging kan door de overheid worden gecoöpteerd onder het motto "we zijn met het met jullie doelen eens, maar jullie moeten wel legale middelen gaan gebruiken". Als kraken echter niet alleen een middel is maar ook een doel gaat dit mechanisme niet op. Van de overheid is niet te verwachten dat zij kraken als doel gaat ondersteunen.

Een verklaring voor de opkomst van een kraakbeweging in New York

Het ontstaan van een echte kraakbeweging in New York na 1983 gaat in tegen wat de Post-Fordisme-theorie voorspelt. Toch is het te vroeg om deze theorie af te schrijven, omdat het ontstaan van de kraakbeweging op de Lower East Side niet geheel endogeen was. Tot op zekere hoogte is bij het kraken sprake van globalisering. Dit is bijvoorbeeld te zien aan het gebruik van het internationale krakersteken (een cirkel met daardoorheen een pijl in de vorm van een bliksemschicht). Aan de New Yorkse kraakbeweging namen Europeanen deel. Een Italiaanse kunstenaar die in anarchistische kringen in Berlijn verkeerde hoorde daar dat er op de Lower East Side honderden verlaten gebouwen te vinden waren. In 1981 trof hij daar een blok met drie gebouwen aan, waarin nog maar een paar appartementen door huurders werden bewoond. Hij organiseerde het kraken van de overige appartementen, en later organiseerde hij het kraken van nog eens zes gebouwen. In 1985 introduceerde een Engelse vrouw ideeën in New York die gemeengoed waren in de Engelse kraakbeweging. In 1988 nam een Nederlands meisje het initiatief om een groot pand op de Lower East Side te kraken. In Nederland had zij al gekraakt en zij probeerde - met beperkt

succes - wat van de kenmerken van de Nederlandse kraakbeweging te introduceren: een kraakcafé, regelmatig overleg tussen panden, wederzijdse hulp, een gereedschapsuitleen, faciliteiten voor kunstenaars en een podium. Amerikaanse krakers bezochten op hun beurt ook Europese kraakbewegingen. Ik wil niet beweren dat externe invloed de mogelijksstructuur voor sociale bewegingen irrelevant maakt. Wel blijkt hier dat een van tevoren bestaande oppositionele identiteit het effect van de mogelijksstructuur kan beperken.

De bescherming van eigendom

Het ontstaan van een echte kraakbeweging in New York was dus een anomalie - maar het was niet onmogelijk. Wel hadden krakers in de twee steden te maken met heel verschillende mogelijksstructuren.

De juridische bescherming van eigendom tegen krakers is in de VS hechter dan in Nederland. In de VS is kraken illegaal, krakers kunnen vervolgd worden voor "trespassing" (wederrechtelijke betreding). In Nederland genieten krakers enige juridische bescherming. In 1971 nam de Hoge Raad een beslissing die er op neerkwam dat het "huisrecht" van toepassing werd voor krakers. Hierdoor werd het ontruimen door de huiseigenaar illegaal. Vanaf dat punt werd kraken niet als illegaal beschouwd, tenminste voor zover het pand niet in gebruik was of er een verbouwing gaande was. Vaak werd na de kraak een rondleiding aan de politie aangeboden om te laten zien dat het pand niet in gebruik was. Dit verkleinde de mogelijkheid voor de eigenaar om met succes aangifte te doen wegens huis- of lokaalvredebreuk. Zo bleef alleen een civielrechtelijke weg voor ontruiming open. Krakers probeerden dit te verhinderen door hun achternamen geheim te houden, tot een wetswijziging anonieme dagvaarding mogelijk maakte. In 1978 sneuvelde een wetsontwerp voor een anti-kraakwet na lobbyactiviteiten van de Raad van Kerken. Tien jaar later kwam het tot de Leegstandswet, die panden tegen kraken zou beschermen als deze als leegstand waren geregistreerd. Tegelijk bood de wet de overheid de mogelijkheid, geregistreerde leegstaande panden te vorderen voor woningzoekenden. In 1994 werd het illegaal om een pand te kraken dat minder dan een jaar leeg stond. Overigens ontvingen krakers lang niet altijd de bescherming waar zij recht op hadden, er vonden illegale ontruiming plaats. Hoewel de wettelijke bescherming voor krakers in Nederland afbrokkelde, bleef er tot op heden nog iets van over.

Zahn (1993: 393) merkte op dat Nederlanders uitzonderlijk tolerant zijn ten opzichte van krakers. Desalniettemin was er een constante tendens in de richting van het verbieden van kraken. De ruimte die voor het kraken overbleef was het resultaat van de inspanningen van organisaties die het kraken steunden en van het lage tempo van wetgeving. De geschiedenis van het kraken in Nederland laat het belang van wettelijke bescherming duidelijk zien. De beslissing van de Hoge Raad uit 1971 waardoor krakers bescherming kregen veroorzaakte een ommekeer. Voorheen had de politie steeds krakers snel ontruimd, waardoor het onmogelijk was om duurzame kraakpanden te creëren. Dit veranderde volkomen. Krakers bleken zelfs in staat een aantal panden duurzaam in gebruik te nemen die eerder snel ontruimd waren (Duivenvoorden 2000: 69). En de afbrokkeling van de rechten van krakers na 1986 viel samen met de teruggang van de beweging (Duivenvoorden 2000: 301).

Krakers in New York hanteren twee strategieën om het ontruimingsrisico te minimaliseren. De ene is niet opvallen. Krakers maken kennis met hun burens en proberen daarmee een goede verstandhouding op te bouwen, maar proberen om door de politie of huisvestingsambtenaren onopgemerkt te blijven. Een New Yorkse kraker

vond dit een groot verschil met het kraken in Europa, "waar krakers meteen spandoeken ophangen". In Amsterdam kwam onopvallend kraken ook voor, maar in veel gevallen hingen krakers inderdaad trots spandoeken op.

Onopvallend kraken leidt tot het probleem van isolatie. Krakers of in kraken geïnteresseerde personen kunnen elkaar niet vinden.

De tweede in New York gehanteerde strategie om ontruiming te ontlopen is dat men zich beperkt tot niet riskante panden. Dit betekent: opgegeven panden die in handen van de gemeente zijn gekomen, waar bovendien geen plannen voor zijn. De New Yorkse kraakhandleiding beveelt dit ook aan. In Amsterdam werden dergelijke panden ook gekraakt, maar daarnaast werden ook panden van onroerend goed firma's gekraakt. Dat men zich in New York beperkte tot het kraken van panden met een laag risico leidde ertoe dat men daar in 2002 kraakpanden kon aantreffen die al 18 jaar bestonden. Het politieke effect van het kraken van panden met een laag risico is, dat de kwestie van winst versus wonen in New York door krakers niet kon worden aangepakt.

De technische staat van gebouwen

Ook op het punt van de technische staat van gebouwen was het kraken in New York door de bank genomen problematischer dan in Amsterdam. Het vergelijken van kraakhandleidingen laat hier iets van zien. De New Yorkse handleiding legt aspirant-krakers uit hoe ze kunnen beoordelen of een pand niet op instorten staat. De handleiding bereidt de lezer voor het op bewoonbaar maken van een pand met grote gaten in het dak, verrotte balken en vloerdelen, ontbrekende waterleiding, vernielde riolering, trappen met ontbrekende treden. Het advies is om van tevoren een voordeur met kozijn gereed te maken. Krakers moeten niet verwachten dat het mogelijk is om normale w.c.'s aan te leggen. Elders in de New Yorkse kraakliteratuur werd het hebben van w.c.'s als een speciale eigenschap van een bepaald pand genoemd.

In de Amsterdamse kraakhandleiding (uitgave 1996/1997) wordt geen aandacht besteed aan bouwkundige problemen. Dit is wel het geval in de uitgave uit de jaren '80, maar ook hier blijkt niet uit dat men rekening moest houden met grote schade. Een New Yorkse kraker schreef over Amsterdam: "Nederlandse kraakpanden hadden normale w.c.'s, restaurants, radiostations, maar al deze luxe maakte de krakers alleen maar cynisch" (Tobocman 1999: 238).

Bij vijf ontruiming van kraakpanden op de Lower East Side, dit is meer dan de helft van alle ontruiming die sinds 1989 plaatsvonden, speelden bouwkundige omstandigheden een (zij het omstreden) rol. Toen ik in New York informeerde naar de banen van krakers, kwam werk in de bouw als eerste antwoord naar voren.

De slechte staat van potentiële kraakpanden in New York kan worden teruggevoerd op de gedereguleerde dynamiek van de binnensteden. Als een buurt in een spiraal van verval terechtkomt, is het effect veel destructiever dan in Nederland. De meer welvarende bewoners trekken weg, de onveiligheid neemt toe, het onderhoud vermindert, panden komen in handen van lieden die ze uitmelken zonder te investeren of belasting te betalen, brandstichting om geld van de verzekering te krijgen komt veel voor, de waarde daalt verder, speculanten kopen panden voor een prikje op voor het geval de grondprijzen gaan stijgen, panden worden door de eigenaars definitief opgegeven, drugdealers nemen bezit van leegstaande panden, bruikbare materialen worden uit panden gehaald, open gaten ontstaan wat weer de stabiliteit bedreigt van de panden die ernaast staan. In Amsterdam zorgde regulering door de overheid ervoor dat desinvestering op deze schaal achterwege bleef (Smith 1996: 168).

Concurrentie op het terrein van renovatie voor mensen met laag inkomen

Opvallend vaak raakten krakers in New York verzeild in conflict met organisaties die hun pand wilden ontruimen om het te renoveren voor mensen met een laag inkomen. Krakers kregen hierbij het verwijt dat zij middenklassenfiguren uit de buitenwijken waren die de huisvestingsmogelijkheden van arme buurtbewoners blokkeren. Het verweer was dat de krakers zelf ook weinig geld hadden, volledig opgegeven panden in levensgevaarlijke straten hadden opgeknapt en daarmee de buurt verbeterd, en dat de renovatieprojecten toch niet duurzaam ten goede zouden komen aan mensen met de laagste inkomens.

Zo merkte Abu-Lughod (1994: 252-253) op dat "huisvestingshervormers" en krakers "in toenemende mate vast kwamen te zitten in een zero-sum conflict over dezelfde panden". Volgens haar leidde dit tot een verlies van steun voor de krakers.

Negen kraakpanden of blokjes kraakpanden op de Lower East Side werden bedreigd met ontruiming, terwijl de bewoners ontruiming probeerden te voorkomen. Enkele tactieken waren:

- Juridische procedures
- Acties gericht tegen (non-profit) ontwikkelaars: protest voor het kantoor of lock down actie binnen het kantoor
- Verstoring van vergaderingen
- Lijdzaam verzet tijdens ontruiming (in de weg gaan staan tijdens het slopen met een sloopkogel, voor het pand gaan staan ·
- Het pand barricaderen
- Barricade op straat
- Viezigheid gooien over politieagenten die betrokken zijn bij een ontruimingspoging
- Na ontruiming herkraken

In zes van de deze conflicten werd het pand opgeëist voor het realiseren van huisvesting voor mensen met een laag inkomen (zie tabel 1). Slechts in drie gevallen was hiervan geen sprake (zie tabel 2).²

Tabel 1 Conflicten op de Lower East Side waarbij het pand werd opgeëist voor het realiseren van huisvesting voor mensen met een laag inkomen

locatie	naam	resultaat
E 5 th St. 537-39		ontruimd in 1997
Av C, 21-23	Umbrella House	Gelegaliseerd in 2002
E 4 th St. tussen Avenues B en C	ABC Community Center	ontruimd in 1989
E 13 th St. 535, 537, 539, 541, 545		ontruimd in 1995/1996
Av D/ 10 th St.	Glass House	ontruimd in 1994
Rivington St. 156	ABC No Rio	overleving (2003) als een kunst/ buurtcentrum

Tabel 2 Conflicten op de Lower East Side waarbij het pand *niet* werd opgeëist voor het realiseren van huisvesting voor mensen met een laag inkomen

locatie	naam	Resultaat
E 9 th St. 713	Dos Blockos	ontruimd in 1999
E 7 th St. 272, 274, 278		274 en 278 in 2002 gelegaliseerd
E 8 th St. 319		ontruimd in 1989

De meeste kraakconflicten op de Lower East Side betroffen panden die werden opgeëist voor het realiseren van huisvesting voor mensen met een laag inkomen.

² Ik kon tabellen 1 en 2 maken door gegevens te combineren uit stukken die door deelnemers aan de kraakbewegingen op het Web zijn gezet, krantenartikelen uit de Lexis-Nexis database, interviews en documenten die bewaard worden in het archief van Community Board #3.

In Amsterdam kwam het maar weinig voor dat krakers weigerden plaats te maken voor sociale woningbouw of -renovatie (een 19^e eeuwse blok in de Blasiusstraat, een vergelijkbaar blok in de Kinkerstraat, en pakhuizen in de Conradstraat en aan de Houtmankade). In het geval van de Blasiusstraat en de Conradstraat kwam het tot schermutselingen met de politie. Bij het pakhuis aan de Houtmankade kwam een compromis tot stand waardoor de krakers de bovenste verdieping konden blijven gebruiken. Gezien de schaal van het kraken in Amsterdam zijn dit slechts incidenten.

Op het eerste gezicht leek de concurrentie van ontwikkelaars van huisvesting voor mensen met lage inkomens weer een bevestiging van de moeilijke positie van krakers in New York. Deze concurrentie bezorgde de krakers immers legitimeringsproblemen. Deze eerste indruk bleek onjuist. De positie van de New Yorkse krakers kunnen we vergelijken met de positie van de krakers in de Amsterdamse stadsvernieuwingsgebieden. In 1981 woonde iets meer dan de helft van de Amsterdamse krakers in de stadsvernieuwingsgebieden in de 19de en vroeg 20ste eeuwse ringen (Van der Raad 1981: 37). Vrijwel alle kraakpanden in deze gebieden werden uiteindelijk gesloopt voor sociale woningbouw. Bij altijd verlieten krakers deze panden vrijwillig en tijdig. Van tevoren hadden zij de bewoning als kraakpand als tijdelijk gezien.

Gezien de vele rellen in de jaren '80 waarbij krakers betrokken waren lijkt het niet logisch de verklaring te zoeken in een diep respect voor recht en orde.

Een meer plausibele verklaring is dat de investeringen die in deze panden gedaan waren, relatief gering waren. De New Yorkse panden hadden meer schade die hersteld moest worden.

Nog belangrijker is, dat de aanspraak die gemaakt werd op deze locaties om daar sociale woningbouw te realiseren, zeer robuust was. De consensus rond de stadsvernieuwing was zo sterk, dat de krakers deze ofwel deelden ofwel aanvoelden dat het zinloos was zich ertegen te verzetten. Vijf kenmerken speelden hier een rol:

1 Betaalbaarheid

Afdwongen door verzet vanuit de buurten werd met behulp van subsidies een beleid van "bouwen voor de buurt" gevoerd. Buurtbewoners hadden het recht om in de buurt geherhuisvest te worden (Heijdra 1989: 75). Gevolg was dat in de grote steden het leeuwendeel van de woningen in de betaalbare klasse bleef (SCP 1998).

In New York bleken huisvestingsprojecten die bedoeld waren voor mensen met lage inkomens toch vaak buiten het bereik van deze groep. Bovendien was het normaal dat de ontwikkelaars het recht hadden na 15 jaar de huur tot het peil in de marktsector te verhogen.

2 Duidelijke afbakening tussen op winst gerichte ontwikkeling en niet op winst gerichte ontwikkeling

In Amsterdam was het onderscheid tussen de marktsector en de non-profit sector heel helder. Van woningbouwverenigingen werd breed aangenomen dat deze in het belang werkten van huurders met lage inkomens. Dit vergrootte de legitimiteit van de stadsvernieuwing. (Inmiddels is ook in Amsterdam het onderscheid tussen de marktsector en non-profit sector aan het vervagen. Woningcorporaties transformeren

zich tot projectontwikkelaars³ en het verschijnsel van verkoop van de sociale huurwoningen heeft zijn intrede gedaan.)

In New York was het onderscheid tussen marktsector en non-profit sector minder duidelijk. In New York werkten non-profit organisaties vaak met bedrijven samen. De non-profit organisaties, waaronder ook buurtorganisaties die door de overheid waren gecoöpteerd, werden er vaak van beschuldigd geld naar hun managers te sluizen in de vorm van hoge salarissen. Krakers gebruikten vaak de benaming "poverty pimps" (armoedepooiers).

3 Betrouwbaarheid en transparantie

In Amsterdam bleken plannen voor sociale woningbouw vroeg of laat tot realisatie te leiden. In New York was er op dit punt meer onzekerheid (Sante 1995). In New York was het bijvoorbeeld lastig om uit te vinden wat de concrete plannen voor een bepaald pand waren. Het was ook moeilijk om in te schatten hoe realistisch deze plannen waren.

4 Democratische planning

In Amsterdam was het gewoon dat toekomstige huurders inspraak hadden in het ontwerp van nieuwe woningen. Dit was weer een reden minder voor krakers om dwars te gaan liggen.

5 Erkenning van de behoeften van krakers

Geleidelijk begonnen Amsterdamse ambtenaren rekening te houden met de belangen van krakers. Het kwam voor dat krakers, die jaren in een buurt woonden, bij stadsvernieuwing herhuisvesting kregen aangeboden.

Deze vijf verschillen verklaren waarom krakers in Amsterdam de neiging hadden vrijwillig plaats te maken voor sociale huisvestingsprojecten en in New York niet.

In één geval, ABC No Rio, wonnen krakers een geschil door druk uit te oefenen op een non-profit ontwikkelaar, Asian Americans for Equality, door deze te beschuldigen van "hebzucht", "profiteren" en "corruptie." Een protestactie voor het kantoor van deze organisatie leidde tot aandacht in de media. Andere tegenstanders van het management van Asian Americans for Equality zagen daarbij kans hun kritiek ook naar voren te brengen.

³ Aedes, vereniging van woningcorporaties, stelt op haar website (www.aedes.nl, 2003): "Grote projecten met alleen maar sociale huurwoningen kunnen door het wegvallen van subsidies niet meer worden gebouwd. Daarom ontwikkelen woningcorporaties steeds vaker koopwoningen of combinatieprojecten van koop- en huurwoningen. Met de opbrengsten van de koopwoningen kunnen ze de huurwoningen betaalbaar houden voor mensen met lagere inkomens."

De New Yorkse betaalbare huisvestingssector is vatbaar voor dit soort kritiek, omdat zij opereert in een grijs gebied tussen algemeen belang en privé-belangen.

Tegelijkertijd verweten de managers uit de New Yorkse lage inkomenshuisvestingssector de krakers dat zij niet de "echte armen" of de "echte daklozen" waren.

Deze sector wordt gekenmerkt door ondoorzichtigheid, complexe transacties met kruissubsidies (bouwen voor de marktsector om daarmee huisvesting voor mensen met laag inkomen te subsidiëren) en via bemiddeling verkregen belastingvoordelen, en een scala van actoren met verschillende agenda's en graden van naïviteit.

De keerzijde was dat het sociale conflict in New York de neiging had om opgesloten te blijven in een arena op buurtniveau die draaide om de huisvesting van mensen met een laag inkomen. Krakers raakten in de clinch met kleine huisvestingsorganisaties die zich organiseerden in de Community Board.

De beleidsmakers op stedelijk en hoger niveau die iets te zeggen hadden over investeringen in sociale huisvesting, en regulering van de stadsontwikkeling, bleven buiten schot. In het geval van Amsterdam werden stedelijke en nationale politiek en bestuur wel betrokken in conflicten rond kraakpanden. (Anderiesen 1981). Ook veroorzaakten Amsterdamse krakers wel problemen voor (op winstmaken gerichte) projectontwikkelaars en de banken die hen financierden (Bilwet 1990).

Conclusies en discussie

De vergelijking tussen de twee steden levert een enigszins paradoxaal resultaat op: een marktgericht regime met weinig herverdeling en planning ten behoeve van betaalbaar wonen biedt minder kansen voor het kraken dan een regime dat veel sterker op herverdeling en planning is gebaseerd. Bevestigd werd de stelling dat een marktgericht regime coöptatie van groepen uit de beweging als sociale dienstverleners (wat leidt tot het opgeven van het kraken) in de hand werkt.

Een kraakbeweging als de Amsterdamse is immuun voor coöptatie, omdat voor zo'n beweging het kraken niet alleen een middel is maar ook een doel. Het bleek echter mogelijk om, tegen de structurele trend in de Verenigde Staten in, een "echte" kraakbeweging in New York op te zetten. De mogelijkhedenstructuur voor krakers in New York bleek wel minder gunstig dan in Amsterdam:

- het eigendomsrecht was sterker beschermd, hetgeen ertoe leidde dat krakers zich in New York beperkten tot overheidsbezit,
- de technische staat van leegstaande gebouwen was slechter, als gevolg van een destructievere dynamiek van de verloedering van oude wijken,
- in New York kregen krakers geen toegang tot het politieke systeem, waardoor flexibele institutionalisering à la Amsterdam niet mogelijk was.

Op één gebied blijken de mogelijkheden voor krakers onder een marktgericht regime groter: het domein van de huisvesting van mensen met een laag inkomen. In een marktgericht regime is dit gekenmerkt door concurrerende groepen, het door elkaar heen spelen van eigenbelang van managers en het belang van woningzoekenden, onduidelijkheid en onvoorspelbaarheid. Onder een regime van overheidsregulering, tenminste zoals zich dat in Amsterdam na allerlei buurtacties had ontwikkeld, is er meer consensus over de aanpak van huisvesting van mensen met een laag inkomen. Hierdoor is er voor een kraakbeweging op dit terrein weinig te ondernemen.

Onder een marktgericht regime kunnen radicale groepen een rol spelen als waakhond wanneer gecoöpteerde groepen het "Weber-Michels-scenario" (van sociale beweging tot door managers geleide organisatie die gericht is op eigenbelang) gaan doorlopen. Wel is te verwachten dat de conflicten beperkt blijven tot heel lokale arena's op buurtniveau, met als gevolg dat hogere bestuurlijke en politieke niveaus, grote vastgoedbedrijven en banken buiten schot blijven.

De post-Fordisme-theorie biedt stedelijke bewegingen maar één haalbaar scenario: zich laten coöpteren en proberen het beste te maken van de situatie dat de overheid verstrikt raakt in de contradicties tussen enerzijds deregulering en terugtrekking en anderzijds de gehandhaafde pretenties om het welzijn van de burgers te bevorderen. Een tweede scenario is echter ook mogelijk. De wanorde binnen de "derde sector" tussen staat en markt en het vervagen van het onderscheid tussen publiek en privaat belang openen nieuwe mogelijkheden voor bewegingen die aan hun oppositionele identiteit vasthouden.

Geraadpleegde literatuur

Abu-Lughod, J. L. (1994). Defending the Cross-Subsidy Plan: The Tortoise Wins Again. in: J. L. Abu-Lughod (red.) From urban village to East Village. The battle for New York's Lower East Side. Oxford UK & Cambridge USA, Blackwell: 313-332.

Amann, R. (1985). Der moralische Aufschrei. Presse und abweichendes Verhalten am Beispiel der Hausbesetzungen in Berlin. Frankfurt/Main, Campus Verlag.

Anderiesen, G. (1981). "Tanks in the streets: the growing conflict over housing in Amsterdam." International journal of urban en regional research 5(1): 83-95.

Artkämper, H. (1995). Hausbesetzer, Hausbesitzer, Hausfriedensbruch. Berlin, Springer-Verlag.

Bailey, R. (1973). The Squatters. Harmondsworth, Penguin.

Bilwet (1990). Bewegingsleer. Kraken aan gene zijde van de media. Amsterdam, Ravijn.

Brotherton, M. A. (1978). Conflict of interest, law enforcement, and social change: a case study of squatters on Morningside Heights. Ann Arbor, University Microfilms International.

Burgers, J. (1998). "The relation between formal and informal solidarity: Substitutes or communicating vessels? - The case of housing illegal immigrants." Sociale wetenschappen 41(3): 38-53.

- Castells, M. (1977). The Urban Question. Londen, Arnold.
- Castells, M. (1983). The city and the grassroots : a cross-cultural theory of urban social movements. London, Edward Arnold.
- Corr, A. (1999). No trespassing. Squatting, rent strikes and land struggles worldwide. Cambridge MA, South End Press.
- Draaisma, J. en P. v. Hoogstraten (1983). "The squatter movement in Amsterdam." International journal of urban and regional research 7(3): 405-416.
- Dryzek, J. S. (1996). "Political Inclusion and the Dynamics of Democratization." The American Political Science Review 90(3): 475-487.
- Duivenvoorden, E. (2000). Een voet tussen de deur. Geschiedenis van de kraakbeweging 1964-1999. Amsterdam, Arbeiderspers.
- Erlanger, S. (1987). New York turns squatters into homeowners. New York Times, October 12, Section A, page 1.
- Esping-Andersen, G. (1990). The three worlds of welfare capitalism. Cambridge, Polity Press.
- Fainstein, S. (2000). "The egalitarian city. Images of Amsterdam." in: L. Deben, W. Heinemeier en D. v. d. Vaart (red.) Understanding Amsterdam Essays on economic vitality, city life and urban form Amsterdam, Het Spinhuis: 93-115.
- Hassell, M. Von (1996). Homesteading in New York City, 1978-1993. The divided heart of Loisaïda. Westport, Bergin & Garvey.
- Heijdra, T. (1989). De Pijp. Monument van een wijk. Amsterdam, De Miliano.
- Huijsman, C., H. Pruijt en I. Strubbe (1998). "Projectgroep Woonbeleid en Kraakpolitiek. Een stroom van werkgroepen, onderzoeken en papers" in: H. Kalt, J. Kok, M. v. d. Tweel en H. v. Zijl. (red.). Gepakte Stad Special. Saar, de Schat van Amsterdam, Amsterdam, KROA: 38-39
- Katz, S. en M. Mayer (1985). "Gimme shelter: self-help housing struggles within and against the state in New York City and West Berlin." International journal of urban and regional research 9(1): 15-47.
- Kleunen, A. Van (1994). The squatters: a chorus of voices ... but is anyone listening? The battle for Tompkins Square Park, in: J. L. Abu-Lughod (red.) From urban village to East Village. The battle for New York's Lower East Side.. Oxford UK & Cambridge USA, Blackwell: 285-312.
- Kriesi, H., R. Koopmans, J. W. Duyvendak en M Guigni (1995). New Social Movements in Western Europe. A Comparative Analysis. London, UCL Press.
- Lammers, C. J., A. A. Mijs en W. J. V. Noort (1997). Organisaties vergelijkenderwijs. Ontwikkeling en relevantie van het sociologisch denken over organisaties. Utrecht, Het Spectrum.
- Lowe, S. (1986). Urban Social Movements. The City After Castells. New York, St. Martin's Press.
- Mayer, M. (1998). The Changing Scope of Action in Urban Politics: New Opportunities for Local Initiatives and Movements, in: Wolff, R.; Schneider, A.; Schmid, C.; Klaus, P.; Hofer, A. and H. Hitz (INURA Zürich) (eds) Possible Urban Worlds: urban strategies at the end of the 20th century, Basel, Birkhäuser, 66-75, <http://userpage.fu-berlin.de/~mayer/mm/changing.htm>

- Mayer, M. (2000). Post-Fordist City Politics in: R. T. LeGates en F. Stout (red.) The City Reader. Second edition.. London / New York, Routledge: 229-239.
- Platt, S. (1980). A decade of squatting. The story of squatting in Britain since 1968. in: N. Wates en C. Wolmar (red.) Squatting. The real story.. London, Bay Leaf Books: 14-103.
- Platt, S. (1985). Who Are the Squatters Now? New Society. 73: 331-334.
- Priemus, H. (1983). "Squatters in Amsterdam: urban social movement, urban managers or something else?" International journal of urban and regional research 7(3): 417-427.
- Pruijt, H. (1984). De Cityvorming Gekraakt? Doctoraalscriptie, Sociologie, Universiteit van Amsterdam.
- Pruijt, H. (1985). "Cityvorming gekraakt? Invloed van actiegroepen op de stedelijke planning in Amsterdam." Agora 1(4): 4-5 & 10
- Sante, L. (1995). New York's attack on itself. New York Times. New York: section 14 page 15.
- Schuckink Kool, M. (2001). De rechtspositie van krakers jegens de overheid. De bevoegdheden van de overheid tegen krakers in theorie en in de praktijk. Den Haag, Doctoraalscriptie Nederlands Recht, Open Universiteit
- Schwartz, J. (1986). Tenant Power in the Liberal City, 1943-1971. in: R. Lawson (red.) The Tenant Movement in New York City, 1904-1984. New Brunswick, New Jersey, www.tenant.net, Rutgers University Press: Chapter 4.
- SCP (1998). Sociaal en Cultureel Rapport 1998. Den Haag, Sociaal Cultureel Planbureau / SDU.
- Smith, N. (1996). The new urban frontier. Gentrification and the revanchist city. London en New York, Routledge.
- Tarrow, S. (1994). Power in movement. Social movements, collective action and politics. Cambridge, Cambridge University Press.
- Tobocman, S. (1999). War in the neighborhood. New York, Autonomedia.
- Tromp, B. (1981). "Kraken als actievoeren: een verkenning." Sociologische gids 28(1): 23-35.
- Van der Raad, J. W. (1981). Kraken in Amsterdam. Amsterdam, Roelof Kellerstichting.
- Waldman, A. (2001), "A Rebuilder In the Bronx Scales Back", The New York Times, March 29, Section B; Page 1
- Watkinson, D. (1980). The erosion of squatters rights. in: N. Wates en C. Wolmar (red.) Squatting. The real story.. London, Bay Leaf Books: 158- 163.

Zahn, E. (1993). Das unbekante Holland. Regenten, Rebellen und Reformatoren.
München, Goldmann.

Interventions



守田

Protect
Our
Farmland

Act 1

Act 1

2nd - 13th June 2016



Prologue

At this point converges the double misfortune of the economy and the State: by caching civil war inside each person, the modern State put everyone at war against himself. This is where we begin.

– Tiqqun, *Introduction to Civil War*

In 1996 Henderson Property Development Limited began strategically purchasing farmland from farmers in Ma Shi Po Village using questionable methods.¹

Over 10 years later, the Chief Executive of Hong Kong announced in his 2007-2008 Policy Address the urbanization of three areas that includes Fanling North, where Ma Shi Po Village is located.^{2 3}

In two subsequent public consultations, the Town Planning Board, a statutory body of the government, received 50,000 letters opposing the government's North East New Territories Development Plan and only seven letters in support.⁴

The government failed to represent public interest and instead opted for developer hegemony and structural violence in pursuit of its geopolitical agenda.

When facing injustice, what can each one of us do?

This zine documents the land squatting action between 2nd and 13th June 2016.

¹ Town Planning Board meeting 05/1/2015
www.info.gov.hk/tpb/en/meetings/TPB/Minutes/m1069tpb_e31.pdf

² *The Study*, www.nentnda.gov.hk/eng/study.html

³ The Chief Executive of Hong Kong is the head and representative of the Hong Kong Special Administrative Region and head of the Government of Hong Kong

⁴ What's the fuss about the North East New Territories Development Plan?
www.hofan.burntmango.org/journal/2014/06/whats-the-fuss-about-the-north-east-new-territories-development-plan



守田 Defend the fields
反對新界東北規劃 Oppose the North East New Territories Development Plan

Block Henderson! **Day 1, Thursday June 2nd 2016**

Today we witnessed the destruction of a 7,000-square-foot farmland, half of which has been fenced off for a few years and overgrown with weeds and banana trees. The other half, razed over a month ago, has since been reclaimed by farmers and land protectors opposing the North East New Territories Development Plan. This group oppose the questionable land exchange policy, that the government sneakily put together to benefit property developers (a policy to rezone designated farmland into commercial land for development).

We value farmland, local vegetables and a sustainable and equitable future for Hong Kong. At 11:50am today, a group of us decided to directly violate the temporary court injunction and re-enter the disputed land and climb into a multiple-level wooden fortress that we collectively built a week ago.

From the height of the fortress, we saw many passionate non-violent land protectors place their bodies and other materials (wooden pallets, planks of wood, plastic tubes, anything) in front of Henderson, 150+ security guards from three different security companies, 20+ construction workers, two excavators and some other employees that we have yet to identify.

Some land protectors were effective in pausing and slowing down the developer's fork, that came in the form of an agile Kobelco green excavator and another excavator that some people climbed onto. The latter excavator failed to leave the pavement that it was illegally parked on.

As sunset slowly approached, it was clear that Henderson's security guards would not succeed in finishing their land eviction, perimeter fencing and reducing our wooden fortress to the pile of rubbish that they had already created in the middle of the farm. Earlier today this rubbish pile was a farm growing sweet corn, pumpkins, chiso, sweet potatoes, papaya trees, banana trees, okra, cuban oregano and bitter melon. Now, everything is flattened.

Today Henderson chose confrontation and forcefully provoked other land protectors who were on a small piece of government land at the village entrance. This unnecessary clearance, out of their jurisdiction, lengthened their work day and led to their incomplete job - evicting the whole 7,000-square-foot farmland that our fortress is on.

For those in the fortress now, we move forward and turn this structure into a place of occupation and an indefinite home. During impromptu discussions, formal meetings and dinner tonight (kindly cooked by our friend B.), we became a family and shared stories and music together.

Amidst rampant neoliberal capitalism, we are confident that our direct action will encourage people to pause, slow down and consider what Hong Kong's little remaining farmland should be, and what type of vegetables we would like to feed our children and grandchildren in the future.

Farmland for farm use only. Block Henderson!

Written inside the fortress



Super Community Day 2, Saturday 3rd June 2016

I have recently joined a reading group formed by a collective of people that I met in Hong Kong since 2010. I met them on the rooftops of factory buildings, impromptu under the bridge gigs, independent bookshops, the first Occupy Central, a 650-year-old village, etc. They also took me places: Downtown, their home and to the guerrilla farm of a very inspiring farmer.

Over the past month and in parallel to our reading group, that started with Giorgio Agamben's book *The Coming Community*, I have been seeing some members of the group a lot at Ma Shi Po, some even on a daily basis.

Supporting the Anti-North East New Territories Development Plan movement and guarding the reclaimed farm space next to Ma Sik Road, has also re-introduced me to people that I see perhaps only once or twice a year - familiar faces in the farming community.

From the beginning of May, at the Ma Shi Po village entrance I have met students, teachers, activists, sifus (craftsmen), villagers, farmers, ex-economists, journalists, chess players, retired government workers plus many more. Everyone that I meet opposes the North East New Territories Development Plan.

During weekdays at the village entrance, I have found myself at times stepping back and simply watching all the small interactions, exchanges and new relationships forming. I would take time and displace myself, often speaking to a stranger for over an hour; teaching people how to play international chess; updating everyone on the happenings on the reclaimed farmland; growing corn, papaya trees and other seasonal produce; sketching ideas at meetings; collaboratively writing banners; collecting wooden pallets in the middle of the night as well as being close to any action.

On 28th April 2016 I instinctively climbed, with other people, onto an illegally-parked Henderson-employed construction vehicle to stop the worker from delivering fencing materials to the farm. It worked and the worker later amicably drove off, more knowledgeable about our plight.

Yesterday I volunteered myself as ladder support to help those who were willing to oppose the temporary court injunction and climb into the fortress. Following the excessive and repeated use of force by the security guards I found myself intervening by climbing halfway up the wooden ladder. One guard had negligible regard to my safety and increased his force and persistence in moving the ladder away from the fortress. With one hand on

the fortress and one leg on the ladder, I then secured my safety by climbing onto the fortress. Others climbed the ladder too. We had two ladders.

Last night I spent my first night in the fortress with land protectors, some from other communities that I am vaguely familiar with and some that I am pleased to say are also part of the reading group.

Living in Hong Kong, I have never experienced such a strong and eclectic community opposing developer hegemony. Each person brings their own respective agendas, individual communities and contributions to the village. Together we continue blocking Henderson whilst building a group that could be considered as a "Super Community." This Super Community confronts Henderson and the government, and persists that the North East New Territories Development Plan must stop, and collusion in the form of the 40,000 square feet in-situ land exchange must not happen.

Written inside the fortress



Village entrance before the eviction, 2nd June 2016

The Fortress **Day 3, Saturday 4th June 2016**

On 28th April 2016, led by a group of skilled sifus (craftsmen), we collaboratively built a fortress to protect and guard the farmland next to Ma Sik Road. The exact location of the fortress was intended to stop any further construction. Over 100 wooden pallets were carried into the farm by land protectors to erect a strong 4 x 4 x 6-metre multistorey fortress around the Henderson construction workers' two power generators. Block everything.

The next day, the exterior of the fortress was quickly decorated with slogans, poetry and drawings of a sweet corn and tomato - both masked, resembling the Zapatistas, who have been fighting land issues and for emancipation in Mexico since 1994.

The fortress was soon equipped with two huge *tanggu* Chinese drums from a martial arts school, two large paper mache hands (placed palms out, defensively facing Ma Sik Road) and later a giant head (formerly black and white and the head of a 19th century Chinese revolutionary). The hands and head were painted green. The head boasts realistic carpet-like hair and eyebrows. Some people decided to call him Spinach Man, a superhero who came to protect the farmland.

A week later at the crack of dawn and efficiently within two hours, the fortress was upgraded with a narrow watchtower and further interior reinforcements. Cigarettes and canned coffee for breakfast, the craftsmen worked skilfully, single-handedly hoisting wooden pallets over the top of the four-metre high fortress wall with great ease.

Two days ago (Day 1) the fortress was further fortified by Henderson, who installed an eight-foot tall sheet metal fence around the perimeter of the fortress. The divide ensures that those in the fortress do not reclaim the farmland, now lifeless and flattened. A 40cm "alleyway" separates the wooden fortress from the sheet metal fence - just enough room for a person to squeeze through.

The third day in the fortress gives us time to domesticate the place and apply some basic interior design elements. On Day 1 a ground floor enclosed area was quickly selected as the main toilet, with a thin orange cotton scarf from India used as a curtain. Nearby the south side of the fortress, a dustbin and recycling bin were installed.

Today a holster for scissors is made above the toilet, a protruding nail holds the masks that we wear when facing the public, a large tarpaulin is attached to shelter the dining area and one of the sleeping quarters, a small hole in a

wooden panel is decorated with an illustration of an eye to act as a spy hole, a red nylon string is used to hang umbrellas, a plastic stool was kindly brought in by a friend, horizontal gaps between the wooden pallets become shoe racks, plus many more practical solutions. Any protruding screws or nail heads become hooks for objects ranging from spare pieces of rope to farmers' hats.

Over the course of the day, designated storage spaces were labelled with a black marker pen. B. kindly cooked and brought dinner to the fortress again. Inside we grouped together and ate organic vegetables and multigrain rice. Sheltered from the rain and in good company, it was clear that we were getting organised and settled.

Protected in this architecture and sleeping under the stars to the sounds of the cicadas in the trees and the bullfrogs croaking, I thought about our action, occupying and squatting on contentious farmland - and the becoming of this fortress, the becoming of this home.

Tonight one of the people in the fortress lit a candle to commemorate the victims in and around Tiananmen Square on 4th June 1989

Written inside the fortress



Masks

Day 4, Sunday 5th June 2016

Two weeks ago, Henderson were successful in their application of a temporary court injunction relating to the 7,000-square-foot farmland adjacent to Ma Sik Road - the place that our fortress stands on today.

To avoid any unnecessary legal battles we decided to create two different face masks and batch produce them. One mask bears the vegetable-like green face of Lee Shau-kee (Henderson's majority owner) and the other a pop pink pouting image of Chan Mo-po (the head of the Development Bureau). Both people have been purchasing farmland well before the government announced the North East New Territories Development Plan in 2007 - a coincidence we think not.

During the past two weeks we have consistently entered the temporary court injunction zone (agricultural land) to add multilingual banners, create blockades and continue farming. During these actions some of us have been cautious of any potential legal action and chose to wear masks. The security guards are very efficient in photographing and filming any activity in the injunction zone, and are fast to update their superiors, who are likely archiving the data.

On Day 1 we entered the fortress wearing masks. On the fourth day, we continue to wear masks when visible to the public and in the view of the recently-installed CCTV cameras (that boast 30x optical zoom). Today a talkative King Force security guard kindly asked me why I wore a mask. Slightly surprised by his openness to engage in conversation, I was unable to give an immediate reply. I informed him that I needed some time to think about his question and will get back to him tomorrow. He kindly accepted my response and I had dinner with everyone in the fortress. After dinner I thought about his question.

I wear a mask to hide my identity and all affiliations I have that have no direct relationship with the Anti-North East New Territories Development Plan movement. The affiliations include my employment relationships, my relationship with my apartment landlord and to reduce any concern from my family, who naturally worry as they do not completely understand the context and background of our movement. At present, the Hong Kong press are unable to fully communicate the situation due to media censorship.

We wear masks to let people know that we are united and act together. We confront unjust legal authorities, crony policies and the law in a way that does not deter us or hinder our future paths. Our masks add a glossy layer to the movement and are a calling to latent supporters to come and join us,

masked or unmasked, and resist the rampant developer and government collusion that continues to erode our city.

Written inside the fortress



Security

Day 5, Monday 6th June 2016

The people described in entry Day 2: Super Community will know that some of us make an effort to maintain an amicable relationship with the security forces hired by Henderson. We understand that the workers are at the farm to simply earn a living. In Cantonese there is a colloquialism known as 搵食 “*wan sik*,” literally translated as ‘to look for food or to look for the next meal.’ Those unlucky enough to pay rent are thrown into the neoliberal capitalist whirlpool, a perpetual cycle of wage labour, exploitation, uncontrollable rent increases or house prices, and exhaustion. Many of us are workers too and participate in social movements with no salary whatsoever. We are here on this land today because we want a better future – we want food security, to keep agricultural land for farming only and we oppose developer and government collusion (in the form of the 40,000-square-foot in-situ land exchange policy).

Over the past couple of months, Henderson first employed several security guards to surveil the farmland and report back to the office through sending photos, videos and updates. At a later date, Henderson employed another security company called King Force who dispatched teams ranging from several to over 150 security guards to the farmland. The guards that are front line and more physical, wear face masks and gloves, and their excessive force was demonstrated on 25th April, the morning of 26th April, 26th May and on 2nd June 2016 (at the village entrance).

The security guards are mostly male and are from Pakistan and Hong Kong. On 19th May, the head of King Force barged a female land protector to the ground after she stood in front of him. He was on his way to installing some CCTV cameras in the adjacent farmland. On the 2nd June eviction, two additional security companies were deployed onto the farmland, a Nepalese team and an ambiguous group that included an English-speaking ‘negotiator.’

Every time I visit Ma Shi Po Village I say good morning and hello to the security guards. Some reply back and others ignore me. To the friendlier guards I even introduce myself and engage in casual conversation. This courteous relationship has led to a series of unexpected interactions: an occasion where I taught English to a female Chinese guard; being granted permission by the head of security to place a banner in a location previously blocked by other guards; my verbal request for a reduction of physical force being implemented; witnessing one guard placing a senior land protector’s stool back in its original position after another guard mischievously moved it to cause a fall/injury; one guard kindly giving us (those in the fortress) two take-away meal boxes on the first night (Day 1); one guard telling other

guards that I am a “good person;” and one guard even sharing the likes of Pakistani music artists Shafaullah Khan Rokhri and Attaullah Khan Esakhelvi with me – the latter artist visited Yuen Long for a live gig in late May. On two occasions the Pakistani music and our dancing were welcomed by some guards who gave us a thumbs up and smiled.

When we are in the fortress we often hear people arguing outside with security guards, and in a couple of hopefully isolated cases, some even using racial and derogatory words towards the Pakistani guards. I hope that this short text can calm some of tensions outside of the fortress and strengthen the relationships built over the past couple of months with some security guards.

To the security guard who cried in front of land protectors on 2nd June and to the guard who decided to not come to work the next day on 3rd June, thank you for your empathy, and I hope that our paths will cross again.

Pakistani music playlist:

www.tinyurl.com/Shafaullah-Khan-Rokhri

www.tinyurl.com/Attaullah-Khan-Esakhelvi

Written inside the fortress



The Body

Day 6, Tuesday 7th June 2016

The sleeping quarters inside the fortress are quite limited and some areas require two people to share a sleeping space smaller than the width of a single bed. Bedding and mosquito nets are stored away during the day to create two shared spaces and a place to eat together.

Last night at around 3am, before getting ready for bed, I sat on a red plastic stool waiting for A. in the fortress to finish her stretching routine. A. would stretch first thing in the morning and last thing at night, sometimes accompanied with meditation. I am an active person who exercises regularly however I am impressed by A.'s dedication to a healthy lifestyle and diet (she even brought almonds and dried prunes into the fortress). At 3am and sleep deprived from the previous nights, I was extremely tired and wanted to sleep immediately. Having only recently meeting A. I decided to be patient and read the news on my phone as she completed her daily routine.

Another person in the fortress called T. lives a very different lifestyle to A. He treats his body like a tool, often sparing only a few hours to "recharge" his body before focusing back on his work, writing and attending meetings. T.'s experience, knowledge and work ethic displays a selflessness and dedication to the Anti-North East New Territories Development Plan movement. I have never met such a hard working person.

My Day 1 entry discussed the body as a blocking tool that can confront oligarchy and developer hegemony. Being confined in an enclosed space, unable to walk more than four consecutive steps at a time and to some extent under siege (constant surveillance by security guards and CCTV cameras, and being unable to leave-and-reenter the fortress) I am now thinking about the fortress' toll on our bodies and in the words of A. how to 'appreciate and look after your body.'

In the fortress our home-cooked breakfasts, lunches and dinners include local and organic produce from the farm, all vegetarian. We have been drinking water, Chinese soups, herbal teas and sometimes canned coffee. I trust that the insides of our bodies are in good health.

Outside a friend recently shared a factual story about "toxic cucumbers" (激素青瓜) sold on a street market in Jordan, Kowloon. Poisonous insecticides (to both insects and humans) have confused the cucumbers to unnaturally keep their yellow flowers, used only during pollination and should shed naturally when ripe. The telltale sign are fully grown cucumbers still bearing flowers sold to the public. This incident was first uncovered in May 2013 and returned again in May 2016. It is perhaps the latest food safety story to join

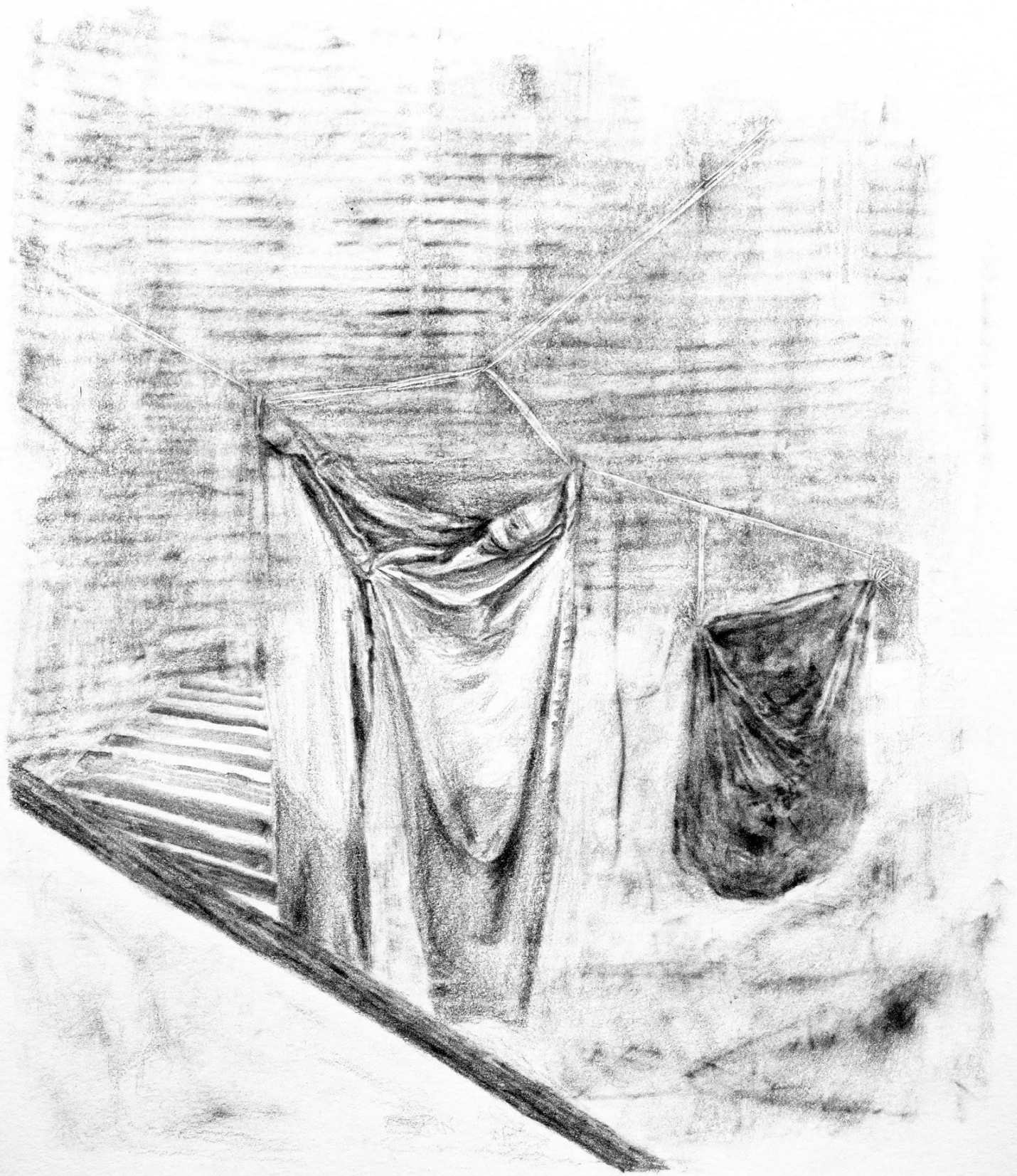
the likes of baby milk containing melamine (2008), artificial eggs (2009), dyed black sesame seeds (2010), glow-in-the-dark pork (2011), poisonous school lunches and tofu containing an industrial bleaching agent (2014), and tainted “gutter” oil and fake organic milk (2015). Capitalism and greed does not only exploit the soil, biodiversity, environment and workers, but also its customers.

We are committed to keeping agricultural land for farming only. We believe in knowing your farmer (food traceability), buying directly from the farmer (low carbon footprint and supporting the local economy) and developing trust with farmers - in their practice, ethics and responsibilities to the land. In the broader context each one of us has a responsibility and potentiality to protect this 7,000-square-foot farmland, but alas survival (搵食) in this city can often distract us.

I hope this diary entry can simplify some of the overwhelming background and policy-related issues of the North East New Territories Development Plan, to one entity: the body; your body; and like A., we can take time to appreciate and look after our bodies, both inside and outside of this fortress.

Written inside the fortress





Family Dinner Day 7, Wednesday 8th June 2016

Tonight I missed a family dinner at my aunt's house. I called my grandma earlier today to update her on the situation at Ma Shi Po. She told me that she had been sleeping badly and I reassured her that I was safe and completely happy to be here. During our phone conversation, she asked me to inform my aunt that I was preoccupied tonight and had to miss the family dinner due to a 'work meeting.' My grandma implored me not to let my aunt know where I was. Cautious that my mobile phone line was being monitored (a likely situation during social movements in Hong Kong) and unwilling to add any unnecessary stress to my grandma, I decided to lie to my aunt and sent her a Whatsapp message with our fabricated excuse. She understood and ended our conversation with a series of emoticons: (Strong bicep) (Strong bicep)(Thumbs up)(Thumbs up). Her unusually gestural and supportive reply message suggests that perhaps she knows where I am...

My parents, my aunt and her husband are examples of a working class demographic who have earnestly worked hard to acquire a lower middle class wealth. From previous dinners accompanied with general conversation, often with the television on, it is clear that they are apolitical, value economic success and upward social mobility. Indications of such priorities are subtle. For example, following short holidays in Asia the first questions would be, "How much was the flight?" or "How much was the hotel?" Regardless of politics, economics and culture, they are my family. They should be truthfully and fully updated on what I am doing and what I value around me. I hope to show my grandma this book in the near future.

Social movements can cause tension and miscommunication in the family home. Numerous stories about family disputes, especially those between families with policemen/women, were common during the Umbrella Movement (2014-2015). The city became polarised and superficially categorised with two colours: yellow (pro-democracy) and blue (pro-establishment and police authority). Life choices and political viewpoints cannot be that simple and in only one hue. A couple of weeks ago, one land protector decided to paint our multicoloured parasol to become yellow, to express his political sentiments. It is ironic that today, on the flattened farmland, there are now 17 blue King Force-branded parasols surrounding one yellow-painted parasol, all of which are used by the blue-uniformed security guards for shelter from the sun and rain.

Every night at 8:30pm the security guards end their day shift and are substituted with a night shift team. I wonder if tonight any of the daytime guards shared their day with their families at the dinner table, perhaps discussing land rights, evictions and personal conflicts, with their children.

We know for certain that at least one Pakistani guard shares our plight and experienced an eviction in his own country before moving to Hong Kong. He did not come into work the next day.

Each day, each dinner time, both inside and outside of the fortress, develops the movement in a metaphysical way. It draws us to question and critically think what each one of us are doing while this is happening, our ontological relationship with food and farmers and how this neoliberal era produces numerous counter-movements. To borrow a phrase used in America and Germany, *'You can't evict a movement.'*

Written inside the fortress



نجس *Najis* Day 8, Thursday 9th June 2016

Two days ago, I woke up and found a piece of raw pork meat at the foot of my bed. I assumed a bird must have dropped it from the sky or something. Later I discovered more pieces of pork scattered on another area of the fortress, and even one piece on E.'s right flip flop slipper. It seemed that night's 4am raucous by an unidentified group (for the second consecutive night) was accompanied with throwing pork into the fortress.

The fragments of raw pork quickly attracted flies and we later discovered four plastic trays of pork placed on the north and east side of the fortress. A few days ago some Henderson-employed construction workers suspiciously made four cut-outs in the sheet metal fences that surround the fortress, which are where the four plastic trays of pork are now inserted. All four trays were infested by flies and emitted a putrid smell into the air. The torrential rain flooded the trays and further spread the stench into the soil.

We were fast to share this update with those outside the fortress and a friend designed a poster accompanied with some text (next page). The post on the *LoveNENT* Facebook page attracted 1,300 reactions, 77 comments and 923 shares. These are considerable figures and we are sure that Henderson was aware of this and the bad press created for them. Journalists even asked Henderson to comment on the pork incident.

This morning showed a turn of events. The person in charge of King Force kindly offered assistance in removing the "mysterious" trays of pork and was thoughtful to share with us a rubbish pick-up tool for some additional pieces that were on top of the fortress' tarpaulin. For the trays of pork on the ground, King Force shockingly appointed a Pakistani security guard to remove the two trays on the north side of the fortress. Masked, I leant over the edge of the fortress and asked the worker if he was Muslim. He looked up at me and nodded responsively. I told him that I was sorry that he was asked to remove the pork and that it was a 'disgusting' action by whoever made the order. The Pakistani worker continued his assigned task. Later, the two remaining trays were disposed of by a Chinese security guard.

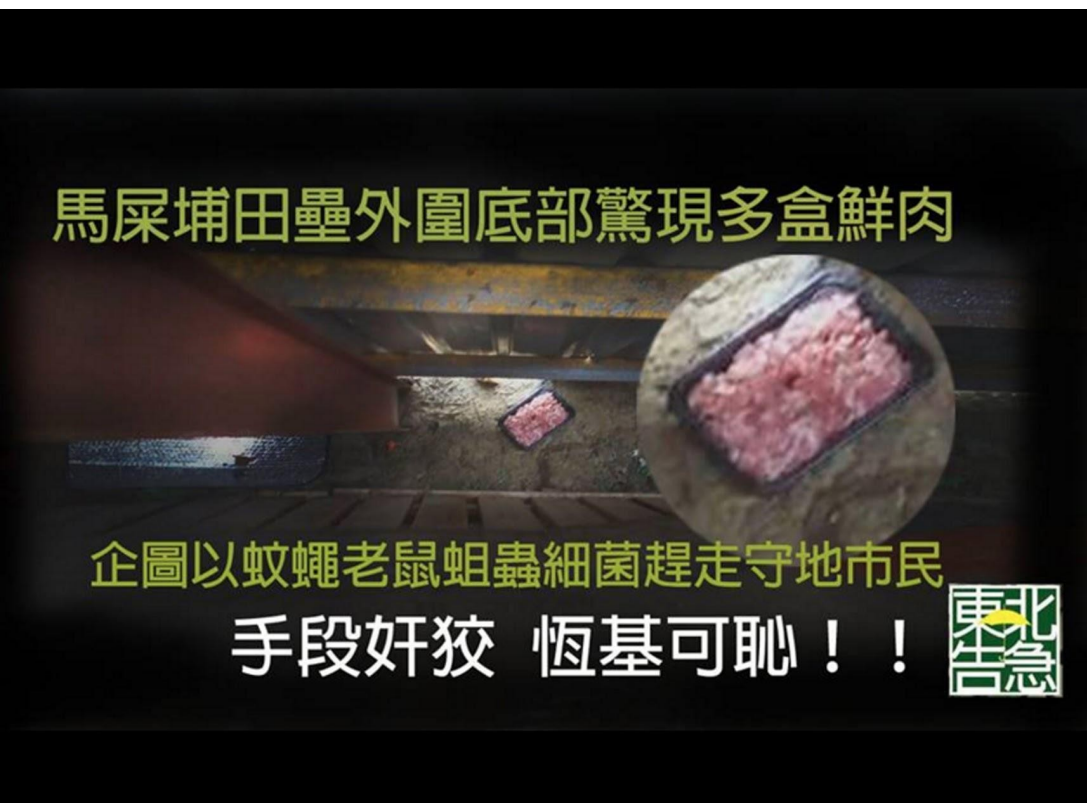
Following this incident led me to further understand the reasons as to why Islam forbids the consumption of pork. The Qu'ran describes the flesh of pigs (swine) as impure (Al-'An`ãm 6:145). Science can now prove that unhealthy pork consumption can expose people to various helminthes (worms) such as roundworm, pinworm and hookworm, that can damage organs in the body.

In Arabic, pork is described as *نجس najis* - something that is impure, unclean, and unfit for consumption. Muslims uphold the wisdom from God

and therefore refrain from eating or touching pork in anyway. Unfortunately today was not the case for the Pakistani worker.

Wage labour can offer a cruel contract that makes one uncomfortable and compliant, in the pursuit of money and survival. The Pakistani guard's shift has ended and he is probably home now. I recall the moment when we communicated. I hope that through the holes in my mask the guard knew that we are in some ways akin and both confront forms of structural oppression in the quest for profit, not our profit, but that that is in the deep pockets of the elite - the *najis* future that Henderson proposes hand in hand with the government.

Written inside the fortress



Numerous boxes of fresh meat alarmingly appear at the bottom of the periphery of the Ma Shi Po fortress. Henderson attempts to use flies, rats, maggots and bacteria to drive away the citizens defending the land. What a malicious trick! Shame on Henderson!

Another Injunction Day 9, Friday 10th June 2016

The temporary court injunction has now been escalated to a permanent status, a final warning if you will, facilitating the entry of bailiffs supported by police intervention “if necessary.”

The Hong Kong government often uses such legal and physical apparatus to solve societal issues. The largest of four Umbrella Movement (2014-2015) protest sites (Admiralty) was cleared following a court injunction, that was granted after a bus transport operator called All China Express made an official complaint.

Common sense, dialogue and justice are replaced with a judicial system that keeps things in check - vested interests, safely in the vaults of corporations and the government. We saw this, perhaps from the comfort of our televisions, at Occupy Central (HSBC headquarters, 2011-2012) and the other three locations during the Umbrella Movement (Tsim Sha Tsui, Mong Kok and Causeway Bay). At Mong Kok bailiffs comically wore ‘I Love HK’ T-shirts and at Causeway Bay, the last location to be cleared, the police were even equipped with Makita cordless chainsaws.

At the farm our requests for a meeting with Lee Shau-kee (Henderson’s majority owner) or his sons are unanswered. Our invitation to Lee Shau-kee or his sons to visit Ma Shi Po Village for a tour lack any response. Henderson’s communication comes in the form of automated pre-recorded messages, looping on loudspeakers, and with press conferences only to announce the details of temporary and permanent court injunctions (no dialogue). When they visit the farmland equipped with injunction letters in A4 plastic sleeves and cable ties, it is merely a media spectacle, the show ending with Henderson crossing Ma Sik Road surrounded by cautious masked and gloved security guards. Remember this is a peaceful non-violent protest.

In the fortress we continue our live-in protest, now a form of civil disobedience. T. made some predictions on the likelihood of the bailiff eviction and the implications of being arrested on the day (‘80% possible this coming Monday’). A few of us are perplexed by how T. attaches eviction percentages and probability to the coming days. T. is experienced and well-informed, albeit very statistical.

Recently, S., a friend who has visited Ma Shi Po Village a few times and gives regular feedback on each diary entry, shared an inspiring reflective text by Edward Thacker, a resident at *Grow Heathrow* (a farm squat located in

London). Here are some extracts from Edward's text that I would like to share:⁵

In this capitalist world system, where private property is enshrined by law over the rights of nature, we should confront the possession of land where we can.

We are actively rebelling against the wasted values of materialism, the capitalist world view which seeks to objectify nature.

We must protect nature. We must protect ourselves. The love we have for each other and life on earth must result in a fierce resolve to protect us. Sometimes we will have to act in a way which sacrifices our legal rights for the rights of other humans, for other life to flourish.

We must embrace an antinomian spiritual ecology, whereby our ecological responsibility demands a rejection of civil legal authorities and their laws.

Along with a link to the original text I copied and shared the extracts as well as some notes to our Super Community. Together we share their daily resistances, including court injunctions, and find underground connections, similar values and a strong belief in preserving farmland.

When our farmland is objectified and becomes a commodity, our responsibility demands a rejection of unjust legal authorities, crony policies and the law.

Written inside the fortress

Continue reading here:

Grow Heathrow's Spiritual Ecology: One Resident's Personal Reflections,
www.theecologist.org/campaigning/2987773/grow_heathrows_spiritual_ecology_one_residents_personal_reflections.html

Grow Heathrow's Spiritual Ecology: One Resident's Personal Reflections

Edward Thacker | 7th June 2016



Recharge

Day 10, Saturday 11th June 2016

The fortress has no water or electricity. Filtered tap water in plastic bottles are lifted in at the end of a 12-foot long bamboo stick. Two protruding screws hold the bags of food, water and other resources secure to the stick, and they are hoisted up at the south side of the fortress. When the load is heavy, two people hold the stick. On some occasions, we lower heavy bags of rubbish and wet clothes (from the rain) with a nylon rope and hook, attached to the end of the stick.

We spend most of the day talking to each other, sharing ideas, drawing, reading and writing. Our phones are used for keeping in touch with those outside of the fortress, online research, as lighting and playing music (a plastic bottle has been reappropriated as a speaker).

A small blue laptop-sized bag with three compartments is home to numerous portable phone battery chargers (尿袋, "urine bag," a Cantonese colloquialism). Those fully-charged outside of the fortress are on one side of the bag and empty batteries are zipped in the middle compartment. Everyday we pass the empty batteries out for recharging with the dirty crockery and cutlery from our meals. Thank you B. and everyone.

A couple of days ago a friend called Q. surprisingly sent me a YouTube video entitled, 'Chinese Lion Dance Drum - Beginners Practice.' She informed me that she heard my drum playing and that her link was a kind gesture to say that I needed drum practice. A. and I watched the video together and learnt this distinct form of drumming. We took turns practicing and played variations to the Lion Dance Drum beat whilst the other person played the kazoo and danced. E. in the middle of replying to some press questions, mentioned that she looked up at one point to see how much we were enjoying ourselves.

The two *tenggu* Chinese drums in the fortress produce a penetrating powerful sound. The interior of the fortress acts as a giant wooden speaker, allowing the vibrations to travel inside, exploring the many cavities of the fortress, before sending the bass upwards to those outside. We felt this energy from the drum playing on Day 1 (the attempted eviction) and we feel it again today.

As a sign of our appreciation, at meal deliveries, A. plays an uplifting drumbeat while I climb up to collect the food, sometimes whilst playing the kazoo. We hope that our small performance recharges everyone outside the fortress as much as it does to those inside.

A.'s Lion Dance drum beat rendition can be heard here:
www.tinyurl.com/ProtectOurFarmland

Written inside the fortress



New Territorialisation Day 11, Sunday 12th June 2016

It is the end of the weekend and the dawn of another work week, our eviction. Three Henderson-employed security forces were present throughout the weekend, two of which were in good spirits and exchanged friendly conversation with us - some guards even humorously tried coaxing us to exit the fortress.

I think of Day 1, the western negotiator who strategically complimented us before asking to enter the fortress to have a conversation 'on the same eye level.' His naivety reminds me of *The Castle* by Franz Kafka, when K., the protagonist, was asked:

"Who are you?" cried a hectoring voice, and then obviously to the old man: "Why did you let him in? Are we to let in everybody that wanders about in the street?"

Last week at the International Finance Centre shopping mall in Central, Henderson's press conference informed the public that a structural engineer analysed our wooden fortress and deemed it to be unstable and dangerous to continue our occupation in. We feel very safe living inside this fortress. This is our *castle*, surrounded by our farmland, that opposes unaffordable apartments and homogenous shopping malls with decorated scrubs, sterile "sky gardens" and supermarkets stocking organic basil (wrapped in plastic packaging and flown in from abroad). Every single shopping mall is a guillotine to the independent shop and local community.

Hong Kong is home to over seven million people. The older population made valiant journeys across the border to leave China during The Cultural Revolution in the 60s and 70s. Our grandparents earnestly worked hard to create a stable life for themselves and their families, starting their own businesses and later investing in property. The 1979 song 獅綾苟 *Below the Lion Rock* refers to this determined work ethic and is instilled in the wrinkled hands and tough hearts of our parents and grandparents.⁶ Perhaps for these reasons the older generations can only think of short-term benefits, lacking a holistic vision that considers equality, sustainability and justice.

A competitive and capitalist environment has bred a culture of materiality, and a society of people who believe in privatisation and landowners' rights. Through questionable tactics and on paper, Henderson is the landowner, but amidst food security, geopolitical tensions in Hong Kong and a global

⁶ 獅綾苟 - 羅匡 *Below the Lion Rock*, www.youtube.com/watch?v=ca9vsEkKrL4

environmental crisis, should we stand by and let landowners and developers dictate our food sovereignty, displace our farming communities and urbanise our agricultural landscape?

Developer and government collusion and its myriad apparatus such as security forces, CCTV cameras surveillance, court injunctions, the police force and controlled media channels, have painted a monochrome understanding of what is happening in this precarious place. This 7,000-square-foot farmland has been boarded up and territorialised as part of the government's North East New Territories Development Plan.

Gerald Raunig, a philosopher and art theorist, described a form of 'reterritorialisation' where one can '*try out new forms of sociality in publishing; inventing and defending free spaces for non-conformist thinking and action.*'⁷ On the eve of our exit from the fortress, behind and below the Lion Rock, we must push ourselves to further research other global farming movements, express solidarity and share what has happened these past few months at Ma Shi Po to our friends and to the public, so that future forms of protest on disputed farmlands become intuitive, strategic and offer new modes of territorialisation - a *New Territorialisation* that invites new friends to our global movement.

Written inside the fortress

⁷ Raunig, Gerald, *Factories of Knowledge* (America: The MIT Press, 2013), p27



守護香港



農田被地產商巧取豪奪
這種行為強盜沒有分別



Small white sign with illegible text attached to the fence.



Illustrated timeline

Act 1 - Ma Shi Po Village
Day 12, Monday 13th June 2016

~

Act 1
Day 12

Land protectors present & journalists ready
A land protector plays the drum
(All outside the fortress)

A. plays the drum (inside the fortress)
M. plays the kazoo (peak of the fortress)

Performance begins
(An illustrated timeline rolls down from the peak of the fortress)

Performance ends

Pirate Jet by Gorillaz is played aloud

Exuent A. & M.

Curtains drawn to a close

Act 2 coming soon...

~

Written outside the fortress



*In this capitalist world system, where private property is enshrined by law
over the rights of nature, we should confront the possession of land where
we can*

- Edward Thacker, Grow Heathrow

Text by U.
Translation by K.
Illustrations by J.
Photographs by Wen
www.dungbak.tumblr.com

Full zine: www.tinyurl.com/ProtectOurFarmland



Che ne sarà di noi

Giulia Tarquini

E se adottassi la prospettiva della moglie dell'uomo investito dalla polizia?

Un'identità fittizia per descrivere da dentro, ma con occhio esterno, il campo di Idomeni.

Che ne sarà di noi?

Sono sola. Mio marito è morto in questo limbo infernale. E' da non crederci dopo tutto quello che abbiamo vissuto! Sopravvivere alle bombe della guerra, a quel mare in tempesta e trovare la morte qui! Investito da una camionetta. Assurdo. Tanto assurdo che sento il bisogno di raccontare il nostro destino, quello che ho vissuto, quello che vivo.

Il mio nome non importa, sono una tra le tante storie che camminano a Idomeni. Sono bloccata qui da due mesi e mezzo, come quasi tutti. Le mie giornate scorrono tra vento e fango, tra odori di plastica bruciata e sigarette, scandite dalle interminabili file per un pasto, un vestito, una tenda, una visita medica. Condividono questa sorte con me circa diecimila persone, il quaranta per cento bambini; siamo per la maggior parte siriani ma ci sono anche afgani, iraqeni, pakistani e un pugno di marocchini. Tutti abbiamo venduto ogni cosa che avevamo per inseguire il "sogno europeo"; abbiamo lasciato indietro i nostri cari, la guerra e le bombe per ritrovarci qui. Bloccati da due mesi e mezzo in questo limbo infernale dove vita e morte si intrecciano costantemente.

Doveva morire proprio qui mio marito?! Me lo chiedo ogni giorno, ogni notte che passo sola in questa tenda fredda che sembra stia per volare via ad ogni folata di vento, che si allaga per le continue piogge, che scoppia di calore al primo sole.

La vita non è più vita per noi pedine, numeri, massa informe. Siamo persone! Ognuna con una storia propria e diversa nella sua tragicità.

Mi hanno rubato tutto qui: mio marito, l'amore, la vita e anche tutto quello che mi era rimasto di materiale come soldi e cellulare, unico contatto con il mondo esterno dal campo di Idomeni. Non ho neanche i documenti! Quelli me li hanno rubati in Turchia, non voglio tornare lì da quei fascisti, voglio andare verso est, voglio andare in Germania, voglio inseguire il sogno di un futuro per i miei bambini!

E' per questo che rimango qui, lungo le frontiere, aspettando che le aprano di nuovo; è per i miei figli che sto pensando di mettermi in marcia di notte nel bosco e provare a passare illegalmente. Ma i miei bambini sono piccoli e ho paura di intraprendere un viaggio tanto pericoloso; tremo al pensiero

della polizia macedone, violenta e minacciosa, che rimanda indietro chi ce l'aveva fatta, seppure per poche ore o pochi giorni.

Cosa ci faccio qui?! Ho paura ad andare nei campi militarizzati che stanno aprendo! Lì sparirò ingoiata senza che nessuno sappia più neanche della mia esistenza, senza più neanche la risonanza mediatica sarà come se non esistessi più.

Non voglio finire nell'oblio come quelle famiglie sparite con quel sedicente medico! I miei bambini non andranno ad ingrossare il mercato nero degli organi!

Non mi muovo da qui! Non lo vorrebbe neanche mio marito!

Sto pensando di passare illegalmente in Albania. Mi hanno detto che ci sono persone che posso pagare (ma con quel poco che mi è rimasto come potrei pagarli?!) per passare tra i monti e seguire rotte illegali verso est.. Non mi possono rispedire in Siria tra le bombe! E' tutto così nebuloso che nell'indecisione resto qui. Ho paura per me e i miei figli. Che ne sarà di noi?

Ho bisogno di informazioni, sono isolata dal mondo; non ho mai visto nessuno del governo greco, solo la polizia. Quella stessa che ha investito mio marito e l'ha ucciso. Dov'è oggi quel poliziotto che guidava in retromarcia quel furgone sulla strada principale del campo, sempre piena di persone? Dov'è lo stato greco? Dov'è l'Europa? Sembra sia solo capace di deportarci in piccoli centri sparsi tra le montagne dove le nostre tracce spariranno, dove i giornalisti non possono entrare, dove nessuno potrebbe mai ascoltare la mia voce.

Ho già provato tante volte a seguire la procedura della richiesta d'asilo. Ho fatto la "skype call" ma non risponde mai nessuno! In teoria possiamo farlo solo dal campo, dove nessuna autorità o organizzazione formale ha provveduto a installare una connessione Wi-fi. L'ha fatto solo un gruppo di attivisti indipendenti che ha creato una postazione internet e un punto informativo all'interno del campo. Senza di loro non avrei neanche potuto provare a chiamare. Abbiamo un'ora a settimana per ogni nazionalità per prendere l'appuntamento per fare la richiesta d'asilo. A chi è riuscito l'hanno dato dopo un mese, un mese e mezzo...

Nel frattempo continuiamo ad aspettare qui, nel limbo infernale, privi di autonomia, dipendenti per qualunque cosa.

Siamo (non)persone rinchiusi in un (non)luogo di controllo e isolamento.

E passato l'inverno arriverà l'estate a Idomeni, arriverà il caldo insopportabile; i serpenti già ci sono, tra poco compariranno le malattie e la sete.

Che ne sarà di noi?

Ho paura.

Okupación y Resistencia Rural en Casa Selba

!!En defensa de la okupación rural y del territorio!!

Casa Selba

¿Okupación rural?

La okupación rural es una práctica política menos conocida que la okupación urbana. Sin embargo existe y es fuerte en muchos lugares del mundo. Según las circunstancias que llevan a la okupación rural, sus características son diferentes. Hay las que se realizan para defender un lugar contra la construcción de grandes infraestructuras (la ZAD en Nantes, Anti-TAV en el Valle de Susa, la Anti-MAT en Girona), aquellas que tratan de salvar bosques ante empresas energéticas (Hambach en Colonia) o las que recuperan pueblos abandonados del olvido. Este último es bastante extendido en el Estado español y, sobretodo, en el Pre-Pirineo de Huesca. Pero aunque las características sean diferentes, muchos de los objetivos que persiguen son comunes, como por ejemplo la defensa del territorio y el experimentar nuevas formas de vida, al mismo tiempo que se buscan fórmulas de emancipación individual y colectiva.

Durante los últimos 20 años, desde el desalojo de Sasé, unos de estos pueblos abandonados que se encuentra en La Solana (Huesca), la okupación de pueblos rurales y del territorio abandonado, ha gozado de cierta tranquilidad. Sin embargo, en los últimos meses la represión se ha incrementado y que vivimos un momento de amenaza hacia la okupación rural es más que evidente. Lxs compañerxs de Fraguas (Castilla-La-Mancha) se enfrentan a un juicio en el que les piden 4 años y medio de cárcel a cada unx de lxs acusadxs y 26.000 euros para pagar el derribo de las casas que ellxs mismos han reconstruido. En Urniza (Navarra) también tienen que hacer frente a la presión por parte de los forestales, además de haber recibido una carta de deshaucio y están a la espera de una respuesta por parte de la administración foral. En varios pueblos de Huesca, están recibiendo diferentes presiones, sean a través de multas, amenazas, intentos de negociación tramposa, etc. Para acabar, lxs compañerxs de Casa Selba (Huesca), són los primeros que ya han sufrido en sus casas esta represión. El 25 de mayo de 2017 se han enfrentado a un juicio, por usurpación, del que han sido absueltos, pero todavía corren peligro de desalojo, a la espera de que pasos van a dar quienes destruyen el territorio para echarlos del espacio que con tanto trabajo han recuperado.

Por todo esto, queremos realizar una llamada internacionalista a la solidaridad y al apoyo mutuo, para poder resistir a un posible desalojo y aunarnos porque sabemos que a pesar de la represión, la okupación rural seguira vivita y coleando. Es por ello que vamos a realizar una **Jornadas de Okupación y Resistencia Rural en Casa Selba, del 8 al 17 de setiembre de 2017**, del que os iremos informando según vaya cogiendo forma. Solamente queremos invitar a todas aquellas personas que desean defender

el territorio de su destrucción, compartir i aprender, por lo que os pedimos que os reservéis estas fechas y os pongáis en contacto con nosotrxs para poder organizar estas jornadas de la mejor forma posible.

¿Dónde?

La Selba es una pardina situada en los confines del Sobrarbe (Huesca, Estado español), propiedad de la Confederación Hidrográfica del Ebro (CHE) desde 1963, en que fue expropiada a sus antiguos habitantes, así como otros pueblos circundantes para la construcción del embalse del Grado, obligando a sus gentes a abandonar sus vidas y quedando un vasto territorio abandonado e inundado. En 2010 se okuparon estas casas y los terrenos de alrededor, muy deteriorados por los largos años de abandono. El pasado 25 de mayo hubo un juicio por usurpación en el juzgado de Boltaña, del cual han sido absueltas todas las personas.

Durante el día del juicio, en Boltaña, se concentraban unas 230 personas. Por eso, y también por la masiva respuesta a las llamadas a la solidaridad y al apoyo mutuo recibida en las Jornadas Rurales Antirrepresivas que se celebraron en la Selba el pasado 26 de mayo. Entendemos que para defender la Selba sólo podemos contar con la solidaridad y la fuerza colectiva de todas las personas que nos apoyan.

Sabemos que Casa Selba y los otros pueblos en peligro de desalojo no están solos. Por ello queremos animar también a todxs aquellxs que luchan por el territorio a acudir a estas jornadas, ya que el enemigo es común. La CHE sólo responde a los intereses del capital, al igual que todas las demás agresiones contra el territorio se producen en nombre de esos mismos intereses.

¿Qué es la CHE y porqué es una corporación criminal?

La CHE es oficialmente un ente público, dependiente del Gobierno del Estado español. Además es responsable de la construcción y gestión de las grandes infraestructuras (presas, canales, etc) que destrozan gran parte de la Cuenca del Ebro. Según sus propios datos en toda la cuenca del Ebro han sido desplazadas 13.000 personas por la construcción de embalses. Sólo en el pirineo de Huesca esta cifra asciende a 7.000 personas además de 65 pueblos deshabitados forzosamente.

Actualmente la CHE planea construir un embalse en Biscarrués, condenando a la muerte a un valle vertebrado entorno al curso del río Gállego, e inundando el pueblo de Erés. Está ampliando el embalse de Yesa y tiene planes para ampliar y construir otros 2 embalses.

Así que podemos afirmar sin miedo a equivocarnos que :

LA CHE MATA EL TERRITORIO!

¿Porqué okupamos en el monte?

Elegimos la okupación rural como modo de vida porque pertenecemos a una generación de gente 'expulsada' de las ciudades debido a la falta de expectativas que estas pueden ofrecer. El capitalismo nos muestra una cara cada vez más cruda y las ciudades se han convertido en un escaparate donde lo único que se puede hacer es comprar y vender. No hay lugar para quien no puede o no quiere participar de esta dinámica. Cada vez somos más los que sentimos la necesidad de dejar de alimentar la máquina del crecimiento infinito, generando por nostrxs mismxs nuestro medio de vida. El entorno rural reúne las condiciones para intentar vivir de un modo mas autónomo, reduciendo al mínimo las necesidades dinerarias.

Por otro lado en el estado español hay inmensos territorios que son propiedad del estado fruto de unas políticas desarrollistas que por un lado buscaban el beneficio privado a través de la construcción de megainfraestructuras, y por el otro indudablemente buscaban mano de obra barata para trabajar en las fábricas que estas infraestructuras posibilitaban.

Es por eso que nos parece totalmente legítimo reapropiarnos colectivamente de estos territorios, intentando vivir de un modo más coherente con nosotrxs mismxs y con nuestro entorno. Así además colaboramos a mantener vivos unos territorios absolutamente abandonados y la memoria de aquellxs que fueron expulsadx. Queremos animar a más gente a sumarse, especialmente aquellxs que comparten con nostrxs los motivos que nos empujaron a echarnos al monte. Actualmente en Aragón hay decenas de pueblos abandonados propiedad de la CHE y el Estado.

(...)

Mientras tanto, os animamos a contactar con nosotrxs a través de **selba-coord[arrobas]riseup.net** o **vivalaselba[arroba]gmail.com**

FRAGUAS, URNIZA Y LA SELBA NO REBLAN!!

Link

<https://www.trespass.network/?p=900&lang=es>

Utrecht: Watertoren Amsterdamsestraatweg gekraakt



Vandaag is het precies 7 jaar geleden dat het kraakverbod werd ingevoerd. De ruim 20 jaar leegstaande watertoren aan de Amsterdamsestraatweg in Utrecht is in dit kader bezet om de aandacht te vestigen op het wanbeleid omtrent huisvesting, leegstand en kraken.

De wet Kraken en Leegstand is de afgelopen 7 jaar op meerdere fronten juridisch uitgekleeft en dient inmiddels geen enkel nut meer. Voorts is de legitimiteit van kraken alleen maar groter geworden. Idioot lange wachtlijsten voor sociale huur, afbraak van betaalbare huisvesting en speculatie zijn enkele voorbeelden hiervan.

De gekraakte watertoren is deel van het herontwikkelingsgebied Amsterdamsestraatweg en heeft tot op heden geen nieuwe functie mogen ontvangen. Twintig jaar in vergetelheid, maar vandaag dient het in ieder geval een ideaal. Krakers en symphatisanten hebben de noodzaak van kraken duidelijk kenbaar gemaakt met deze actie.



Zolang leegstand en woningnood naast elkaar blijven bestaan, zullen ze voor ons altijd een legitieme reden zijn om te kraken.

**F*ck het kraakverbod.
Kraken gaat door!**

Utrecht: Watertower squatted to protest squat ban, later evicted

Abstract

Yesterday (October 1) a water tower in Utrecht (in the Netherlands) was squatted to mark seven years since the criminalisation of squatting. The long empty building (which was already squatted in the past) is a perfect example of the necessity to occupy empty buildings. A big banner was put on the building saying 'Fuck the squatban.' Unfortunately the state responded with overwhelming force and evicted the building the same day. According to reports, seven people were arrested, six squatters and one person outside for "insulting the police". Solidarity with the arrestees!



Here follows a (quickly translated) statement from the squatters:

Today it is exactly 7 years since the squatban was introduced. The watertower on the Amsterdamsestraatweg in Utrecht (approximately 20 years empty) was occupied to highlight the mismanagement of housing, emptiness and squatting.

The 'Squatting and Emptiness Act' (wet Kraken en Leegstand) has been exposed on many juridical fronts and is no longer useful. Further, the legitimacy of squatting has only grown. Stupidly long waiting lists for social housing, degradation of affordable housing and speculation are just some of the reasons why.



The squatted watertower is part of the Amsterdamsestraatweg redevelopment plans and until now has not been given a new function. Twenty years in oblivion, but today it has been put back into use. Squatters and their sympathisers have clearly identified the need for squatting with this action.

As long as emptiness and housing need exist at the same time, there will always be a legitimate reason for us to squat.

Fuck the squatban.

Squatting continues! (Kraken gaat door)



(Pictures from mainstream media)

Call for Hambi International Solidarity



International Call for Solidarity Actions with Hambacher Forest Struggle

The last large part of the millenarian Hambach Forest is about to be cut and its over 11 occupations/barrios evicted during the 2017/18 cutting season expanding the chasm of the largest lignite mine/largest sigle CO2 emitter in Europe even more. Now there is a higher North Rhine Westfalia court hold on continuation of Hambi's destruction, awaiting decission by a single not yet disclosed court apointed "expert" later this week. Given the local state of co-option of the state, municipal and judicial aparatus by special interests of Climate Killer RWE the decission is more than obvious. Even if suprisingly the decision would not be to destroy the forest the coal mining would still continue and the occupations still would face imminent evictions. Eviction constantly called for by nationalist AFD party and the rulling parties of CDU and SPD by stirring a shit-storm of fear mongering and delegitimization of eco activists in the forest as criminals, terrorist and at best riot-tourists. The cops also took advantage of the down time in cutting to provoke, distract and divide some of the local NIMBY groups by threatening to destroy the forest and its occupations if road barricades are not taken down and managed to entice some individuals to not only distance and dismiss us as perpetrators of "violence" publicly but also to engage in this zero-sum-game by taking some of our defenses down under the cover of darkness. And yet as so many attempts were made to isolate and atomize the struggle the phenomenal outpurring of support came in the form of thousands of supporters coming to the forest bringing warm solidarity in many forms. Hundreds of others egaged in solidarity action across Europe. To all of who did this: hearty thank you goes out from one of many as well as call to hold on to your banners and get ready for soldarity actions and to occupy and re-occupy the forest when the cutting and evictions resume.

A call also goes out internationally to engage in Solidarity actions, sharing photos and statements on #hambibleibt (hambi stays)and reusing your banners in front of German consulates and embassies and RWE outposts when the physical attacks on the forest resume. Also appreciation for diversity of tactics besides of course direct-action of locking-on, blockading, tree-sitting, "etc" is expressed and respect and appreciation given to comrades engaging in paper/legal-wrenching, deinvest and boycott movements against earth-destroying fossil-fuels industry. Only by coming together and using a diverse array of tactics and by maintaining unity and perseverance is there a chance of making a difference in the face of only seemingly overwhelming forces and interests pushing the Planet past numerous points of no return.

ONE PLANET - ONE STRUGGLE!!! WE ARE ONE!

HambiBleibt! In solidarity with all anti(extractionist, neocolonialist, authoritarian) struggles World-Wide



HAMBACHERFORST.ORG



AUSGECO2HLT.DE



#HAMBIBLEIBT

Book reviews

Book Review - Seances: Re-wiring images in the Amsterdam Underground

E.T.C. Dee

2016, Self-published in an issue of 600 copies.

Jeffrey Babcock is well-known in Amsterdam for his underground cinema screenings, which take place in funky venues across the city, often in squats or alternative spaces. Now he has published with his partner Cecilia a fantastic book about the process of putting on these DiY film nights from 2006 to 2015 (and they continue into the present).

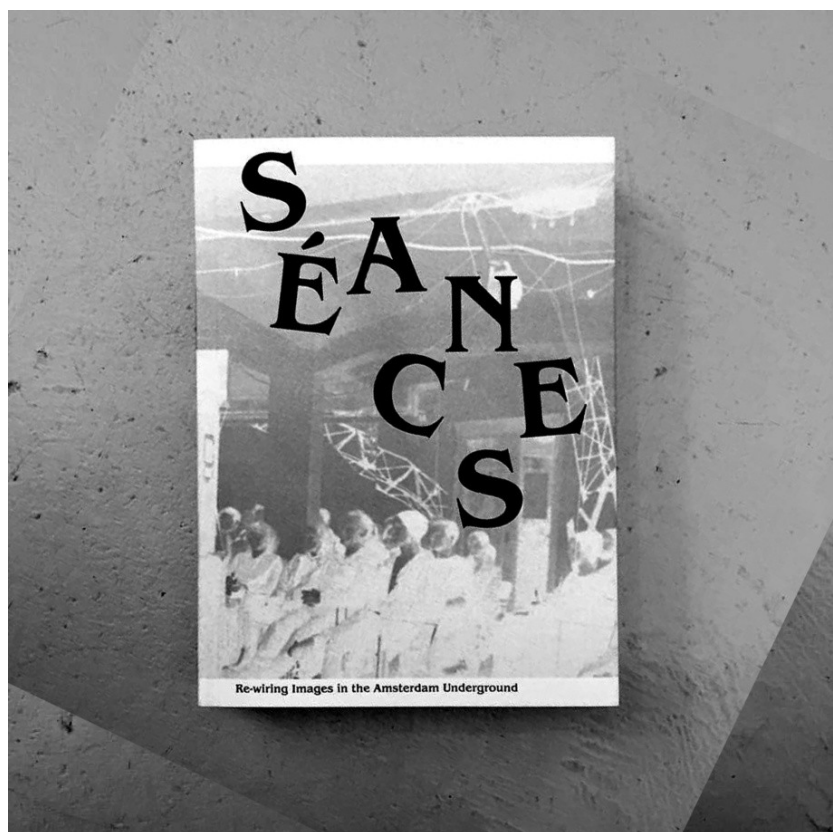
The book looks and feels great, with its black / grey / white look, fold-out cover, almost 400 pages and lots of illustrations, including a selection of flyers at the end. As sometimes happens, I actually felt bad making notes in the book since it is such a lovely object in its own right.

I read it cover to cover in on a long bus trip and thoroughly enjoyed it. Since I don't live in Amsterdam I have only attended a few screenings myself, but to give an idea of the total number, a few years ago there were already over 1000. These veer from Performance, the hedonistic Sixties gone bad mess with Mick Jagger, to Svankmajer's amazing hand-animated short films, from the shocking Punishment Park to cult Japanese films.

Jeffrey tends to give a rousing introduction to his often obscure films, preparing the audience a bit and giving a few insider notes.

Extracts from these speeches form the backbone of the book, with interviews, photographs, jottings and short tributes scattered throughout. It might be thought boring to hear about these often neglected films one after the other, but the enthusiasm is infectious and there are lots of good stories.

A good proportion of the book is rants about various subjects, such as standing up to racist police, lamenting the disappearance of cinema spaces,



singing the joys of staying nomadic, keeping ticket prices free or fairly priced, bemoaning the gentrification of the Amsterdam Film Museum (now the EYE), exposing the blandness of Hollywood ("a shrewd industrial complex") and mourning the death of 35mm as everything goes digital. This is one of the foremost reasons I enjoyed the book, since I also care a lot about most of these topics. I'm not sure how much I would I necessarily agree with Jeffrey on all of them, however that is not the point, since he wants to provoke debate.

One thing where we would definitely have a long discussion is concerning the necessity of watching films in the cinema, as opposed to on the laptop at home. Jeffrey takes the cinephile view that films have to be seen on the big screen. Whilst I do love to go to the cinema, I also very much enjoy watching films on the laptop from the comfort of my own sofa, with a cat sitting on my legs. A recent pleasure has been sitting down at home every Monday to watch the latest downloaded episode of Twin Peaks Season 3 as dusk falls.

Another reason I liked Seances a lot is that it is documenting the efforts of do it yourself, anti-capitalist culture, with a healthy dose of introspection thrown in. On the underground, Jeffrey has this to say:

The underground is a continuity issue. It's about siding with the bloodline of culture and the backbone of history, rather than selling out to make a quick buck. It's about long-term principles rather than short-term gains, about imagining your own rules. The underground is a plunge into exploration, experimentation, and taking risks... it's about choosing the big adventure. It is decapit(aliz)ation in the sense of not allowing everything to revolve around finance, not allowing money to influence every aspect of life.

In total, twenty eight venues for the film nights are described. For me the most interesting ones to hear about were squats like Joe's Garage, Leidsbezet, Spinhuis and Schijnheilig, and legalised squats like Nieuwe Anita and Budapest. The book ends with an account of the recent student occupations (Spinhuis, Bungehuis and Maagdenhuis). Jeffrey helped out by beaming bizarre films like BruceLaBruce's hilarious Raspberry Reich. In fact the book ends with the squatting of a new amazing space under a bridge in the centre, an optimistic way to finish, showing that the fight for autonomous spaces in Amsterdam is not completely over. (Inevitably, this social centre has now been evicted).

Lastly, this book is a call to keep Amsterdam weird, to fight for and preserve the many quirky places, often with roots in the squat scene, that still make Amsterdam such an attractive place. It seems fitting that I picked up Seances at a bookfair in the city celebrating 15 years of an anarchist library.

Link

<https://www.trespass.network/?p=1013&lang=en>

Book Review - The Autonomous Life? Paradoxes of hierarchy and authority in the squatters movement in Amsterdam

NN

ISBN: 978-1-7849-9411-2; <https://www.oapen.org/view?docId=608061.xhtml>

Chapter 2: The habitus of emotional sovereignty

The following conversation occurred among a small group sitting in a private bedroom at approximately 3 a.m. at a squatters' party.

I've been squatting in Amsterdam for the past decade and I want to comment on this book, which I think is trash.

1 I read the book when it came and I am amazed at David Graeber's glowing review because it's not much more than gossip and finishing scores, with some clunky academic analysis of late night conversations. It is difficult to judge a book that is full of ad hominem attacks without responding in kind; This made me wonder if it was really worth assessing the book. On reflection, I feel that someone has to answer because otherwise written lies become accepted truths.

2 It is terrible that Kadir criticizes a female friend in the book for being fat (despite the pseudonyms it is easy to find out who the people were): "To be clear, there is a difference between being considered overweight, for which there is more acceptance in the subculture, and being obese." Perhaps Kadir did not like this person? I can not understand this kind of thing in an academic work.

3 Another male activist is criticized that he is old, pitted, unmarried and still in the movement, as if people use squatting to sort out their living needs as they go on young adventures and then they go further to standardized middle class behaviors such as education at a university or a family. If it is still possible people would actually have coherent revolutionary politics, then this argument is nonsense. This person is controversial, sure, but he is part of the scene and I respect him for still doing things [actually he just died - RiP].

A number of movement researchers feel their academic production serves as an extension of their activism. I do not share this approach.

4 Kadir is an American, Yale-trained anthropologist who judges European squatters because they do not comply with their rhetoric of nonhierarchy. That does not look good, it seems colonial. Of course, the movement is not perfect, no one would argue ... but what about her own positions? She criticizes hierarchical behavior in others, but tells how she moved into a house and forced the inhabitants to clean it up. She criticizes kraakbonzen (male squat boss figures) but is/was dating a "charismatic leader" - sorry to become personal, but how else to challenge the hypocrisy?

And if you look for it, you'll see the hypocrisy everywhere. Another example: Kadir criticizes the hegemonic history of squatting in Amsterdam (1980s glory days), but just repeats it herself. She scorns the nostalgic views of the movement, but then says "squatting was widespread in the 1980s when it was idealistic. Now its done mainly by foreigners who do it for free housing rather than out of ideals." And another example : She talks about how history is told by those who have the privilege of writing it without examining her own privilege. Another: Kadir writes that people should study the history of Surinaamers squatting in Amsterdam in the 1970s and 1980s, but acknowledges that she did not do it herself. Another: she emphasizes the importance of interviewing women (of course valid to say), but at one point uses the opinions of three men "as a result of methodological coincidence / convenience." I really would recommend to anyone who reads the book to see if she is really passing the criticisms she rolls out.

5 Here are some comments of Amsterdam squatters when the book has been published so that you can judge how people in the scene have found the book: <https://www.indymedia.nl/node/34262>. A comrade of Joe's Garage (a social center in Amsterdam) was angry that she was cooking with them, and so on, without informing that they were research subjects and that she would repeat midnight conversations in a PhD. Very unethical.

I realized after a few months that the cost of squatting had outweighed the benefits and moved to rental accommodation to finish my dissertation.

Notes



www.trespass.network

@TrespassNetwork